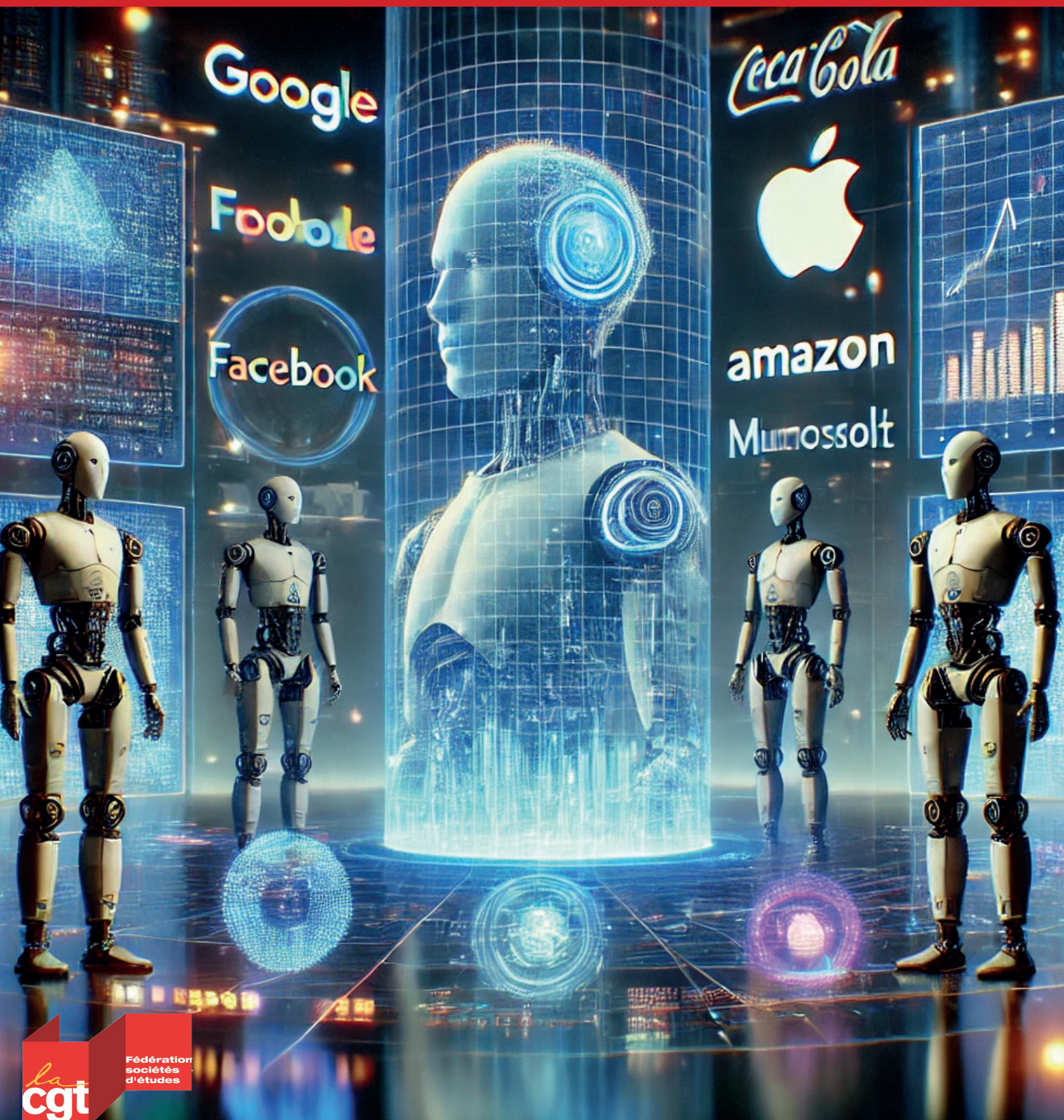


COLLOQUE CGT

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
& SYSTEME CAPITALISTE



SOMMAIRE

Introduction : Enjeux et Perspectives	4
Table ronde 1 : L'IA au sein de l'évolution du capitalisme : Vers un capitalisme de l'IA ?	7
<i>Une recomposition autour d'un nouveau mode de production ?.....</i>	<i>9</i>
<i>L'économie des données : Une nouvelle valeur qui bouleverse la relation capital/travail ?</i>	<i>18</i>
<i>Nos comportements sociaux sont-ils automatisables ?</i>	<i>25</i>
Table ronde 2 : Les implications économiques et sociales de l'innovation	47
<i>De l'innovation à la production, l'IA, une condition générale de production ?</i>	<i>49</i>
<i>La fuite en avant de l'IA : des comportements façonnés à la régulation</i>	<i>54</i>
<i>L'IA peut-elle nous contrôler ? Dépolitiser le pouvoir, artificialiser le pouvoir</i>	<i>59</i>
Conclusion	72

INTRODUCTION:

Enjeux et Perspectives

Céline VICAINÉ, Secrétaire Fédérale CGT des Sociétés d'Études



Cher.es camarades, bienvenue à toutes et à tous de la part de la Fédération CGT des Sociétés d'études à ce colloque sur l'Intelligence Artificielle.

Nous avons organisé un colloque sur ce thème le 22 novembre 2023 avec deux autres structures de la CGT, portant sur les enjeux et les risques que le développement de l'Intelligence Artificielle actuelle pouvait entraîner.

Lors de ce premier événement, trois grands sujets avaient émergé concernant les travaux à mener. Le premier étant l'Intelligence Artificielle et le système capitaliste, ou le mode de production capitaliste selon. Le deuxième, l'Intelligence Artificielle et l'environnement. Le troisième devra porter sur comment intervenir sur le déploiement de l'Intelligence Artificielle et agir pour s'appropriier collectivement cette évolution.

Aujourd'hui, cette journée porte sur le premier thème, c'est-à-dire

l'Intelligence Artificielle et le système capitaliste, ou comment l'Intelligence Artificielle se développe au sein du système et appuie son développement. Les autres sujets feront bien sûr l'objet de rendez-vous futurs. Nous vous tiendrons informés sur ce point.

Vous avez dans vos sacs les études de la Fédération des Sociétés d'études pour approfondir un peu plus cette journée et traiter de ces sujets. Il y a deux brochures qui ont accompagné le colloque du 22 novembre 2023 et une qui porte sur le colloque d'aujourd'hui, ainsi que les actes du premier colloque.

Nous avons divisé notre journée en deux parties. La matinée sera consacrée à la question de l'Intelligence Artificielle au sein de l'évolution du capitalisme, qui sera traitée autour de trois grandes questions : la recomposition d'un nouveau mode de production, l'économie des données et peut-être une possible transformation du rapport entre capital et travail, ainsi que les conséquences sur nos pratiques et nos comportements sociaux.

Le 22 novembre, une partie des échanges avait été consacrée à la définition même de l'Intelligence Artificielle et avait mis en évidence que son développement intervenait après une première phase de digitalisation de l'économie et des pratiques. Notre première question traite de ce point plus avant.

Ce premier événement — toujours du 22 novembre — avait aussi mis en avant l'importance des données. Les données sont un élément central de l'Intelligence Artificielle. Leur captation par n'importe quel moyen est donc fondamentale.

De surcroît, toutes nos activités sociales passent aujourd'hui par le truchement des réseaux et sont concentrées dans les mains d'un très petit nombre de grands groupes. C'est à partir de ces constats qu'intervient notre deuxième question.

Les plateformes, leur gratuité et le financement via des publicités constituent comme un modèle économique, qui nécessite des données fiables pour permettre une Intelligence Artificielle dite apprenante et des algorithmes. Certains parlent de capitalisme algorithmique du fait notamment du modèle spécifique, qu'il s'agisse de la maximisation des profits comme de l'accumulation du capital.

Enfin, la dernière question que nous traiterons lors de cette matinée fait référence à un questionnement relativement ancien que certains connaissent peut-être et qui était formulé par Pierre Naville à travers l'automatisme social. Ce n'est pas une problématique philosophique, tant s'en faut. La question qu'il posait, pour être un peu sommaire, était de savoir si l'informatisation et le machinisme pouvaient permettre

des transformations du rapport au travail et aussi une réorganisation de la société favorisant la liberté et l'autonomie.

Or, les travaux encore très actuels et les financements relevant des neurosciences sur les neurones informatiques, dont un des plus connus est le projet de cerveau humain sur lequel l'Union européenne a investi 1 milliard d'euros en 2013, ont fortement accentué le développement de projets alimentant la question de la place de l'homme et de la machine, sans nécessairement verser vers une réorientation des gains que permet l'Intelligence Artificielle, vers une plus forte émancipation des travailleuses et des travailleurs.

L'après-midi portera plus particulièrement sur le déploiement de l'Intelligence Artificielle au sein des processus de production et les conséquences potentielles, c'est-à-dire les implications économiques et sociales de cette innovation qui pourraient s'imposer comme une nouvelle condition générale de production.

Se pose, à la suite de cette première question, celle de savoir comment l'Intelligence Artificielle imprime le système économique et social depuis la captation des données jusqu'à la rentabilité attendue du système ?

Certains développent une approche régulationniste du sujet quand d'autres identifient plutôt des rapports de pouvoir et des rapports de force pour permettre d'interroger les finalités, le sens du déploiement de l'Intelligence Artificielle, orienter ses conséquences sur le travail lui-même.

La régulation est souvent traitée soit par rapport à la sécurité des grandes entreprises qui détiennent les bases de données, les réseaux sociaux et développent les algorithmes. Les données et leur

traitement touchent aujourd'hui des pans importants de nos vies qui nous lient à ces problématiques de sécurité.

Sur ce sujet, la CGT n'en est pas à son premier combat concernant la sécurité des données. Soit elles le sont par rapport aux instances représentatives du personnel pour lesquelles de tels investissements et choix stratégiques sont hors de portée. De ce point de vue, ce qui nous importe, c'est l'Homme, son devenir et ce que l'on va faire avec l'Intelligence Artificielle.

La menace de la dérégulation du travail est déjà présente, tandis que celle d'une boucle vertueuse de l'Intelligence Artificielle en matière d'autonomie l'est beaucoup moins, même si l'on ne peut nier ses apports pour certains métiers pénibles.

Si l'Intelligence Artificielle peut permettre de penser une baisse du temps de travail, par exemple, force est de constater que les grandes orientations politiques sur ce sujet s'inscrivent plutôt vers une tendance inverse, qu'il s'agisse de la durée hebdomadaire du travail comme du temps passé au travail tout au long de la vie. Pas besoin de l'illustrer davantage après la phase de lutte que nous avons eue sur la contre-réforme des retraites.

Enfin, la dernière question est celle de l'inscription de l'Intelligence Artificielle dans les processus de production, et la manière dont elle peut conditionner et déterminer les conditions de travail et le travail lui-même, et d'une certaine façon reconfigurer les rapports de pouvoir dans le système économique, voire incarner un pouvoir artificiel.

Il n'est pas possible lors de cette journée d'ignorer le rapport aux politiques, ne serait-ce que parce que cette technologie permet le développement de la surveillance

ou encore la concentration, dans les mains d'un petit nombre, de la capacité de mettre en avant certaines informations plutôt que d'autres.

Bien évidemment, ces questions peuvent impliquer de nombreux débats, même dans leur formulation, et elles peuvent s'avérer parfois inappropriées tant elles peuvent mobiliser de champs disciplinaires.

Mais la question de fond, celle de la dynamique de l'accumulation du capital, de l'exploitation capitaliste et des mécanismes qu'elle sous-tend à l'aune du déploiement de l'Intelligence Artificielle, reste un fil conducteur sur lequel nos invités vont avoir à se pencher et débattre. Je leur souhaite bon courage.

L'objectif de ce travail est d'alimenter notre réflexion pour être mieux armés syndicalement sur un certain nombre d'enjeux concernant l'Intelligence Artificielle et de ne pas nous limiter à traiter, tels des pompiers face à un incendie, les seuls effets négatifs sur certains secteurs concernant l'emploi, par exemple. Il nous faut interroger les modes de production, l'exploitation capitaliste avec l'Intelligence Artificielle, l'évolution des formes de captation de la valeur, notamment par rapport au travail jusqu'à la déclinaison des choix stratégiques opérés sur les conditions de travail, les gains de productivité à travers les processus de production mis en place pour faire émerger les résultats attendus.

Bien des scénarii sont mis en avant comme ce fut le cas avec le numérique. Il est fort à parier qu'une partie des conséquences attendues de l'Intelligence Artificielle n'interviendra pas ou ne se produira pas telle que nous l'avions envisagée. Pour

autant, comme le numérique, elle s'insinuera à bien des niveaux de nos vies.

L'Intelligence Artificielle se déploie dans une économie marquée par une faible croissance mondiale du PIB qui se stabilise aujourd'hui aux alentours de 3 %, tandis que celle des pays de l'OCDE s'élève à peine à 1,7 %. Dans ce contexte, l'Intelligence Artificielle apparaît comme une solution pour l'OCDE, pour qui cette dernière pourrait relancer la croissance tendancielle de la productivité et accélérer l'innovation, même s'il est très difficile d'en estimer l'incidence sur la productivité.

Selon l'avis général, l'Intelligence Artificielle augmente la productivité et alimente un cycle continu d'innovation, dont la diffusion est accélérée par l'effet exponentiel

de mise en réseau. Mais contrairement aux idées reçues, toutes les activités ne seront pas automatisées. Dans l'industrie, les chaînes de montage sont devenues trop complexes et flexibles pour pouvoir adopter massivement la robotique.

L'extrême mobilité et la recherche des profits à court terme n'encouragent pas des investissements en recherche et développement sur le long terme, que seuls les géants du numérique peuvent réaliser.

McKinsey — qui n'est pas connu pour être sur nos positions — soulignait déjà en 2017 que la moitié des entreprises n'avaient pas adopté de technologies numériques et n'avaient pas de projets immédiats pour le faire, à l'inverse des plus grandes possédant le capital nécessaire.

Au niveau de la production industrielle, l'automatisation n'est pas une finalité, elle n'est utile que si elle est rentable. Les apports de l'Intelligence Artificielle sont concentrés pour le moment dans les services.

Aujourd'hui, comme en novembre, l'objectif de la journée ne sera pas de balayer tous les sujets, mais bien de donner des pistes, des points d'ancrage, de réflexion et de pointer les enjeux et les débats que nous pouvons mener. Sur ce, je laisse la parole à notre animatrice Delphine et vous souhaite de bons travaux.



Table ronde 1 : L'IA au sein de l'évolution du capitalisme : Vers un capitalisme de l'IA ?

Delphine REVOL

Animatrice

Matthieu TRUBERT

Secrétaire National à l'UFICT-Métallurgie,

Co-animateur du Collectif UGICT

Transformation numérique, Intelligence Artificielle et travail hybride

Marius BERTOLUCCI

Maître de Conférences en Sciences de Gestion, spécialisé en gestion

publique au sein de l'Institut du Management Public et Gouvernance

Territoriale à Aix-Marseille Université

Frédéric BOCCARA

Économiste et Statisticien français.

Administrateur de l'INSEE, Chercheur associé au Centre d'Économie

de l'Université Paris-Nord (CEPN)



Une recomposition autour d'un nouveau mode de production ?

Marius BERTOLUCCI :

Mesdames, Messieurs, bonjour. Merci de votre invitation. J'ai l'impression et j'espère que je serai utile aujourd'hui. Je pense que c'est le bon lieu pour l'être. Je commence par quelques grands chiffres. Toute mon intervention sera basée sur des chiffres, des études, des faits, des faits et encore des faits.

Prenons l'IA générative. C'était un marché de 5 milliards en 2020. On a passé la barrière des 50 milliards et on sera à peu près à 200 milliards en 2030. On ne pourra pas y échapper. Concernant la contraction du marché du travail, je ne vais pas évoquer toutes les études qui en traitent, mais un point est intéressant. Quand on veut révoquer ces études, il suffit pourtant de les ouvrir et elles sont pleines de bon sens.

Vous prenez les compétences de l'IA, ses capacités. C'est toujours en sept domaines : traduction, reconnaissance de texte, ce genre de choses assez basiques. Vous comparez cela avec la structuration des métiers donnée par l'O*NET, la structuration des métiers états-uniennes.

Vous prenez les métiers, les découpez en tâches et classez les tâches par ordre d'importance pour chacun de ces métiers. Vous comparez ce que peut l'IA, vous comparez ce qui est nécessaire et vous voyez ce qui se passe. Roland Berger, un cabinet de conseil, a fait cela pour la France récemment. On a aussi des études plus précises

sur le cas français concernant la destruction des emplois.

Sans rentrer dans les études, je vais prendre des exemples très concrets. Prenez J.P. Morgan. Ils ont annoncé en décembre ou en janvier avoir développé un outil qui réduit le temps humain nécessaire pour gérer la trésorerie d'entreprise avec une réduction de 90 % du temps humain. Après, on peut me dire que l'IA ne remplacera pas les emplois. Cela a déjà commencé.

Prenez IBM. Ils ont viré 30 % des personnels RH en 2019. En 2023, ils ont annoncé qu'ils allaient réduire de 30 % la fonction support, et cela s'accélère. Prenez BP : British Petroleum. Le 27 mai 2024, le PDG a annoncé aux actionnaires : « C'est merveilleux. On a supprimé 70 % des emplois pour écrire du code informatique. Parce que Microsoft Copilot, ça coûte 30 balles par mois cette chose-là, permet de réduire énormément le nombre d'emplois. » Cela a donc commencé.

Je ne sais pas si vous allez me dire ça, mais très souvent, quand on évoque ces chiffres ou autres, on entend : « De tout temps, il y a eu des réductions, des inquiétudes, des cassandres parce qu'il y a eu de nouvelles techniques qui sont apparues. » Elles se sont trompées, donc tout va bien.

Non, quand on passe d'une économie agricole aux usines, puis des usines aux services, et il n'y a plus rien derrière. C'est tant mieux. Le but de l'Homme, ce n'est pas d'être comptable. Me

semble-t-il que le but de l'Homme, c'est l'amour, la philosophie, le vin. Il y a autre chose.

Ce que je dis, lorsqu'on me traite de cassandre, je traite les gens de dindes au sens du philosophe Russell qui disait : « Imaginons une dinde qui, tous les matins à 9 heures, est nourrie par le fermier. » Elle se dit que le lendemain à 9 heures, elle sera nourrie par le fermier. Quand vous prenez le passé pour expliquer le présent, vous faites une analogie et derrière, vous faites une induction qui est l'opposé de la déduction. Vous induisez à force de voir des cas une théorie générale. La dinde a raison, sauf qu'un jour, c'est le 25 décembre et à 9 heures, elle passe sous le billot. Là, j'ai l'impression que nous allons passer sous le billot mais on se rassure avec le passé.

Récemment, l'École des Beaux-Arts de Nîmes, il y a un de leurs anciens étudiants qui est dans le Comité d'administration et qui travaille à New York, et il leur dit : « Bougez-vous. L'IA générative est en train de tout bouleverser. » Réponse de la Directrice : « L'école a 100 ans, tout va bien, elle en a vu d'autres. » Il faut éviter de se rassurer de cette manière-là en évacuant le réel, parce que le réel va venir toquer à notre porte.

J'entends les discours sur le remplacement des tâches ennuyeuses ou des tâches à faible valeur ajoutée. On entend ça constamment. Il faut voir ce qu'on met derrière. L'Éducation

nationale nous dit tout de même que les tâches à faible valeur ajoutée et ennuyeuses, pour les profs, c'est la construction des plans de cours et la correction des copies. Voyons, je pensais que c'était le cœur de l'institution. Mais non, apparemment, ça ne dérange personne.

Là, on voit une chose assez nouvelle depuis un an, je n'avais pas vu ça arriver. Pourtant, vraiment, je me tiens à jour. Mon fichier de travail est à peu près à 600 pages sur un peu moins d'un an pour faire une veille de l'actualité de l'IA. Si j'arrivais encore à être à jour, à partir de 2020 jusqu'à il y a six ou sept mois, pour encaisser les trois, quatre ou cinq actualités par jour, il y en a quinze actuellement. C'est vraiment un sacerdoce.

Actuellement, on embauche — et souvent, on utilise ce terme-là — des robots humanoïdes. Mercedes, BMW, Amazon, etc. ont commencé à développer des robots humanoïdes. Si vous ne me croyez pas, regardez les images — elles sont troublantes — de la huitième conférence internationale de la robotique qui s'est déroulée à Pékin en août dernier. Il faut voir ces robots. Il faut aussi voir leur visage car dans les services, on va remplacer les humains assez facilement avec ces robots plus vrais que nature.

Souvent, on croit que la capacité émotionnelle sera du côté de l'Homme, mais c'est faux. Il y a des millions de personnes pendant qu'on discute qui ont déjà une relation amoureuse avec leur IA. Une étude a montré que la Génération Z préfère les conseils de ChatGPT plutôt que ceux du DRH, etc. Nous vivons donc un déclassement assez extraordinaire.

La directrice du FMI disait, il y a environ

trois semaines, que 60 % des métiers vont être fortement affectés par l'IA d'ici deux ans.

Cela signifie qu'il y aura des remplacements d'emplois et que dans vos emplois, vous serez confrontés à ces machines. Un véritable déclassement se crée. Par exemple, des traducteurs se retrouvent non plus à traduire des textes en prenant le temps et en étant bien payés, mais qui se retrouvent à corriger les petites fautes de la machine.

Nous avons évoqué la politique dans le discours introductif. Est-ce que nos politiques voient ce qui se passe ? Non, parce qu'ils sont nuls. Je vais vous donner quelques exemples pour le prouver. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont eux.

Quand vous voyez la rencontre entre Rishi Sunak, le Premier ministre britannique, et Elon Musk, le 2 novembre 2023. C'est sur YouTube, il y a la discussion. À plusieurs reprises, Elon Musk dit — peut-être qu'il pousse un peu le bouchon — que les gens travailleront s'ils le souhaitent : « Si c'est un hobby pour vous, pourquoi pas, mais l'IA fera le travail. »

Qu'est-ce que répond Rishi Sunak à plusieurs reprises ? « Je crois que le travail donne du sens à la vie des gens. » Il est bloqué là-dessus. Ils sont incapables de voir ce qui se passe.

Si vous pensez que Biden a signé un décret présidentiel il n'y a pas longtemps pour encadrer l'IA, c'est un texte qui ne sert à rien. Pourquoi Biden écrit ça ? Pas parce qu'il a écouté des conseils de Stanford, mais parce qu'il a vu le dernier Mission Impossible. Dans Mission Impossible, vous savez, le

grand méchant, c'est une IA. On en est à ce niveau-là.

Quand Charlie Hebdo me posait la question sur l'IA Sora — c'est l'IA d'OpenAI qui crée des vidéos plus vraies que nature — j'en arrive rapidement à dire que les politiques sont nuls. Donc, dans mon propos : Bertolucci dit que les députés sont nuls. Phrase du dessous : député PS Delaporte français qui dit, je cite : « Les députés sont largués. D'ailleurs, ça va trop vite pour nous, on n'y comprend rien. »

Moi, je vois ça, en bon citoyen, j'écris au député Delaporte : « Monsieur le député, j'ai lu votre propos. Je me tiens à jour sur le sujet. Je suis à votre disposition pour discuter du sujet, etc. » Il ne m'a pas répondu. Je ne sais pas ce qu'il fait, cet homme-là, peut-être qu'il est occupé à d'autres choses. Si on prend l'Europe, le RIA — le Règlement sur l'Intelligence Artificielle — pour ne pas dire l'AI Act, c'est un texte qui entrera en vigueur en 2026. D'ici là, on a le temps de mourir parce que c'est étape par étape.

Et puis, il faut rappeler que lorsque nos députés européens ont mis le texte en place — la première version — en 2021, ils n'ont pas intégré l'IA générative, seulement l'IA prédictive. Ils sont donc vraiment nuls.

En 2021, dans la presse, on parlait déjà de GPT3 qui était déjà en ligne depuis 2020 et qui crachait 4,5 milliards de mots par jour dans des centaines d'applications. Il y avait eu des scandales dans le monde de l'art parce que des tableaux générés par IA avaient été vendus chez Christie's pour des centaines de milliers de dollars. Tout cela était vraiment sur la place publique, pas besoin d'être un expert.

Pourtant, nos députés sont incapables de voir cela. En termes

de recomposition, parce qu'un nouveau mode de production induit des changements pour les classes sociales, j'appelle cela la noblesse de l'algorithme. Arthur Mensch de Mistral AI disait récemment : « Il y a 1 000 personnes dans le monde à même de vraiment programmer ces meilleures IA. »

Si je prends un peu les personnes qu'il y a autour, peut-être 20 000 ou 30 000, mais pas plus. La caste des managers va disparaître. Ces gens-là sont en train d'être remplacés par des IA. Les IA managers, ça a déjà commencé. Une des plus grandes entreprises de jeux vidéo chinoise, NetDragon, est dirigée par une IA. On en est là.

On va donc vers quelque chose d'assez massif, avec une noblesse de l'algorithme qui élève ses enfants sans écran et les envoie dans des écoles sans écran. Même si vous encadrez les écrans pour vos gosses, le problème, c'est que vous les envoyez dans des écoles — on n'a pas le choix — où d'autres parents ne font pas le même travail, et donc ils sont confrontés à tout ça.

L'écran rend bête. « Qu'est-ce qu'un crétin digital ? », nous dit Michel Desmurget. C'est un enfant que l'on prive de ses possibilités de développer en lui son humanité par une surexposition aux écrans, ce qui entraîne une incapacité à penser.

J'appelle cela pour ma part le capital neuronal. Comme on enlèvera tout à ceux qui n'ont rien, les enfants des classes populaires, qui n'ont pas de capital culturel ni économique, mais qui n'ont que l'école pour s'élever, ils n'ont même plus la capacité de penser, de se concentrer. Vraiment, c'est assez catastrophique, mais la noblesse de l'algorithme se protège de ça. En termes de restructuration, c'est assez terrible.

Pour terminer sur les grands effets de restructuration, actons que nous sommes entrés dans un nouvel âge du capitalisme, pour certains le capitalisme numérique. Je n'aime pas le mot « numérique » parce qu'il ne fera peur à personne. Le numérique, on connaît les écrans, le digital, c'est là depuis vingt ans. Non, parlons d'algorithmique. Ne parlons pas de technologie mais de technique. La technologie doit être un discours porté sur la technique.

Pourquoi ne le fait-on pas ? Pourquoi n'avons-nous pas assez de discours sur la technique ? Parce que le mot « technologie », on ne l'a pas enlevé, on ne l'a pas interdit, comme dans 1984 ou dans Le meilleur des mondes. C'est pire que cela, c'est qu'on l'utilise à mauvais escient donc on s'interdit de penser la technique.

On parle de capitalisme et de surveillance avec Shoshana Zuboff, la célèbre universitaire d'Harvard qui est passée à France Culture la semaine dernière. Je n'ai pas encore écouté, mais cela doit être succulent.

Pourquoi je pense que le terme n'est pas bon ? C'est parce que l'idée de la surveillance, c'est : « Faites votre vie et on vous surveille. » Non, parce qu'on nous modifie. J'ai un terme pour cela. On parle de cyborgs, d'être augmenté par la technique. C'est un concept qui vient de l'imaginaire de la conquête spatiale des années 1960. Les cyborgs, c'est la contraction de cybernetic organism, être augmenté. Je parle de cybcog, être diminué, c'est la contraction de cybernetic cognition. En gros, à force d'être constamment sur les écrans, à force de se confronter aux algorithmes, vous êtes modifiés, vous êtes diminués.

Vous prenez les deux derniers ouvrages de Michel Desmurget,

La fabrique du crétin digital et Faites-les lire, ce sont 2 000 articles académiques pour dire : « Attention, ça rend con. » Je résume rapidement le propos, mais vraiment, c'est ça. Les seules études qui montrent que c'est bien sont faites par les acteurs de la high-tech. Je parle de capitalisme et du cybcog. Je crée du concept, je suis universitaire, je dois justifier mon traitement de fonctionnaire, bien sûr. On est vraiment en train, non pas simplement de nous surveiller, mais de nous diminuer.

Je pense que c'est comme le manque d'oxygène. À partir du moment où votre cerveau manque d'oxygène, vous n'êtes pas en capacité intellectuelle de comprendre que vous manquez d'oxygène et c'est foutu pour vous.

Là, c'est intéressant, c'est que le capitalisme de surveillance numérique, pulsionnel du cybcog, est en train de nous diminuer et de nous rendre incapables de penser. La nouvelle génération ne lit plus, on a des chiffres là-dessus.

Je terminerai sur un petit point tout de même.

Quand vous regardez le film de Charlie Chaplin, Les Temps modernes, on voit un individu qui est détruit dans son corps, dans sa psyché, il devient fou au sein de l'usine, il devient un rouage. Sauf que désormais, ce n'est pas au sein de l'usine, c'est chaque individu au sein de l'économie des données mais on en reparlera tout à l'heure.

Chaque individu devient un rouage de la grande machine du capitalisme, du cybcog, de surveillance numérique, etc.

Je ne sais pas dans quelle mesure le syndicalisme doit changer ou ce qu'il doit faire, je n'ai pas la réponse. Mais le combat, désormais, se porte pour chaque individu, pour qu'il reste un citoyen et pas un rouage. J'en terminerai en tout cas avec ce premier propos. N'hésitez pas à me couper parce que je sais que je suis long, je parle rapidement et je mâche certains mots.

Delphine :

Merci, Marius. On est dans les temps, c'est bon. Bonjour, Frédéric Boccara que je vais présenter dans un instant, mais je laisse d'abord la parole à Matthieu Trubert sur cette question des modes de production.

Le secteur des services, est-ce qu'on peut dire que c'est dans ce domaine que les investissements en IA sont principalement déployés, par exemple ?

Matthieu TRUBERT :

J'aimerais commencer par rappeler que j'aime bien l'idée que l'IA est à la fois une technologie, une pratique sociale mais aussi une infrastructure industrielle.

Même si on se restreignait à l'univers des services, il faut que cela s'appuie sur quelque chose de concret. Nous sommes probablement sur une idée d'automatisation qui est supplémentaire et complémentaire à la robotisation, là aussi à cheval entre le matériel vraiment concret, le logiciel et le service qui va derrière.

Globalement, nous restons sur une logique de marché de toute façon, et c'est cela qui fait avancer les choses. On pourrait

revenir sur la succession des technologies phares dans le paysage médiatique. Il y a quelque temps, on était la blockchain, l'IoT, etc. On peut remonter aussi loin qu'on veut. Il y a une succession de technologies phares. Aujourd'hui, c'est l'IA et notamment l'IA générative, parce qu'elle est la plus concrète pour l'utilisateur lambda.

Néanmoins, je pense que ce qui est important dans l'idée de recomposition autour d'un nouveau mode de travail et de production, c'est la dualité de la production. Il y a à la fois la production du travail par l'IA et la production de l'IA elle-même, puisqu'on ne peut l'utiliser que si elle existe.

Cette production de l'IA représente donc derrière toute une filière industrielle très complète et très transverse. Elle va de la production du matériel et du logiciel à l'ensemble des infrastructures, que ce soient les centres de données ou les réseaux qui permettent de la faire tourner, et notamment toute la filière énergétique puisque c'est extrêmement énergivore.

Tout cela représente donc un ensemble plus qu'un écosystème dans le monde de la production et du travail, qui est en train de changer car nous nous réalignons vraiment sur cette logique de marché et sur le fait que c'est la technologie phare. D'où les annonces qu'on peut croiser tous les quatre matins dans la presse spécialisée sur les nouvelles productions de puces, donc les NPU, les processeurs neuronaux, la surproduction de cartes graphiques car les GPU sont plutôt bien placés et beaucoup mieux que les processeurs standards pour effectuer les calculs nécessaires au travail de l'IA, etc. Tout cela se réaligne

au gré de cette nouvelle tête de gondole.

Sur la production en utilisant l'IA, la production par l'IA, nous allons revenir sur la question de l'organisation du travail et notamment la question des gains de productivité. En schématisant sur ces deux aspects-là, on retrouve trois scénarios.

Sur l'organisation du travail, est-ce que l'IA va me remplacer complètement ? Est-ce qu'elle va être un gadget que j'utilise ou non, comme je peux utiliser ou pas aujourd'hui quel outil informatique, mais qui n'est pas partie intégrante de mes outils et procédures métiers ? Est-ce qu'elle s'interface dans la chaîne de travail, entre les entrées de données que j'avais avant et mon travail effectué, auquel cas elle fait vraiment partie intégrante des outils et des procédures métiers ?

La question éternelle dans le monde du travail qui revient par rapport à ces technologies, en tout cas à chaque fois que quelqu'un va la proposer à la vente ou à l'utilisation, c'est : quels sont les gains de productivité ? C'est vraiment le réflexe des entreprises là-dessus.

Or, déjà, c'est difficile de les quantifier et en admettant qu'il y en ait, il y a à peu près trois scénarios de gains de productivité. Le premier : oui, il y en a, mais on est dans un état de telle surcharge de travail que cela va permettre virtuellement d'alléger cette surcharge, de la ramener à un niveau considéré comme acceptable et de continuer à pédaler.

Ou bien, on va avoir une augmentation de la charge de travail pour continuer de maintenir ses troupes au taquet sous prétexte qu'il y a des gains de productivité avec ces outils-là, et que donc on peut en remettre une louche.

Ou scénario peut-être utopiste, il va y avoir une réduction du temps de travail ou, en tout cas, un réinvestissement de ces gains de productivité dans la formation, pour qu'elle ne soit plus reléguée au temps de pause du midi, du soir ou du week-end.

Après, il y a d'autres points que j'aimerais soulever. C'est un peu plus en cascade. C'est la question de la production. Déjà, qu'entend-on par production ? Est-ce que cela va être une production par création ? Est-ce que cela va être une production par récréation de quelque chose, voire de mimétisme ou carrément d'affabulation ?

Tous ces cas de figure sont possibles notamment si on prend l'exemple de l'IA générative, mais je n'aime pas restreindre l'IA à ce seul sujet. Il y a aussi les questions de la propriété intellectuelle et donc quelque part, de l'appropriation.

Là aussi, on retrouve assez régulièrement ce sujet, même si des accords commencent à se concrétiser entre fournisseurs de contenu et appropriations de contenu. Il y a quand même ce sujet d'appropriation intellectuelle.

En général, ils vont quand même se retrouver à la main d'intérêts privés de moins en moins nombreux et des intérêts qui restent évidemment privés. Derrière, je reviens à la production de l'IA, que ce soit la R & D, la production ou l'exploitation pour la faire tourner, ce sont des choses qui coûtent très cher.

Je vais revenir sur cette question importante qui est reliée aux gains de productivité éventuels. Rien ne les garantit aujourd'hui. C'est extrêmement difficile à quantifier notamment parce qu'en général, on ne va pas se pencher sur l'organisation du travail, comment elle fonctionnait et comment elle pourrait fonctionner après avec

l'introduction de ces outils-là.

Mais en restant sur le théorique et en partant du principe qu'il va y avoir des gains de productivité sans vérifier qu'ils sont effectivement là et dans quel ordre de grandeur, on a sur le travail lui-même un risque assez fort d'augmentation de la surcharge de travail, j'en parlais, et du débordement du pro sur le perso, avec une forme de déqualification puisqu'il y aura encore moins de temps disponible pour maintenir ses compétences et les développer.

Après, si on rentre vraiment dans les questions un peu plus sociologiques du travail, avec l'introduction de ces outils dans les modes de production et dans le travail lui-même, il y a une diminution de la reconnaissance. Implicitement, tu as tous les outils pour t'aider à faire ton travail mieux et plus vite, donc tu as moins de mérite. La question de l'autonomie se pose également, puisqu'il va y avoir ingérence dans le travail de ces outils.

Forcément, le soutien va être en diminution puisque augmentation de la charge. Chacun va être de plus en plus siloté et individualisé dans son travail, voire une forme d'individuation. Il y a aussi un risque — tu l'évoquais, Marius — de remplacement du management, donc une forme de management algorithmique qui va être extrêmement prescriptive sur l'individu.

Le soutien du collectif va être en berne également et tout cela va affecter les rapports sociaux au travail. Là, j'énumère un peu à la Prévert les facteurs de risques psychosociaux ou plutôt risques organisationnels.

Pour conclure, gardons à l'esprit l'idée que nous sommes dans une

probabilité que si la robotisation supplante les tâches à faible valeur ajoutée, l'IA, au contraire, va supplanter les tâches à forte valeur ajoutée.

Si on va vers une complémentarité entre robotisation et IA, on aura couvert... C'est le mythe de l'industrie 4.0. Je le redis souvent, mais très cyniquement : tant qu'il sera moins cher de faire travailler pour peu à l'autre bout de la planète, et quel qu'en soit le coût environnemental associé, on aura toujours plus cette volonté de délocaliser que de passer à l'industrie 4.0 dans les filières industrielles. On verra comment ça se combine.

Delphine :

Merci, Matthieu. Frédéric Boccara, tu es économiste engagé, chercheur associé à l'Université Paris-Sorbonne Nord, membre des Économistes atterrés et de la Direction de la CGT à l'Insee où tu travailles.

Sur la première question qui nous intéresse pour commencer ce colloque, à savoir

la recomposition autour d'un nouveau mode de production, tu as travaillé notamment sur le numérique. Comment peut-on aborder cette question sur l'émergence d'un nouveau mode de production, par exemple ?

Frédéric BOCCARA :

Merci de l'invitation. C'est presque mieux que nous ayons commencé par des choses beaucoup plus concrètes, car nous allons devoir

faire un peu de théorie et prendre du recul économique.

Il faut voir cette question comme fondamentalement marquée par la contradiction. Il faut accepter qu'il y ait une transformation de l'être humain par ce qu'il produit. En produisant, il se transforme. Je cite Marx, mais il y a un paléontologue qui a redécouvert cela en disant que c'est contre Marx, qu'il n'a rien compris. Ce n'est pas grave, mais depuis le paléolithique, les êtres humains produisent des outils et se transforment eux-mêmes.

Il y a une vision complètement apologétique où tout est magnifique et merveilleux, et une vision complètement négative où c'est le nouveau féodalisme. La réponse n'est pas une conciliation sur on va y arriver. Il faut voir ce qu'il faut changer radicalement car cela touche en réalité des questions radicales.

Premièrement, nous allons aller dans les sphères économiques les plus abstraites. Il faut distinguer en économie la valeur et le prix. Il y a la création de valeur et la prédation de valeur. Ce n'est pas la même chose. Il y a le profit et la rente, si vous voulez.

Une marchandise, c'est quelque chose qui est transformé par le travail humain. C'est le travail vivant, actif, qui crée de la valeur, une valeur économique que l'on peut comparer. Cela ne concerne pas tous les produits. Il faut que les produits soient comparables entre eux pour pouvoir comparer le travail humain qui a été mis dans deux produits.

Avec les services et les logiciels, nous sommes déjà aux limites mais notre société est profondément en ce moment dans des institutions du marché, du marchand, de la comparabilité, du produit, de la marchandise. La quantité de travail est ce qu'il y a de commun dans les produits transformés, y compris le

travail complexe et le travail passé qui reproduit sa valeur dans les produits.

Pour ceux qui ont fait un peu de marxisme, je ne fais que mettre à jour le B.A-BA du marxisme. Ça, c'est la valeur tout court, que j'appelle la valeur économique pour simplifier, mais il faut une valeur d'usage, c'est l'utilité.

En réalité, ce que l'on analyse souvent, c'est la valeur d'échange et la contradiction entre valeur et valeur d'usage. Pourquoi j'insiste là-dessus ? C'est parce que dans le capitalisme, comme ce sont des marchandises, ce qui compte, c'est la même valeur d'usage. S'il y a les mêmes valeurs d'usage, alors on doit homogénéiser le travail socialement nécessaire pour cette marchandise.

Donc, si c'est un tapis indien super bien tissé qui a demandé beaucoup de temps, et si c'est un tapis anglais fait à toute vitesse au XIXe siècle avec des machines mais qui a la même valeur d'usage, tant pis, le travail indien ne vaudra rien, et cela va être la valeur du travail anglais. C'est ainsi qu'au XIXe siècle, ils ont fait. Ça s'est retourné, c'est contre-intuitif. On a l'impression que l'Inde est moins chère aujourd'hui mais c'était comme ça au XIXe siècle.

Par exemple, une caisse enregistreuse mécanique, qui a finalement la même valeur d'usage qu'une calculette électronique, elle a disparu parce que même valeur d'usage mais elle coûte très cher à fabriquer. Il faut des produits, etc. alors que la calculette est fabriquée en série, beaucoup moins cher.

Le temps de travail, les 10 heures pour fabriquer la caisse enregistreuse mécanique comparées à 1 heure pour la calculette, pour simplifier, les 10 heures de la machine mécanique ne valent plus que 1 heure. C'est

la valeur d'usage qui commande.

Mais le travail n'est pas le seul créateur de valeur d'usage. La nature aussi crée des valeurs d'usage. Marx reprend William Petty sur ce point. Les valeurs d'usage, c'est aussi la nature. La nature est un agent naturel qui agit dans la production. Lui prend l'exemple d'une chute d'eau, mais les programmes informatiques sont aussi des agents dans le processus de production semi-naturel, car il y a des données mais il y a aussi du travail. Vous commencez à voir la chose.

La question de l'agent naturel est qu'il est monopolisé, mais il démultiplie la productivité. Il y a donc un surprofit lié à la productivité meilleure par rapport aux autres, donc pas tout de suite une rente. Il y a d'abord un surprofit, et ensuite, pour parler de rente, il faut aller au prix.

Les valeurs sont des concepts très théoriques, les prix sont des choses concrètes. En réalité, Marx qui est matérialiste, parce que je m'appuie sur Marx comme je vous l'ai dit et sur Paul Boccard qui était un économiste que certains connaissent peut-être. Ce sont les prix, les phénomènes qui commandent les choses.

Dans la réalité, même si on sait qu'en sous-jacent, ce sont ces histoires de valeurs, de temps de travail, c'est finalement le prix que je vais pratiquer qui va être acteur et qui va me permettre de faire.

Mon monopole et mon surprofit vont me permettre de pratiquer un prix très élevé et de prendre une rente. Avec cette rente, je vais pouvoir agir, car dans le capitalisme, c'est avec l'argent que j'agis. Vous voyez donc comment il y a une relation entre valeur, surprofit et rente. Je ne peux pas développer davantage car je suis déjà très long et abstrait.

Il y a un quatrième temps : c'est le taux de profit, c'est le capitaliste. C'est-à-dire qu'à son coût qu'il a évalué, il rajoute une marge, le capitaliste. C'est ainsi que fonctionne le capitalisme. Cela s'appelle le prix de production. Cette marge, il la calcule comment ? Il la calcule pour que ça rémunère son capital. Le capital, ce ne sont pas des machines, c'est une valeur qu'il a avancée, un prix si vous voulez, une valeur concrète qu'il a avancée.

Si son capital en bourse vaut trois fois plus, la marge devra être trois fois plus élevée pour qu'il récupère son taux de profit. Vous me suivez ? Cette marge qu'il va prendre est régulée par l'accumulation financière qu'il y a derrière. C'est le nœud de la chose. En plus, il y a l'offre et la demande.

Il y a la valeur liée au temps de travail, le surprofit, l'offre et la demande, et la rente que le capitaliste perçoit par la marge de profit liée à sa finance. Par écrit, vous pigerez mieux, mais vous voyez un peu ces choses-là. Le contexte de l'IA, c'est la révolution informationnelle. Je veux un peu cadrer ici. Nous avons développé une théorie de la révolution informationnelle, Paul Boccara et moi, ainsi que d'autres, comme Alexandre Dumas père et fils.

C'est là où il y a contradiction. Il y a quelque chose qui vient de l'existant mais il y a aussi une radicalité nouvelle. Qu'est-ce que cette radicalité ? Dans la révolution industrielle, on remplace les femmes et les hommes par des machines. Dans la révolution informationnelle, c'est similaire me direz-vous, sauf que la différence réside dans le fait que dans la révolution industrielle, c'est la main de l'être humain maniant l'outil qu'on remplace par une machine maniant l'outil. Par exemple, le marteau est remplacé

par un arbre à cames avec 100 marteaux, ce qui remonte au XIV^e siècle, jusqu'aux machines-outils.

Dans la révolution informationnelle, c'est le cerveau des êtres humains, transformant et créant de l'information, qui est remplacé par des machines. Autrefois, quand on disait : « Créons des informations », on nous prenait pour des fous, mais on voit bien qu'avec l'IA, on crée des informations, on crée des fantômes.

J'ai fait traduire un texte et, au milieu, il y avait un paragraphe que je n'avais même pas écrit avec des auteurs que je n'avais même pas cités. L'IA m'a inventé un passage, et je me suis dit pourquoi pas ? L'IA générative a inséré un fantôme au milieu du texte.

Cela, c'est fondamental : le remplacement de certaines fonctions du cerveau humain par des machines informationnelles.

Dans la réalité actuelle, les deux processus s'entrecroisent y compris avec l'extension de l'industrialisation au sud, notamment en Inde et en Chine.

Pour illustrer, prenons l'exemple d'un programme informatique. Mais encore plus concret, me semble-t-il, c'est l'exemple d'une formule chimique pour fabriquer un médicament, comme le Doliprane pour ne pas le citer. Cette information existait avant. Ce n'est pas la révolution informationnelle qui l'a créée. Mais auparavant, elle se trouvait dans des livres et des manuels et les ingénieurs devaient se déplacer, etc.

Aujourd'hui, elle peut être directement agissante dans un ensemble de programmes informatiques qui manient les machines. Les spécifications techniques peuvent être mises directement dans la machine. Elle est agissante dans le processus productif. L'information devient

en quelque sorte agissante.

Cela change donc la relation entre les êtres humains et les machines, ainsi que la relation entre information et machine. Il y a une sorte de découplage entre humain/information et information/machine puisque l'information est directement intégrée dans les machines, tout en étant mise au point par les êtres humains.

On observe un découplage et une autonomisation de l'information avec son intégration dans les équipements. L'intelligence artificielle est une nouvelle phase de cette révolution informationnelle qui comprend bien sûr aussi des éléments que l'on ne va pas développer ici.

Il y a des conséquences fondamentales qui touchent à la radicalité. D'abord, il y a une radicalité potentielle de principe. Une information se partage, alors qu'un produit matériel s'approprie. Par exemple, je partage une information, vous l'avez, et je l'ai encore. En plus, si vous êtes formé et militant, vous allez pouvoir la développer. C'est une autre culture. Comme la production de biens, c'était autre chose que la razzia de l'Antiquité. Par contre, un produit matériel, si je vous le donne — comme mon téléphone portable — je ne l'ai plus. Il faut alors tous les coûts pour le reproduire.

Deuxième radicalité : ce qui devient décisif, c'est d'avoir des gens formés pour créer ces informations. Les dépenses pour les capacités humaines deviennent en principe décisives. Je dis bien en principe. C'est-à-dire que cela s'oppose à la très vieille structure et je partage ce que vous avez dit.

Mais c'est fondamentalement contre le mode normal du capitalisme qui donne priorité aux dépenses pour le capital. Les

dépenses humaines deviennent en principe prioritaires. Au Conseil économique, social et environnemental dont j'ai été membre, nous avons fait un avis sur les PME et leur financement. Nous avons abordé beaucoup de sujets. J'ai participé en tant que personnalité qualifiée, mais nous avons travaillé avec les camarades de la CGT, ainsi qu'avec l'artisanat et d'autres.

Nous avons écrit — et cela a été repris par certains — qu'il ne faut plus penser investissements, mais dépenses de développement qui sont un mix de dépenses matérielles, humaines et immatérielles, dans lesquelles les dépenses humaines et immatérielles doivent progressivement prédominer.

J'ai fait un peu de conciliation avec ce terme de dépenses de développement en incluant le capital et le travail, mais en disant qu'il doit y avoir la prédominance des dépenses humaines. Donc, il y a quand même une bataille de classe qui est renforcée, si vous voulez.

Troisièmement : le travail ne devient plus un geste, mais ce qui est important, c'est la résolution de problèmes, la compréhension, l'expression, la transmission et le dialogue.

Bien sûr, ils le prennent dans un autre sens. Du coup, sur le management, c'est le contrôle et aussi la conviction des travailleurs pour qu'ils travaillent dans le bon sens puisqu'on ne peut pas forcément contrôler ce qu'ils font. En même temps, on continue à penser le travail comme réduit à une succession de tâches, d'où ce management par IA dont vous nous parlez, qui va se planter.

Quatrièmement, il y a quelque chose de fondamental sur les coûts. Il y a deux aspects sur les coûts. Le plus fondamental est celui-ci : pour

créer les informations, par exemple la formule du Doliprane, il faut de la recherche et développement. Pour créer une IA, il faut de la recherche et développement.

Il y a donc beaucoup de coûts, beaucoup d'avances sans production. On fait travailler des gens, on paye, etc. Il y a des avances sans production et avec même une incertitude. Les économistes parlent de « sunk costs », c'est-à-dire des coûts naufragés. Il peut y avoir des gâchis.

Mais une fois que c'est mis au point, c'est banco. C'est d'autant plus banco qu'une fois que c'est mis au point, c'est comme un coût fixe. Mettons que j'ai eu 1 milliard à dépenser pour mettre au point la formule du Doliprane. Une fois que je l'aie, ça fonctionne comme un coût fixe et je peux utiliser cette formule dans toutes les filiales du monde entier.

Si j'ai une filiale, ça me coûte 1 milliard par filiale. Si j'ai 1 000 filiales, ça me coûte 1 000 fois moins. C'est comme un coût fixe que je peux partager dans mes filiales. Il faut donc un partage monopolistique, un partage dans le monopole. Le coût même peut se partager. C'est pour ça qu'il y a toutes les théories suivistes, comme Rifkin, du coût marginal zéro. Le coût est zéro. Attention, non. Tant pis, je saute le dernier point sur le coût. On y reviendra.

Delphine :

Oui, parce qu'il y a le colloque à développer.

Frédéric BOCCARA :

Voilà. Et donc, comment font-ils ce partage ? Par rachat financier d'entreprises pour étendre leur réseau de partage. Par rachat filial sur le marché financier, où l'on transforme l'information en un actif financier, même pas un brevet. Le brevet, ce n'est pas

l'information, c'est une institution de monopole partiel.

Par actif financier, et donc capital financier pour l'information. Après avoir racheté, il faut se valoriser le plus possible pour ne pas être racheté. Ce qu'on a gagné en efficacité dans le partage, et pas seulement en productivité, on le perd de l'autre côté parce qu'il faut des coûts en capital énormes et qui vont peser sans cesse sur cette marge et sur les dépenses, empêchant ainsi les dépenses de développement. C'est ça, le plus important. Elles vont empêcher les dépenses humaines.

Éventuellement, par la croissance financière, on va avoir plus d'argent pour faire des dépenses humaines chez ces ingénieurs, même si les capitalistes ont cette notion qu'il faut baisser le coût du travail.

Mais globalement, on pousse à baisser les dépenses sociales, ce qu'ils appellent les prélèvements publics, les dépenses publiques et donc la croissance culturelle et informationnelle de la société. Je fais une petite conclusion ou je suis obligé de m'arrêter là ?

Delphine :

Une rapide conclusion.

Frédéric BOCCARA :

Voilà. Vous pouvez faire le lien avec l'IA, je ne le fais pas. Sur l'emploi, c'est très ambivalent. Il y a une surexploitation de certains mais de nouveaux métiers vont apparaître sans cesse. Il y a donc un énorme enjeu sur l'emploi, mais c'est un enjeu qui ne se fera pas naturellement.

Il y a une bataille majeure à mener, et une bataille pour le temps de travail, à la fois pour que

le temps de travail puisse être baissé, puisse permettre le développement de l'emploi — un type d'emploi où les êtres humains se concentrent sur ce qu'ils apportent d'unique et non sur la répétition — et du temps libéré à la fois pour la formation et pour l'intervention dans la société.

Il devient fondamental que les êtres humains puissent intervenir sur le sens. Les enjeux majeurs concernent le partage des dépenses, les institutions de partage des dépenses qui ne doivent plus être le marché financier, mais des avances communes. Le crédit, c'est un partage des dépenses à 0 % et non la rentabilité. La question des avances par le crédit à 0 % est donc au cœur de cette affaire.

Moi, ce que j'appelle la sécurité d'emploi ou de formation, c'est le statut du salarié, c'est-à-dire sa liberté parce qu'il ne dépend pas du marché du travail et qu'il peut dire ce qu'il pense.

Il y a aujourd'hui un appel — disent les éco — de salariés dans l'IA, parrainés par trois professeurs d'université éminents que vous connaissez et que je ne connais pas, et qui disent : « La question est la capacité créative et la culture critique dans le travail, et donc la liberté de parler. » Parce que si on peut être viré, on ne peut pas parler.

Les droits des salariés individuels

et collectifs — sur l'utilisation de l'argent, sur la direction des investissements et sur le développement de la R & D — deviennent des questions majeures pour les salariés et pour la société, d'où le besoin de développement de l'ensemble de la société et donc d'augmenter les dépenses publiques et sociales.

D'une certaine façon, il y a donc quelque chose de révolutionnaire dans une société qui enferme le reste comme finalement dans le féodalisme. La révolution industrielle était révolutionnaire et a amené à changer — j'allais dire à faire péter, mais je pense qu'on n'est pas sur des révolutions de type 1789 — à transformer profondément, radicalement, les institutions qui nous dominent aujourd'hui, ainsi que cette domination du capital et de la rentabilité. J'espère ne pas avoir été trop long.

L'économie des données : Une nouvelle valeur qui bouleverse la relation capital-travail ?

Delphine :

C'est bon. Merci, Frédéric. Concernant la deuxième question au sujet de l'économie des données, la question du modèle particulier de captation des données, elle est donc fondamentale pour permettre le déploiement de l'intelligence artificielle. Matthieu, veux-tu répondre à cette question ?

Matthieu TRUBERT :

Je vais rappeler le fil rouge : à la fois une technologie, une pratique sociale et une infrastructure industrielle. La question de l'économie des données est nécessairement plus récente que celle de l'intelligence artificielle, car l'intelligence artificielle démarre à la moitié des années 1950, à une époque où l'on n'envisage pas d'avoir des capacités de stockage comme celles d'aujourd'hui où l'on peut mettre un téraoctet sur quelque chose de la taille d'un ongle de petit doigt.

Entretemps, l'IA a connu plusieurs hivers et pourrait en connaître à nouveau. C'est systématique, car nous sommes dans une logique dictée par le marché, et si le marché se tarit, les investissements s'arrêtent et on repasse à autre chose.

Là, l'économie des données apparaît vraisemblablement de manière assez généralisée à l'aube de l'année 2000. C'est à ce moment-là que l'on commence à passer d'un modèle de connexion

purement réseau analogique à quelque chose comme l'ADSL, donc qui permet d'être connecté tout le temps et avec une bande passante suffisante pour pouvoir consommer du contenu.

C'est là où commence à apparaître tout simplement Google qui se met dès le départ à collecter massivement des données, car c'est son modèle d'affaires. Cependant, à cette époque, on collecte des données sans vraiment savoir quoi en faire. Néanmoins, il y a déjà les prémices d'une véritable valeur économique à tirer de ces données.

En revenant sur le sujet de l'IA, forcément, les données sont le carburant de l'IA. Sans données, comme un enfant qui n'aurait jamais vu de chat ne pourrait pas reconnaître un chat, l'IA ne peut pas fonctionner sans données. Ces données sont souvent comparées au nouvel or noir depuis un peu moins de dix ans.

Pour autant, on ne s'arrête jamais sur la définition de ce qu'est une donnée, ce qui n'en est pas une et ce qui pourrait en être une. C'est un sujet à garder en tête car derrière, la donnée nécessite de la collecte, nécessite du stockage. On en revient à la question que j'évoquais précédemment d'un écosystème matériel et logiciel.

Il y a donc une véritable industrie derrière qui va servir cette économie des données ainsi qu'une forme d'industrie qui

est induite par l'exploitation de cette économie-là. Ça aussi, c'est à garder dans un coin.

Derrière, il y a une industrie qui est très complexe et entrelacée. Ce sont des systèmes de calcul qui sont vraiment importants. Les centres de données, par exemple, sont très énergivores et leur production est très extractiviste en termes de matériaux et de ressources naturelles.

On pourrait évoquer aussi la consommation en eau et en électricité, ainsi que la manière dont cette électricité est produite. Cette économie-là implique tout un enjeu environnemental et sociétal aussi, puisque les ressources naturelles sont extraites à l'autre bout de la planète par des personnes souvent exploitées. Cela a un coût.

En tout cas, une fois revenues de très loin sur les lieux où on va exploiter ça, on peut peut-être placer cela sur le plan moral, mais cela reste en attendant une question à part entière.

La finalité, comme je l'évoquais, c'est simplement une économie de marché. On collecte des données parce que ça va permettre de faire du profilage des personnes, car il y a des enjeux commerciaux derrière. Très pragmatiquement, avec la publicité, il s'agit de consommation. Mais on a vu apparaître, petit à petit, des enjeux plus sous-jacents et un peu plus discrets.

On est vraiment sur quelque chose qui est très caché, très tu car on ne peut pas dire ouvertement, en tout cas pas si facilement et si brutalement à la face du monde que oui, on collecte un maximum de données que les gens donnent volontairement, souvent sans en avoir conscience. Derrière, je vais pouvoir exploiter ces données pour autre chose que la simple consommation, comme l'achat de chaussures, d'appareils photo ou de voyages. Elles sont utilisées pour des sujets de santé personnelle, et rappelons que dans l'échelle des données personnelles, la donnée de santé est une donnée sensible, ainsi que pour des enjeux de démocratie.

Nous avons eu quelques témoignages à ce sujet, ça a pas mal fuité, que ce soit Snowden il y a environ dix ans, ce qui est très récent à l'échelle technologique, ou encore l'affaire Cambridge Analytica et donc avec la collecte massive de données via Facebook, notamment à des fins de profilage, et qui permet de manipuler la démocratie.

Par exemple, on peut décourager une partie de la population à voter. Ce phénomène n'a pas commencé avec Trump, mais avec Obama. On va un peu tous les mettre dans le même sac. Cependant, lorsque Trump est arrivé, la technologie était déjà bien mature. Typiquement, faire augmenter l'abstention du vote noir de 7 % est monumental, surtout quand on sait à combien de voix se joue une élection. Cela est possible grâce au profilage et à l'influence exercée sur les gens.

Dans la troisième question, nous reviendrons sur le concept de servitude volontaire. En termes de travail, la question de l'économie des données est un thème récurrent. Je pense que vous connaissez tous les

travaux d'Antonio Casilli sur les travailleurs du clic, une forme de travail invisibilisée mais nécessaire.

Même si, avec l'évolution de la technologie, on a de moins en moins besoin de trier et de nettoyer les données, cela reste encore très utilisé. L'évolution du travail du clic, déjà en place depuis quelque temps, se manifeste par le travail gratuit où l'utilisateur final remplace le travailleur du clic.

Typiquement, lorsque vous avez un CAPTCHA et qu'on vous demande de cliquer sur les vignettes représentant un feu rouge, vous entraînez une IA derrière et vous le faites gratuitement.

Cela rejoint l'adage que quand c'est gratuit, c'est vous le produit. C'est une forme de travail cachée et invisibilisée. Ce micro-travail gratuit doit être remis dans un contexte — je fais le lien à nouveau avec la question précédente — de concentration dans un petit nombre et un nombre toujours plus petit peut-être d'intérêts privés.

Comme par hasard, dans l'actionnariat principal, c'est quasi systématiquement non pas des individus fondateurs dont des personnes, mais des fonds d'investissement. En général, on va retrouver les mêmes, BlackRock et Vanguard en tête, et généralement dans les mêmes proportions. Là aussi, cette économie est dans une forme d'enfermement, voire d'emprisonnement et il serait

pertinent d'en débattre.

Nous évoquerons aussi la question de la régulation qui a déjà été abordée. J'aime bien l'idée qu'à l'heure actuelle, on parle beaucoup de réglementation, RGPD en tête. La réglementation, finalement, est plus de l'ordre consensuel d'une forme de négociation. En étant une négociation, elle est consensuelle entre les parties prenantes et donc dans une forme de compromis, ou en tout cas, qui va légitimer les deux points de vue potentiels.

Aujourd'hui, si on prend la réglementation sur le Service Act ou le Market Act, on est sur des choses où on n'est non pas dans l'interdiction, ni dans la prescription et la normalisation, mais on est plus dans la préconisation. Cette problématique, c'est que du coup, on n'empêche pas une mauvaise utilisation. Même si dans les cas extrêmes, elle vient poser un cadre, il y a quand même une sacrée zone grise. Sur la question des données, la zone grise principale est notamment sur les métadonnées qu'on oublie aussi beaucoup. Aujourd'hui, on est un peu dans cet entre-deux.

C'est une première étape. Les textes sont très récents à l'échelle de la technologie. C'est une étape sans doute nécessaire parce qu'on ne pourra pas aller tout de go vers des cas très tranchés d'interdiction. Il fallait passer par cette étape qui a déjà le mérite d'exister. Le RGPD a été quand même un sacré progrès.

On peut aussi trouver une forme de progrès dans la façon dont l'IA Act aborde une approche par les risques, avec des interdictions de cas d'usage très précis. Pour autant, attention — et on le voit avec la surveillance algorithmique — on va se retrouver assez facilement et assez systématiquement dans des exceptions qu'on va s'autoriser, toujours sur le même schéma.

Pour les JO, on va s'autoriser à expérimenter et une fois les JO passés, on verra bien ce qu'il en advient mais la question reste ouverte. Quand l'exception arrive, en général, elle est assez rarement refermée. Je ne serai pas plus long.

Delphine :

Merci, Matthieu. Marius Bertolucci, veux-tu bien répondre aussi à cette question-là ?

Marius BERTOLUCCI :

Je m'y suis engagé. Vous commencez à me connaître, j'ai quelques chiffres et quelques données à vous partager sur le sujet. Est-ce que la valeur est encore dans le temps de travail ? Je ne crois pas, mais je dis ça devant un économiste et on en rediscutera. J'ai quelques chiffres que j'ai trouvés intéressants sur le sujet.

Prenez 2006, quand YouTube est racheté par Google pour 1,65 milliard de dollars, il y avait 68 employés. En 2012, lorsque Instagram est rachetée pour 1 milliard de dollars par Facebook, il y avait 13 employés. En 2014, DeepMind, une start-up d'IA, est rachetée par Google pour 500 millions de dollars. Ils ont développé des IA extraordinaires, notamment celle qui a battu les meilleurs joueurs de Go. AlphaFold, qui a découvert la structuration des protéines du vivant et leurs fonctions. C'est assez extraordinaire. Il y avait trop d'employés, il y en avait 75. Ils auraient dû être moins.

Vous prenez WhatsApp en 2014, rachetée par Facebook pour 19 milliards de dollars, il y avait 55 employés. On est vraiment dans un autre monde. Mistral AI, qui n'a pas encore été rachetée, notre OpenAI français, a actuellement une valorisation de 6 milliards de dollars et compte 22 employés. J'attends une compréhension

économique à avoir sur la valeur, car quand je vois ces chiffres et ce nombre d'employés, je me dis qu'on est rentrés dans un autre monde.

J'avais noté, et c'est tant mieux parce qu'on raisonne sur ces mêmes points, la question du pétrole. La donnée est un nouveau pétrole : j'espère bien que non. Quand on voit ce que fait le pétrole, oui, c'est sympathique, ça fait du plastique et des bagnoles mais ça rend possible aussi la destruction des conditions de possibilité d'une vie humaine en 150 ans de révolution industrielle. Je n'en veux pas, non merci.

Avec le pétrole au départ, c'était une très bonne chose, je comprends, mais ça a quand même créé le réchauffement climatique. Là, on serait dans l'ordre de la contre-finalité. Jean-Paul Sartre donne l'exemple des paysans chinois qui, pendant des siècles, ont déforesté pour avoir du bois. C'est compréhensible, mais ils n'avaient pas forcément envie d'avoir des glissements de terrain. Quand on a commencé par le moteur à combustion et l'utilisation du pétrole, on n'avait pas forcément pensé au réchauffement climatique. Certains ne sont pas dérangés par cela.

Aujourd'hui, mon inquiétude est de savoir ce que l'IA, ce nouveau pétrole, produira. J'ai des idées, mais je suis extrêmement inquiet. Vraiment, je suis inquiet de cette nouvelle forme de valeur.

Voici d'autres exemples et chiffres structurants. Quand Google présente à ses sortes de grandes messes ses nouvelles IA, comme Bard l'année dernière, leur équivalent de ChatGPT, c'est un LLM, ça hallucine, ça parle. Lors de la conférence, on pose une question à Google Bard et il répond de travers sur une question d'astronomie. Le lendemain,

perte de 9 % de la capitalisation boursière, soit 100 milliards. On voit qu'on est sur des chiffres assez extraordinaires.

La création de valeur se fait sur autre chose. Au même moment, bien sûr, OpenAI sort ChatGPT. On était en novembre 2022. Microsoft, qui est le principal investisseur, prend 115 milliards. On est sur ces choses-là.

Comment ça marche, cette économie des données ? J'évoquais tout à l'heure le capitalisme de surveillance de Shoshana Zuboff. Elle nous dit : « On a créé une nouvelle marchandise fictive. » Je reprends les trois premières de l'économiste Polanyi en 1944, en disant : « On a pris la nature et on en a fait de la propriété foncière. On a pris la vie humaine et on en a fait du travail. On a pris les échanges et on en a fait des échanges marchands soumis à l'argent. » Il fallait un peu innover. Désormais, on a pris nos corps, nos pensées et nos sentiments, l'intimité de notre conscience, notre expérience du monde et on en a fait des données.

Quand vous réfléchissez, et je reprends un propos de Shoshana Zuboff dans son ouvrage, à l'état des prairies et des forêts lorsqu'elles étaient intactes avant l'exploitation, et quand on voit ce que c'est devenu, vous avez par analogie, pour le coup... J'en fais une, excusez-moi, je vais faire une induction. On peut imaginer, mais on a déjà des chiffres là-dessus, ce qui se passe pour nos esprits.

Souvent, quand j'évoque : « Mon Dieu, c'est terrible pour les esprits... » Parce que quand on n'est pas adolescent ou lorsqu'on n'a pas d'adolescence, on ne se rend pas compte de ce qui se passe. Il faut voir. Une étude récente montrait que 30 % des adolescents aux États-Unis sont presque constamment connectés

aux réseaux sociaux, y compris YouTube. Cela signifie qu'ils sont en ligne du matin au soir. Il n'y a plus de discussion entre amis, plus de repas, plus de cours, seulement des vidéos en continu.

Je ne connais plus les chiffres précis, mais on parle de 5 heures de YouTube, 3 heures de TikTok et 15 minutes de porno par jour, tous les jours, non-stop. C'est assez catastrophique.

L'expérience humaine devient une marchandise fictive, revendue sous forme de comportements auprès de data brokers et autres. Il y a donc une création de valeur à ce niveau-là en détruisant ce qui faisait de nous des hommes, de notre dignité.

Il y a aussi une destruction au niveau des professions. Dans la presse actuellement, on a pu voir les doubleurs de cinéma et les comédiens. C'est intéressant de voir le visage de ces voix d'acteurs que l'on connaît bien. Ces gens-là sont en train de disparaître au profit de machines.

Ou alors, la destruction de valeurs. Prenons l'exemple des traducteurs. Avant, sur un texte littéraire, cela prenait des mois et vous étiez rémunérés et considérés. Aujourd'hui, beaucoup de traducteurs racontent que les contrats sont de moins en moins présents et de moins en moins bien rémunérés. Au final, l'homme est déclassé, il ne fait plus que corriger les petites fautes d'orthographe de la machine. Il y a un effet de déclassement qui est assez terrible.

Je pense à un reportage de France Télévisions sur la Chine où un graphiste chinois est devant l'IA Midjourney, celle pour créer des images plus vraies que nature. Il dit : « Regardez cette image. J'aurais pris un mois pour la faire et j'aurais facturé ça à 2 500 dollars. Actuellement, avec un simple

clic, elle apparaît. » Il y a donc un effet de déclassement qui est assez terrible mais ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Prenons le cas des profs. C'est une profession reconnue socialement, en tout cas, elle l'était. Elle est séculaire, avec des valeurs et des institutions. Vers 2010-2015, dans l'Idaho et en Floride, ils ont remplacé les professeurs dans les classes au profit de — je n'ai plus le terme technique, mais à chaque fois ce sont des termes un peu idiots — facilitateurs, par des personnes chargées d'accompagner les enfants sur les écrans d'ordinateur pour qu'ils apprennent seuls.

On est aux États-Unis. L'Idaho et la Floride ont obtenu les pires résultats scolaires des États-Unis. Ce qui est aussi intéressant, je ne sais plus si c'est dans les deux États ou dans l'un ou l'autre — j'en rigole mais c'est terrible, c'est le cynisme — c'est qu'on a pris sur les salaires et sur la protection sociale pour financer les ordinateurs et le matériel. C'est vraiment extraordinaire. Je ne sais pas quoi dire. Je trouve intéressant le déclassement que l'on voit actuellement.

Un autre exemple me vient à l'esprit. Je ne l'avais pas prévu mais c'est tellement fort. Il n'y a pas besoin d'une démonstration, il y a uniquement besoin d'une monstration. C'est tellement monstrueux que ça se suffit à lui-même. À Lausanne, je crois, ou en Suisse en tout cas, ils ont créé des navettes autonomes. Comme cette technologie n'est pas encore parfaite et pour des raisons juridiques, il faut un humain pour vérifier ce qui se passe. Ainsi, il y a une personne qui n'est plus un chauffeur, mais un vérificateur des boutons. Je ne sais pas comment appeler ça. Il doit rester dans la machine et

vérifier ce qu'il se passe. Être chauffeur est une profession avec une histoire, ça renvoie à quelque chose, un imaginaire, du cinéma, de la littérature, etc. Tout d'un coup, vous devenez un vérificateur de boutons et c'est la machine qui est première.

Ça, c'est un point important : je n'aime pas le concept d'outil pour parler d'IA. Un outil — typiquement un stylo — est une médiation entre moi et l'environnement. Il est à la hauteur de mon corps et n'a aucune autonomie. La machine, elle, a plus d'autonomie. Mais quand les machines forment un système, on entre dans la méga-machine et tous les individus deviennent des rouages. Si dans le concept d'outil, on met la bombe atomique, le stylo et l'IA, le concept devient flexible.

On est alors face, me semble-t-il, à un système. Le philosophe Daniel Andler parle de SIA, de système d'IA. Je préfère le terme de système à celui d'outil, car derrière le terme d'outil, il y a cette idée que la technique est neutre et que l'outil dépend de son utilisation.

L'IA, on est sur autre chose. Peut-on se représenter ce qu'est ChatGPT ? Vous faites une demande, et pendant qu'il vous répond, il en fait des millions d'autres. Il fait des choses complètement folles. Pendant que vous faites une demande, vous le modifiez à l'échelle planétaire. On n'est pas sur mon stylo.

Sur l'économie des données, un dernier chiffre qui est assez fort.

Les data brokers
— donc ceux
qui vendent
et revendent
nos données —
représentent un

marché de 400 milliards par an avec des entreprises dont on n'entend jamais parler, comme Axiom, Experian, Equifax, des choses comme ça.

D'ailleurs, pour vous l'avouer, je cherchais le nom de ces entreprises hier parce que je ne les avais jamais rencontrées. C'est assez extraordinaire.

Sur l'économie des données, il y a aussi deux points qui me semblent assez forts. C'est quand on nous parle de l'anonymat ou de ce genre de choses.

Récemment, on s'est rendu compte sur le dark web qu'il y avait non pas une fuite de données, mais un tsunami : 26 milliards de données.

C'est peut-être la plus grosse fuite. Quand on vous fait croire qu'on va pouvoir sécuriser les données, c'est faux. S'il y a du pétrole à aller chercher, on ira le chercher, peu important les coûts.

Je vous rappelle — études académiques à l'appui — qu'avec 16 variables, on retrouve n'importe quel être humain sur Terre. Si vous dites : « Français, homme, 37 ans, diplôme, pacsé », avec deux ou trois informations supplémentaires, vous me retrouvez rapidement assez facilement, et ce avec 16 données.

Les data brokers ont entre 5 000 et 30 000 points de données par Européen.

On en est à ce niveau de la compétition.

Il y a un point qui a été évoqué tout à l'heure. C'est qu'il y a les données objectives : typiquement, est-ce que j'aime les orchidées et Arnold Schwarzenegger ? Oui, j'adore ça. Mais quand vous croisez des milliers de données sur un individu, vous faites apparaître ce que Shoshana Zuboff — la chercheuse de Harvard qui a développé le concept de capitalisme de surveillance — appelle le texte fantôme. Quand vous croisez des milliers de données avec une puissance informatique démesurée, vous pouvez prédire ensuite et là, je ne m'avance pas trop par rapport à la troisième question — ce qu'un individu pense, fait et ce qu'il va faire. C'est assez terrible.

Derrière les données, il y a aussi la possibilité de prédire les individus et de les faire agir comme ils doivent agir. Quand vous êtes passé de votre adolescence accro à un smartphone, sans lecture, sans ami ni petit-ami, etc. vous devenez très facilement monétisable, automatisable et algorithmisable. Je vous remercie.

Delphine :

Et influençable. Merci, Marius. Frédéric Boccara, veux-tu réagir sur l'économie des données ?

Frédéric BOCCARA :

Oui, bien sûr. Effectivement, on comprend valeur et prix. C'est le prix de WhatsApp, de DeepMind, etc. qui est fou. Justement, comme on n'a pas une marchandise puisqu'il y a un problème de comparabilité, on crée le titre financier — enfin, on l'a créé depuis longtemps, c'est ça qui est propre au capitalisme — échangeable en bourse comme une pseudo-marchandise.

Mais justement, la question, c'est quand même la valeur derrière.

C'est-à-dire combien la société s'est épuisée, s'est dépensée pour faire ça ? Mais la réalité est dans l'autre sens. C'est-à-dire que ce qui va être acteur, c'est le prix et l'argent que j'en tire. C'est donc considéré comme une avance ou un à-valoir sur la fatigue de la société. C'est à l'envers.

Il faut remettre les choses sur leurs pieds, faire un tour complet — les astronomes disent une révolution pour un tour complet — à cette affaire-là, mais il faut bien voir où il faut changer les choses.

Effectivement, à mon avis, ça ne s'oppose pas, parce que dans les données... Je ne résiste pas à l'envie de vous donner une citation de Bachelard : « Rien n'est donné, tout est construit. » Comme je travaille à l'INSEE où on fabrique beaucoup de « données », on construit beaucoup. Il y a quand même du travail pour les données.

D'ailleurs, « données », c'est-à-dire : on donne à quelqu'un pour faire quelque chose. Donc, attention, ce ne sont pas des objets purement, il y a des gens tout autour. C'est la révolution, c'est la domination des gens et pas des pseudo-choses dont le capital veut faire de l'argent.

Dans les données, il y a donc du surprofit, il y a une dimension mixte, naturelle, parce que l'être humain est à la fois nature et culture. Quand ce sont des données humaines, c'est mixte.

Par exemple, ce n'est pas seulement dans l'IA. Dans Uber, il y a aussi de la donnée parce que ce sont des données de localisation et de déplacement des gens. Ils font du pognon et de la rente dessus.

Mais il faut du travail, il faut des logiciels pour saisir, pour numériser, il faut construire des nomenclatures, des découpages. C'est l'Insee qui parle mais en

réalité, les privés aussi font des nomenclatures.

Même si ce sont 5 000 dimensions, ça n'épuise pas tout l'être humain. Réduire à 4, 5 variables, 6 variables qu'on va saisir, donc la localisation, les coordonnées, c'est tout un travail. En réalité, il y a des travailleurs derrière et y compris un travail très socialisé, parce que les quelques-uns de WhatsApp utilisent ce qu'ont fait d'autres chercheurs, etc. donc ils s'appuient sur toute la société.

Il y a une prédation sur le travail de toute la société, du point de vue économique, avec un levier formidable qui est la bourse et le marché financier mais il faut rétablir les choses. D'ailleurs, Google vend la mèche en s'appelant Alphabet. Ils disent : finalement, ce sont les Sumériens qui nous ont apporté les choses, voire les Grecs en créant l'alphabet.

Il y a un enjeu de service public fondamental derrière, de conception du service public de la donnée. C'est très complexe parce que si le service public est gratuit, cela peut être approprié par le capital qui va faire du pognon avec.

L'IGN — Institut de géographie nationale — nos camarades syndicalistes de l'IGN sont dans cette difficulté, l'INSEE aussi et beaucoup d'autres. Même le partage des brevets pour les médicaments est compliqué parce qu'il faut les partager, mais il ne faut pas que d'autres fassent du super pognon avec ce partage des brevets. Il ne faut pas chercher la conciliation avec le capital. Il faut être beaucoup plus radical que ça. C'est plutôt un programme de travail.

Il y a aussi un enjeu de services publics mondiaux qui coopèrent avec des règles de partage pour l'ensemble de l'humanité, des règles de transparence mais aussi des règles qui vont interdire la

rentabilisation financière des données, la réduction des données à du capital. C'est aussi ça.

On ne peut pas seulement interdire, parce qu'ils vont dire qu'on ne peut plus développer. Il faut donc de l'argent qui soit utilisé pour développer les logiciels, mais tout autrement. Tout autrement veut dire : d'une part, pas pour faire de l'argent, mais d'autre part avec un autre sens, donc avec des intervenants qui sont conscients, qui ont une culture et qui peuvent s'opposer à ce qu'ils font. Ce sont des principes.

Je pense que cela pose derrière la question des institutions Représentatives du Personnel qui sont fondamentales. La coupure de presse est là. C'est soutenu par Yoshua Bengio, professeur à Montréal, Geoffrey Hinton, professeur émérite à Toronto et Stuart Russell de Berkeley. Ils expliquent que les entreprises d'IA ont de fortes incitations financières à éviter une surveillance efficace. « Nous ne pensons pas que les structures de gouvernance d'entreprises habituelles soient suffisantes pour changer cette situation. »

Est-ce que c'est la conciliation ? Modifier un peu les Conseils d'administration ? Ou est-ce que ce sont des comités d'entreprise très démultipliés, avec d'autres droits des travailleurs et des salariés dedans, ainsi que des droits des citoyens sur les entreprises, leurs investissements et leur développement ?

À mon avis, cela pousse dans cette direction mais cela implique une tout autre culture. D'ailleurs, ils disent : « Nous craignons diverses formes de représailles sur nous », parce qu'ils ont des contrats d'exclusivité qui menacent jusqu'à leur retraite. Ce n'est pas comme en France, là-bas, la retraite. Tu dépends encore de ta boîte donc

elle peut te couper la retraite si tu balances des choses. Même quand tu n'es plus salarié, tu ne peux plus faire d'alerte. Ils appellent à une culture de la critique ouverte. J'aime bien cette notion de critique ouverte.

Contre les monopoles des multinationales, il ne s'agit pas d'aller concilier mais d'aller chercher autre chose. Donc, droit des institutions représentatives, des financements qui sont basés non pas sur le profit mais sur le développement à 0 % si on développe les capacités culturelles de tout le monde — c'est cela, en réalité — et l'interdiction de la marchandisation des données.

Vous voyez bien : on ne peut pas faire interdire la marchandisation des données s'il n'y a pas, de l'autre côté, des financements autres que par la marchandisation des données, d'où les avances par le crédit.

Pour finir : **la technique n'est jamais neutre. Même dans l'outil matériel, elle n'est pas neutre, même dans les machines, d'où l'intervention des travailleurs qui est nécessaire sur les investissements.**

Bien sûr, elle n'est jamais neutre. Une critique qui réduit la femme à un appendice, ou une technique où ce sont les êtres humains qui dominent. C'est fondamental, cette question-là. Cela signifie que les dépenses pour les êtres humains doivent dominer et les machines accompagner.

Regardez l'hôpital, parce qu'il y a un mélange d'informationnel et de matériel à l'hôpital. Dans l'hôpital, ils investissent. J'étais

en Dordogne, ils m'ont dit : « Ils ont investi dans un plateau technique mais on ne peut pas s'en servir, il n'y a personne pour le faire tourner. »

À Belfort, ils ont investi, il y avait un hôpital. À 15 kilomètres de là, à Montbéliard, il y avait aussi un hôpital. Ils ont investi, ils ont détruit l'hôpital de Belfort, ils ont détruit l'hôpital de Montbéliard et ils ont construit avec du béton un hôpital dans les champs.

Cela pose de grandes questions, les malades dans les champs, loin des autres. Et puis, avec moins de lits et moins de soignants. Il y a un problème. Est-ce que c'est l'outil qui doit tirer ou est-ce que c'est l'être humain qui doit tirer ?

Je pense que c'est fondamental de le voir, parce que c'est une contradiction anthropologique qui va jusqu'au danger d'aviilissement de la culture de nos adolescents. Ce que tu mets, c'est comme la science-fiction, ça montre le pire qui peut arriver mais la société n'est pas faite que de cela. Il y a de tout, y compris toi et moi qui utilisons nos téléphones portables pourtant, donc c'est plus contradictoire que ça.

Mais cette contradiction peut permettre de rassembler des gens qui ne sont pas a priori contre le capitalisme, mais qui voient qu'il y a une folie et qu'on peut amener sur cette question du capitalisme.

Le capitalisme, c'est quoi ? C'est réduire tout à une somme d'argent qui cherche plus d'argent. Tu l'as dit tout à l'heure : ce sont toujours des fonds de pension derrière les multinationales, ce ne sont même plus des personnes. Il faut démonter le truc. Il faut démonter la fable d'Elon Musk qui leur sert énormément. D'abord, il y a des milliers d'ingénieurs derrière Elon Musk, ou sous son commandement. Des milliers.

Et puis, c'est quoi un fonds d'investissement, même pas un fonds de pension mais un fonds d'investissement ? C'est la pureté du capital, la pureté presque philosophique du capital. C'est une masse d'argent A qui cherche son A comme disait Marx, c'est-à-dire A plus quelque chose.

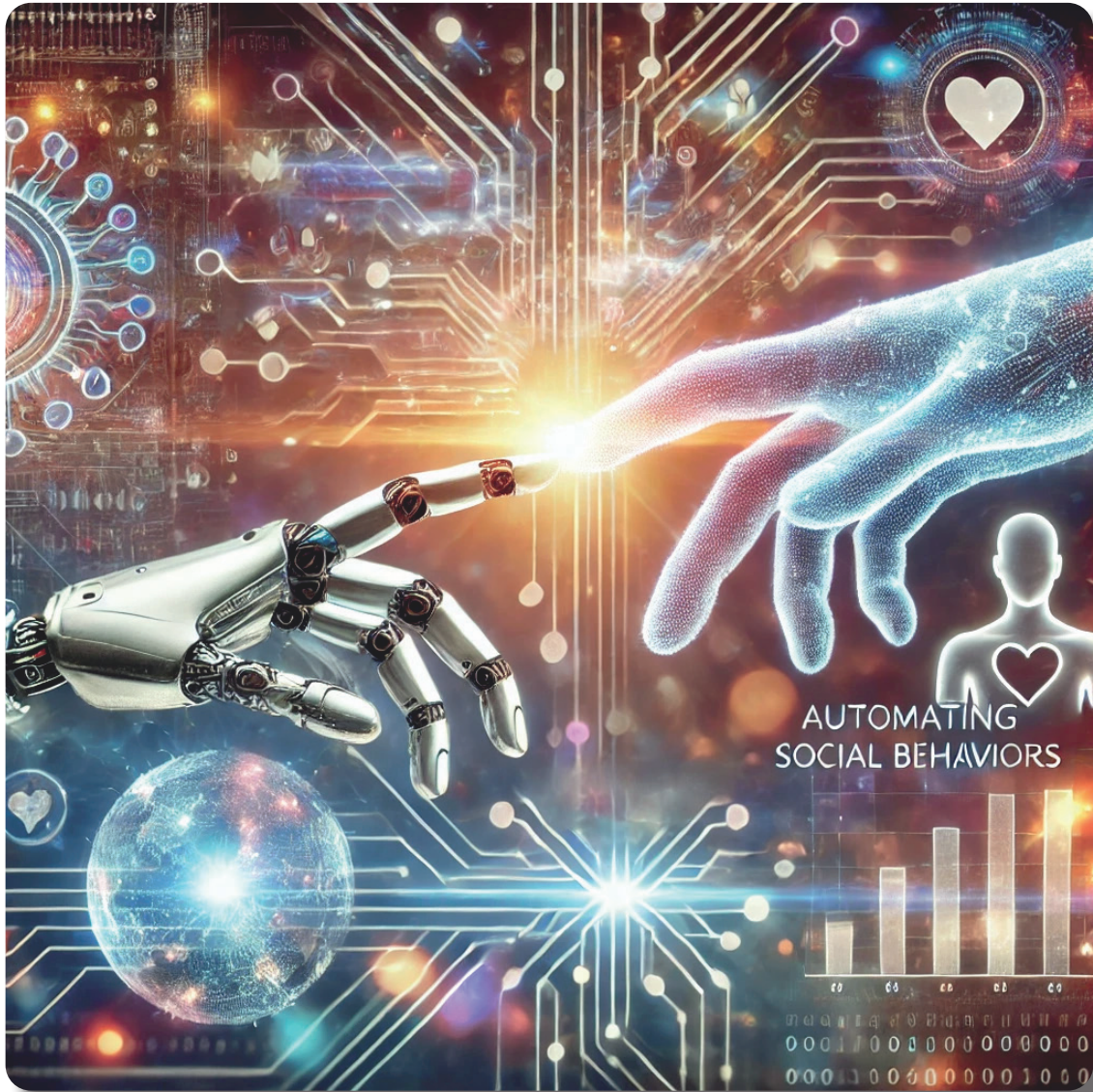
Je réduis tout à de l'argent qui cherche plus d'argent : c'est ça, le capital. Bien sûr, il faudra les équipements. Bien sûr, il faudra les dispositifs artificiels articulés aux êtres humains, plutôt que des outils, mais pas nécessairement considérés comme du capital, c'est-à-dire réduits à une somme d'argent qui cherche plus d'argent.

Cela, on peut le rassembler à partir des contradictions éthiques. Comme autrefois, dans les années 1930-1940, des gens qui étaient menacés dans leur vie parce qu'ils étaient juifs et pourtant grands patrons comme Dassault, ont accepté d'accompagner les camarades de la CGT comme Marcel Paul ou autres. Ils ne sont pas trop d'accord mais on va appuyer ces changements sur la sécurité sociale. Il y a donc cette grande question que l'on peut rassembler dans la société dessus.

Enfin, l'avenir du travail, c'est-à-dire le travail... Parce que tu l'as abordé. D'une certaine façon, je ne suis pas opposé à ce que le travail sur les objets devienne de moins en moins nécessaire. Et donc, que le travail soit de plus en plus sur les informations, la conception, l'utilisation, l'amont, les besoins, etc.

Cependant, il faut que cela soit piloté par une vision très sociale, publique et collective des services et des besoins. J'aime bien un exemple de Michel Volle qui a travaillé sur l'évolution informationnelle. Il dit, par exemple, que les call centers, c'est affreux comme

boulot. Enfin, ça dépend, mais ils sont énormément rabaissés et souvent filialisés. Pourtant, il dit : « Cela pourrait être le cœur de la conception, car ce sont eux qui sont à l'interface des problèmes, des besoins et de ce qu'il y a. Ils devraient donc être très valorisés et être au cœur des conceptions et des besoins, etc. » Il y a donc vraiment des renversements possibles dans le travail.



Nos comportements sociaux sont-ils automatisables ?

Delphine :

Merci, Frédéric. On passe à la dernière question de la matinée : « Nos comportements sociaux sont-ils automatisables ? » Je laisse la parole à Marius.

Marius BERTOLUCCI :

Une nouvelle fois, je m'y suis engagé. J'ai un ami du lycée, que je salue parce qu'il nous regarde, qui était punk quand nous étions au lycée. Il avait une crête sur la tête et jouait de la guitare électrique. Aujourd'hui, il fait du code informatique, des maths et de la finance. Je le salue encore. Je ne vous dirai pas son nom par gentillesse, mais sous la contrainte la plus légère, cela peut se négocier.

Je lui évoquais les trois questions qu'il m'avait posées. Sur la troisième, il a immédiatement eu un éclair de génie. La finance ne détruit pas entièrement toutes les capacités intellectuelles. Est-ce que nos comportements sociaux sont automatisables ? Réaction immédiate : « Mais est-ce qu'ils sont désautomatisables ? Pour moi, de fait, ils sont déjà automatisés. »

Une nouvelle fois, il faut regarder les nouvelles générations, d'autant plus aux États-Unis parce que c'est encore bien pire. Mais pour prendre conscience de ce qui se passe, il ne faut pas se regarder soi.

Nous avons eu la chance ici, me semble-t-il, de grandir sans le smartphone. Même si nous en avons un que nous utilisons certainement beaucoup trop, il

n'est pas greffé dans notre corps.

Le jour où nous aurons une puce dans le cerveau, pour ma part, il y aura une différence de degré et non de nature. Parce qu'avoir un smartphone sous le regard ou dans la main H24 et avoir une puce dans le cerveau, pour moi, la catastrophe a déjà eu lieu. C'est déjà trop tard. Elle a déjà eu lieu. Ce dont il est trop tard, on pourra en discuter.

Je vous le disais tout à l'heure : 30 % des adolescents États-Uniens sont constamment connectés. C'est-à-dire que ces gens-là n'ont pas développé de vie en dehors de l'écran. Donc, ces grands acteurs, les GAFAM, ces grands acteurs de l'IA, ils savent tout de ces individus-là. Ils savent d'autant plus que ce sont eux qui font les individus. Ils font les conversations. Ils font tout ça.

Les travaux de Jean Twenge et Jon Haidt — mon anglais est inexistant, je déteste cette langue d'apothicaire — montrent bien cela. Ces deux personnes ont fait des études assez poussées sur l'état des adolescents aujourd'hui.

En gros, il n'y a plus de petit-ami, on ne sort plus de chez soi. Cela commence en 2010, l'explosion. Entre 2015 et 2021, le taux d'adolescents disant : « Je suis dans un état de détresse et de désespoir » a augmenté de manière significative. On est passé de 26 % à 44 %. C'est explosif. C'est dû aux smartphones et aux réseaux sociaux. Ce n'est pas une corrélation. Là, on est dans une causalité assez forte. Pour ces

jeunes, l'algorithme décide comme le rail décide pour le train.

Je prends un exemple pour évoquer cela. Beaucoup croient que nos téléphones nous écoutent. C'est complètement faux et je vais vous le montrer. Déjà, d'un, ce n'est pas utile. Des études ont été faites. Facebook n'a pas besoin de nous écouter pour prédire nos sujets de conversation. Ils gagnent quelques pourcents de prédictions, mais ce n'est pas utile. Donc, cela ne sert à rien.

De plus, c'est illégal. Vous allez me dire que ce n'est pas cela qui va les arrêter. Ensuite, cela se verrait parce que cela ferait 150 mégaoctets par tête aux États-Unis. Ce serait beaucoup de données. Cela se verrait.

Et surtout, ce n'est pas utile. Je ne sais pas s'ils utilisent tous chez Google, mais vous savez, il y a Tristan Harris qui est un ancien de chez Google, qui maintenant est un repenté de la Silicon Valley. On le voit dans un très bon documentaire : Derrière nos écrans de fumée.

Ce monsieur-là parle de poupée vaudou. Il dit : « On n'a pas besoin d'écouter vos conversations parce qu'on a assez de données sur vous. On a votre double numérique. » Il appelle cela la poupée vaudou. « On a juste à lancer la simulation pour voir ce que la poupée vaudou va dire. Cela se fait en continu. Et donc, on prédit vos sujets de conversation. »

Même si je vous dis cela, certains me disent : « Oui, mais moi, un jour, j'ai eu une discussion

assez farfelue. Cela n'avait rien à voir avec ma vie habituelle. Le lendemain, j'ai une publicité. » Oui, c'est terrible.

Dans mon bouquin, il y a une sous-partie que j'ai appelée Si seulement mon téléphone nous écoutait. Je préférerais que nos téléphones nous écoutent pour savoir ce que l'on dit, car c'est plus terrible de savoir — les répercussions sont métaphysiques, sont extraordinaires — que nos comportements sont prédictibles. C'est une catastrophe. C'est vraiment une catastrophe.

Je prends un exemple sur cette question de prédiction : Valérie Peter. Je ne sais plus si c'est dans *Cosmopolitan* ou dans *The New Yorker*. Parfois, il faut s'encanailler avec des lectures un peu exotiques. Je tombe sur cette jeune dame qui, à 23 ans, dit : « Je suis sur Internet et les réseaux sociaux depuis dix ans. » On lui a collé un smartphone entre les mains depuis treize ans.

Ça n'a rien d'exceptionnel. En France, le premier smartphone, c'est à 10 ans. La moitié des 0-2 ans sont sur écran tous les jours. Un écran, ce n'est pas avant 6 ans. Si vous faites cela, vous êtes un criminel envers la jeunesse et si vous laissez faire également.

Valérie Peter dit : « J'ai mes différentes applications — Snapchat, Instagram, etc. — qui commencent à me proposer des vêtements, des jambières. Moi, les jambières, je trouve cela vilain. Mais comme ces différentes applications et les algorithmes qui me connaissent mieux que moi-même me les proposent, c'est qu'au fond, je dois aimer cela. » Et donc, elle les achète. Oui, c'est terrible, mais elle les a achetées.

Il y a Kyle Chayka qui est un journaliste et essayiste très intéressant. Il parle d'anxiété algorithmique. Quand vous

confrontez votre propre désir, que vous pensez être le vôtre... Parce que la société industrielle produit les désirs, produit les consciences, ce n'est pas nouveau, mais là, on rentre dans une nouvelle radicalité, une nouvelle puissance technique pour le faire, etc. Donc, quand vous confrontez votre désir à ce que dit l'algorithme de vous, cela crée un état d'anxiété algorithmique, d'autant plus présent chez les nouvelles générations. C'est assez extraordinaire.

Il y a aussi un autre point. Souvent, on ne l'imagine pas, mais beaucoup d'individus protègent leur algorithme de recommandation. Typiquement, une personne qui écoute beaucoup de musique avec Deezer ou Spotify ou autre va vous dire : « N'écoute pas une musique avec mon compte, parce que sinon, tu vas modifier la capacité de l'algorithme à me proposer quelque chose. » On remet donc aux algorithmes ce qui relève de nous.

Moi, j'ai une solution. Depuis deux ou trois ans, la seule fois où j'écoute de la musique, c'est du Francis Cabrel. Au moins, c'est simple. Malgré cela, mon YouTube Music continue à me proposer autre chose. Pour le coup, je gagne encore un petit peu contre la machine. Il n'a pas compris. Je n'ai pas l'option Cabrel H24.

Actuellement, je parle du stade du smartphone pour nos pauvres adolescents, parce qu'il ne faut pas croire que les adolescents d'aujourd'hui, à 18 ans et 1 jour, vont arrêter le smartphone. Non, on les a rendus addicts à cela et ils vont continuer.

Nos comportements, nos pensées, nos corps sont automatisables, ils sont algorithmisables. Cela revient à tel point que je parle du stade du smartphone à la suite de Lacan, qui parlait du stade du miroir chez le jeune enfant dans

la construction de soi.

Pourquoi je parle du stade du smartphone ? Je vois les études qui sortent des cabinets de chirurgie aux États-Unis où de jeunes personnes veulent modifier leur apparence physique par la chirurgie, pour correspondre non pas à la photo de Brad Pitt ou d'une star comme à l'époque. Ces personnes-là n'arrivent pas dans les cabinets de chirurgie avec une photo de star. Elles arrivent avec leur smartphone et un égoportrait, pour ne pas dire selfie. On comprend mieux des mots français plutôt que des anglicismes. Un égoportrait Snapchat, donc en gros leur visage modifié par les algorithmes.

Ils veulent donc correspondre à ce moi inatteignable. Brad Pitt, c'est peut-être inatteignable, mais au moins, c'est un être humain. Alors que les algorithmes du moment, ce sont des modes très passagères. On appelle cela la dysmorphie Snapchat ou la dysmorphie Zoom.

Après le Covid, on a tous fait beaucoup trop de réunions Zoom. L'image du miroir, l'image de l'écran, l'image de Zoom qui vous est renvoyée ne vous plaît pas. Vous voulez modifier tout cela. La rhinoplastie a été remplacée par l'élargissement des yeux, ce genre de choses.

Pour ma part, je parle du stade du smartphone, une modification du soi à l'âge adolescent par l'écran qui permet de se construire socialement, individuellement et pour ce qui nous reste de psyché.

Cette
automatisation, cette
algorithmisation des
comportements me
fait dire qu'on est
passé de Stakhanov
à Oblomov.
Concrètement,

le capitalisme de production industrielle à l'ancienne était incarné par Stakhanov, ouvrier ukrainien surpuissant qui abat des tonnes de charbon tous les jours avec un corps puissant. On est passé à Oblomov. Oblomov est un personnage de la littérature russe qui est une feignasse, un aristocrate qui est en robe de chambre toute la journée, qui n'a aucune volonté. Il passe sa vie sur son divan. Pour encaisser le capitalisme de surveillance, il faut devenir Oblomov. Il faut transformer sa psyché, transformer son corps.

Essayez de faire comme un adolescent d'aujourd'hui. C'est notre responsabilité. Je plains ces jeunes. Je les plains et je nous insulte parce que c'est notre responsabilité. Qu'est-ce qu'on fait ?

En tant que citoyen et aussi au sein de l'Éducation nationale, je ne peux pas forcément en parler là, mais en un mot quand même parce que je n'ai pas encore assez râlé sur les politiques : quand Gabriel Attal dit, après le rapport de la commission Enfants et Écrans, à la recherche du temps perdu, devant l'Assemblée : « L'Éducation nationale doit balayer devant sa porte. »

Mais c'est toi, l'Éducation nationale. Tu as accepté des systèmes algorithmiques, des systèmes d'IA pour les élèves de seconde depuis février, donc jusqu'à ce que ce soit lancé. Gabriel, donc tu t'en vas le 9 du ministère. Le 10, il y a un appel d'offres à 13 millions pour créer des assistants pédagogiques par IA. En même temps, on supprime en catimini un millier de postes d'assistants pédagogiques. 2024, c'est l'année du grand remplacement de l'Homme par les écrans au sein des écoles. C'est vraiment une catastrophe. Il faut casser les écrans dans les écoles. À un moment donné, quand la science dit que cela ne sert à rien, que l'Idaho, la Floride, la Suède mettent cela en place et que c'est une catastrophe, il faut agir.

Gabriel Attal, la même semaine, dit dans la presse en décembre : « Les écrans sont une catastrophe sanitaire pour nos enfants et l'apprentissage. » À la fin de la semaine, il est devant les acteurs de l'EducationTech, donc tous ces vendeurs de solutions techniques pour améliorer l'éducation. Cela ne marche pas. Il n'y a que ces études de ces gens-là qui montrent que cela marche.

L'UNESCO le disait récemment. L'UNESCO a enfin changé d'avis sur cela. Il n'y a que ces acteurs de l'EducationTech qui font les études pour dire que cela marche. Sinon, cela ne marche pas.

À la fin de la semaine, devant les acteurs de l'EducationTech, Gabriel Attal a dit : « Ne vous inquiétez pas, nous allons faire entrer dans le ministère toutes vos solutions techniques pour améliorer les choses. » La même semaine, il nous enfume.

Je crois au ludisme. Soit on laisse faire dans les écoles. Pour ma part, pour l'instant, j'essaie de lutter par la plume. Après, il faudra

symboliquement casser des écrans dans les écoles. Sinon, on accepte la destruction des capacités cognitives de nos enfants au profit d'acteurs économiques. Comme c'est inacceptable, n'acceptons pas. Sinon, nous collaborons. C'est vraiment inacceptable.

Je continue cette automatisation. J'étais à Paris récemment. J'y suis encore de toute façon. Je retourne ce soir dans ma chère Provence. Le soleil et les cigales qui vont arriver me manquent. J'étais à la VivaTech. Un ami me dit : « Marius, c'est la VivaTech, il faut y aller. » Allons nous encaïllier. Je vais à la VivaTech.

Là, c'était affreux. J'entendais des discours d'une bêtise absolue, d'une irresponsabilité totale. Là, j'entendais la petite musique de ce grand philosophe, critique de la technique, de la bombe atomique, Günther Anders. Souvent, on le présente aussi parce que ça a été le premier mari d'Hannah Arendt. En soi, c'est quand même une performance mais ce n'est pas que le mari d'Hannah Arendt. C'est vraiment le philosophe à lire pour comprendre les effets de la technique aujourd'hui.

Et donc, je pensais à Anders. Dans la deuxième thèse sur Tchernobyl, il dit : « Nous vivons sous la menace de mort à cause d'actes de terrorisme perpétrés par des hommes sans imagination, analphabètes du sentiment et tout-puissants. »

Je n'ai vu que ça à VivaTech. Ils sont complètement fous. Sans donner de noms particuliers, mais j'ai des noms, je vais prendre quelqu'un qui est un peu plus célèbre que **ces acteurs en puissance de destruction de la société que j'ai vus à VivaTech.**

C'est le PDG de Tinder. Il disait dans un entretien, il y a peut-être deux ou trois ans maintenant : « J'essaie de ne pas penser

aux conséquences de mon application sur la société, sinon ça m'empêcherait de dormir. »

Ce qui est intéressant, c'est que quand on essaie de fuir sa conscience morale, rappelez-vous Victor Hugo : « L'œil était dans la tombe et regardait Caïn. » Quand même, cela le travaille.

Je ne peux pas me satisfaire du sentiment moral de cet homme-là, mais je crois qu'il faut l'interdire. Il faut interdire ces gens-là de faire ce qu'ils font. Sinon, il va falloir leur jeter des tomates ou ce genre de choses parce que ce n'est vraiment pas possible.

Pour terminer sur VivaTech, n'y allez pas, c'est affreux. Ou alors, allez-y avec des tomates parce que ces gens-là sont en train de détruire la société. La violence, elle est de leur côté. Un jet de tomates, limite, c'est agréable.

C'est vrai qu'il y avait Daniel Andler, le grand philosophe. Je ne peux que le saluer. On l'avait reçu à la Société de philosophie des sciences de gestion à Lille la semaine d'avant. C'est agréable.

Mais je me pose quand même des questions à ce moment-là. Pourquoi ? Parce que VivaTech, il y a des acteurs qui détruisent la société, qui algorithmisent les individus, etc. À côté de ça, il y a des conférences et on fait venir du beau monde. Est-ce que c'est pour de la bonne conscience ? Est-ce que c'est encore pour faire un peu de publicité ? Je ne sais pas. Demain, s'ils m'invitent, j'irai pour leur dire ce que je viens de vous dire. VivaTech, si vous m'écoutez, je suis disponible.

Je pensais par rapport à votre question à Baudrillard quand il nous dit que la consommation de masse produit de la masse. Je pensais à Sartre qui nous dit que l'ouvrière participe sans le vouloir à son être de classe. Je me disais :

quand on prend ça, quand on prend les deux, qu'est-ce qui se passe aujourd'hui ?

Quand vous êtes sur votre smartphone toute la journée à absorber des données, à détruire vos capacités mentales, vous produisez votre être de classe algorithmique. Vous participez à vous automatiser, à vous algorithmiser et à vous exécuter comme un algorithme.

Là, j'en terminerai je crois, ou presque, à tenter d'actualiser une citation célèbre de Marx. Je ne l'ai pas notée en entier. Ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine son existence. Non, ce n'est pas sa conscience qui détermine son existence. Je n'y arriverai plus.

En gros, on est déterminés par les structures sociales, mais désormais, c'est notre existence algorithmique qui détermine notre être. Les forces de la société se sont couplées à la puissance algorithmique.

Vous me parlez d'automatisation. J'ai découvert récemment que l'ONU — pour tenter de résoudre, si j'ose dire, ce qui se passe entre Israël et la Palestine — a fait appel à Culture Pulse. Culture Pulse est une start-up qui simule le comportement de plusieurs millions de personnes et teste différentes variables pour voir ce qui se passe.

Vous allez me dire : « Mais est-ce que ça marche ? » Je répondrais que ça a déjà marché. Après le Brexit, ils avaient prévu différentes échauffourées à tel endroit et tel autre, etc. à la frontière irlandaise. Nous en sommes à un point où des puissances techniques sont

capables de prédire et de simuler le comportement de plusieurs millions de personnes à l'échelle de pays.

On nous parle dans la presse de vouloir simuler les infrastructures en France, mais il y a des entreprises qui le font déjà en simulant le comportement de millions de personnes. Nous en sommes à ce niveau-là.

Je vais terminer sur la question des enfants. J'ai évoqué le fait que les plus jeunes sont les premières victimes de cela parce qu'on leur met des smartphones entre les mains. On les prive donc de leur capacité de penser, de leur humanité, de leur capital neuronal. Je préfère capital neuronal que capital psychique parce qu'il faut marquer le mot neurone. Ce n'est pas pour jouer avec le mot neuronal artificiel ou neuronal biologique, mais pour montrer que cela s'inscrit dans les neurones, dans les structures cognitives.

Il faut donc protéger les enfants, notamment ceux des classes populaires dont les parents, pour différentes raisons, les protègent moins des écrans et leur mettent plus facilement des écrans entre les mains par rapport aux CSP+.

On voit qu'à temps d'écran égal, même si les classes populaires consomment plus d'écran, les effets négatifs des écrans sont annulés. Pour les enfants des classes populaires, c'est pire.

Je terminerai avec une citation d'Hannah Arendt qui pensait à l'aune du totalitarisme politique. Il faut relire cette citation à l'aune du totalitarisme algorithmique. La citation est un peu tronquée, mais je crois qu'elle tient encore la route : « L'enfant a besoin d'être protégé contre le monde. C'est là, à l'abri de quatre murs, que les adultes reviennent chaque jour du monde extérieur et se retranchent dans la sécurité de la vie privée.

Cela est valable non seulement pour la vie de l'enfant, mais aussi pour la vie humaine en général. Partout où cette dernière est constamment exposée au monde sans la protection de l'intimité et de la sécurité privée, sa qualité de vie est détruite. »

Quand vous relisez cette citation à l'aune du totalitarisme algorithmique, vous constatez que les quatre murs de nos maisons laissent aujourd'hui passer la 5G, la 6G, le Wi-Fi, etc. De plus, ce sont les parents eux-mêmes qui donnent des écrans à leurs enfants, tout en ayant des écrans entre les mains.

Il y a un excellent documentaire diffusé sur LCP, encore disponible en ligne. Il s'agit de Gilles Vernet, un instituteur du XX^e arrondissement de Paris, qui avec ses gamins essaie de lutter contre l'usage excessif des écrans. Ses enfants ont des phrases d'une lucidité extraordinaire.

Par exemple, un enfant dit : « Mes parents sont assez jeunes donc ils passent beaucoup de temps sur les écrans, et ne voient pas le problème avec le fait que je passe du temps sur les écrans. »

Vous comprenez que l'addiction aux écrans chez les jeunes est déjà suffisamment ancienne pour que leurs parents soient eux-mêmes accros et transmettent cette habitude à leurs enfants. Il faut briser ce cercle vicieux. Il faut casser cette roue car nous sommes en train d'automatiser la totalité de la société, ce qui est vraiment une catastrophe.

Est-ce que la société des Lumières doit aboutir à cela ? Nous valons mieux que cela. Nous valons vraiment mieux que cela. J'en appelle à une sainte colère, à casser certains écrans et à réarmer le politique par les idées, car en l'état actuel, la situation n'est pas bonne. Je vous remercie.

Delphine :

Merci, Marius. Juste avant de redonner la parole à Frédéric, pourrais-tu nous dire un mot sur le concept de l'homme diminué ? Je pense que cela s'applique notamment aux enfants et aux adolescents qui sont formatés par les écrans.

Marius BERTOLUCCI :

Oui. Je renvoie notamment aux ouvrages de Michèle Desmurget, à ses émissions et à ses prises de parole dans la presse. La surexposition aux écrans vous empêche de vous concentrer, de réfléchir et de comprendre le monde. Il y a des chiffres terribles. J'ai évoqué les taux de dépression, les taux de suicide et le fait que l'on sorte moins hors de la maison sans les parents parce qu'on n'a pas besoin de ça. On est très bien dans sa chambre.

J'ai appelé mon livre « L'homme diminué par l'IA. » Au départ, je me suis dit : « De toute façon, les éditeurs ont la main sur les titres, donc ne t'embête pas trop. » Je n'y avais même pas pensé, cela peut vous paraître bête, mais : « Homme augmenté, Homme diminué. » Je ne sais pas, c'est un choix naturel : « Homme diminué ». C'est après coup qu'on m'a dit : « Oui, ça fait le pendant. »

Je ne suis pas un technophobe, je suis un techno-critique. C'est-à-dire que la technique mérite d'être critiquée. Au départ, je voulais écrire un livre sur la postmodernité, la fin des grands récits structurants, religieux, politiques, etc. C'est au bout de plusieurs mois que dans mon brouillon de travail, j'ai vu l'IA commencer à prendre de l'importance.

En 2021, j'ai séparé les deux sujets car j'ai compris que l'IA est un facteur social total. Quand

j'ai vu l'accumulation d'études, l'accumulation de catastrophes dans les administrations, etc. la destruction des relations amoureuses — la liste est vraiment longue — la démocratie, on l'a évoquée, je ne voyais pas comment appeler le livre autrement que « L'homme diminué par l'IA. »

Quand je dis « l'homme », c'est au sens des Lumières, au sens kantien du terme, je vois cet homme anémié, tout simplement parce qu'on nous prive de notre capacité de penser, même de notre corps. Les études montrent qu'un enfant d'aujourd'hui, par rapport à il y a vingt ans, a perdu 25 % de capacité physique. Ce sont les corps qui se sont détruits, ce sont les esprits qui se sont détruits.

J'ai des centaines de faits et de chiffres pour argumenter sur le fait que cela diminue la quasi-totalité des humains, hormis la noblesse algorithmique que j'évoquais tout à l'heure, qui elle a cette capacité d'avoir sous sa main ces IA surpuissantes et d'en faire quelque chose. Ce n'est pas le cas pour la grande majorité des individus qui ne sont que les rouages de ces systèmes-là.

Delphine :

Merci. Frédéric, sur l'automatisation de nos comportements sociaux ?

Frédéric BOCCARA :

Oui. D'abord, il faut remarquer que les comportements sociaux sont des comportements d'êtres humains en société. Cela inclut à la fois le travail et le hors travail, car on pense souvent au hors travail quand on parle de comportements sociaux, mais cela englobe en réalité l'ensemble des comportements.

La première chose à noter est la disparition relative ou

la transformation de la frontière entre le travail et le hors travail. C'est très important. Il faut également souligner la nécessité de plus de culture et de mettre en avant notre culture.

C'est crucial.

Dans le travail et dans l'humain, il y a ce qui est répétitif et répliquable, et il y a ce qui est spécifiquement humain et ce qui est apporté. Il ne s'agit pas seulement de prévoir les conversations, mais d'inventer, de créer et de décider du sens dans lequel on va inventer ou créer. L'enjeu devient alors d'identifier ce qui est spécifique et ce que peut apporter l'être humain.

Il ne s'agit pas d'être pour ou contre les technologies en soi, mais de comprendre quel sens portent les technologies. Ce n'est pas seulement un problème d'usage de la technologie. C'est un problème du sens dans lequel on la développe, ainsi que de son potentiel. Je vais y venir après.

Deuxièmement, sur les êtres humains transformés, il y a bien sûr la question des écrans. Quand on dit écran, on pense souvent à l'écran de téléphone, mais il y a aussi l'écran de télévision. Mes parents ont acheté la télévision en 1969. Je suis né en 1964, j'avais 5 ans. J'ai grandi avec des écrans, notamment un écran cathodique. Ce n'est pas tout à fait la même chose dont on parle aujourd'hui. Oui, c'est très différent, mais en même temps, ce n'est pas si différent. Il y a donc écran et écran.

D'ailleurs, la famille dans les quatre murs, il y a des enfants qui sont tellement dominés par les parents qu'ils sont contents de ne pas être dans les quatre murs. C'est

donc un peu plus complexe que ça. Il y a des situations de viols et de dominations. C'est très contradictoire.

Cette révolution informationnelle permet aussi de sortir de certaines dominations ou elle vend la promesse de sortir de certaines dominations, et on en sort en partie effectivement pour tomber sur d'autres dominations. Il faut être plus dialectique, je pense, mais pas seulement en mots. Il faut trouver des façons réelles d'être plus dialectique.

Il y a des moments avec l'écran, il y a des moments sans écran. Je suis certain qu'il existe différentes façons de développer l'usage des écrans. C'est marrant, « écran », ça veut dire quelque chose qui nous sépare au départ, qui fait écran. Finalement, c'est quelque chose qui permet de voir autre chose, mais qui nous sépare aussi.

Dans les écoles, il y a des moments avec écran et des moments sans écran. Il ne faut surtout pas être complètement analphabète sur l'écran. Il y a la question de la maîtrise mais aussi celle du développement du type de logiciel et du type de relation à l'écran qui sont fondamentales, donc des monopoles là-dessus.

Et puis, à la culture, parce que je trouve que c'est important de voir les différences entre les couches populaires et les couches moyennes supérieures. C'est la culture. C'est discuter de ce qu'on a vu, discuter et échanger, au lieu de renvoyer la personne à sa solitude ou à une communauté qu'on ne connaît pas.

Cela renvoie aussi au temps disponible et à la libération du temps de travail pour du temps, non pas seulement personnel, mais social dans tous les sens du terme, d'intervention mais aussi de relations sociales, et décisif pour la santé de la société

elle-même et la santé au sens très profond.

Nous disons que du point de vue anthropologique, nous sommes dans un moment de crise de l'information unilatérale et monopolisée. C'est une crise profonde, éthique de sens et qui a des traductions même du point de vue religieux et dans les intégrismes religieux.

L'insuffisance éthique, le vide informationnel, l'angoisse existentielle sont très profondément travaillés par ces questions-là. Mais il faut jouer à tout, en quelque sorte. Non pas reculer, mais jouer à tout, et jouer à tout pas forcément plus dans le même sens, mais dans un autre sens, à partir de. Je pense que c'est ça, ce qu'il faut chercher.

Par exemple, les camarades d'Atos — c'est une énorme boîte qui provient de Bull — sont les seuls en Europe capables de fabriquer des supercalculateurs et de créer des jumeaux numériques pour un certain nombre de sujets. Les camarades qui y travaillent disent : « Les jumeaux numériques pour les exposés nucléaires sont décisifs. Il faut. »

Il faut donc naviguer. Je pense que la culture globale de toute la société est essentielle, car il est important que les gens comprennent de quoi il s'agit. Le temps de culture permanent, ainsi que les droits des salariés, des citoyens et des travailleurs sur les décisions des entreprises, sont fondamentaux. Lorsque ces entreprises investissent dans ces technologies, cela a un effet mondial.

Les réglementations et les régulations sont également cruciales, mais pas des réglementations, des digues un peu illusoire qui limitent sans véritablement concilier pour

mieux faire.

On fait venir à VivaTech pour montrer qu'on est capable d'être ouvert et pour prendre quelques idées qui permettront de mieux faire passer la pilule. Il y a une récupération. Et puis, pour mettre deux ou trois chocolats et un peu d'éthique parce qu'eux-mêmes ont besoin d'aller à confesse de temps en temps, comme nous tous. C'est humain. Ces gens-là, de l'Église, savent ce qu'est l'humanité.

Je pense que la question des contradictions fondamentales peut nous aider, si on voit dans les contradictions non pas que du négatif, mais aussi un potentiel. Cette contradiction sur le vide informationnel et sur les coûts — j'insiste — est importante. Le monopole de l'information par les marchés financiers, la finance et la recherche du maximum de profits crée des crises considérables rendant la société invivable.

Où est le problème ? Est-ce que c'est la technologie en soi ? Non. Est-ce que c'est son usage ? Pas exactement. C'est le sens dans lequel on la développe parce qu'elle est dominée par la logique du capital. C'est une logique à la fois institutionnelle, culturelle et économique.

Et donc, les réponses en termes de sécurité d'emploi et de formation, de nouveau statut du salarié, de sécurité sociale professionnelle sont très importantes. Les réponses en termes de pouvoir des institutions représentatives des salariés et d'institutions citoyennes de planification qui ont vraiment des pouvoirs sur ce qui est fait. Les avances à 0 % et pas par le capital, et monter une société de partage.

De l'autre côté, la révolution informationnelle est fondamentalement ambivalente au sens terrible, mais ambivalente

au sens du potentiel. Son potentiel peut être un monde de partage, un monde où la priorité, ce sont les capacités humaines, un monde où on peut libérer du temps et où une nouvelle efficacité par le partage devient possible contrairement à d'autres modèles où ils avançaient le partage et l'humain.

Mais il fallait d'abord, avec Stakhanov, développer les machines. Stakhanov, c'est presque préindustriel puisque c'est le marteau, le mec, c'est la main. Il y a donc un potentiel considérable de dépassement du capitalisme dans cette révolution informationnelle, qui est super-récupérée par le capitalisme, et récupérée pas seulement telle qu'elle, mais récupérée pour être déformée et formée dans un autre sens.

Moi, je prends pour l'information la définition de Simondon et pas celle de Shannon, c'est-à-dire ce qui donne forme, ou comme dit Wiener : « L'information, c'est ce qui n'est ni matière ni masse. »

Mais il y a un potentiel considérable dans cette révolution informationnelle. Comment lui faire donner ce plein potentiel de partage et éviter une barbarie qui nous pend au nez et dans laquelle on a déjà plus qu'un pied ?
Merci.

Delphine :

Merci, Frédéric. Matthieu, si tu veux réagir.

Matthieu TRUBERT :

Oui. J'ai eu le temps de mettre

en ordre mes notes. Je suis complètement d'accord. Je pense à la question de s'ils sont automatisables que oui, nos comportements sociaux sont déjà automatisés. Mais, un peu comme dans la catégorie de l'œuf et de la poule, j'aimerais revenir sur des exemples très antérieurs à ces applications que nous avons aujourd'hui.

Sur le traitement statistique des données, dans les supérettes 7-Eleven au Japon : systématiquement à la caisse, ils enregistrent environ quelques critères sur la personne et ce qu'elle vient d'acheter. Et donc, au bout d'un certain temps, assez rapide finalement, grâce à la loi des grands nombres, on sait que dans telle supérette à tel endroit, à tel jour, il faut autant d'exemplaires de tel article.

Finalement, cela pose la question : « Ces statistiques qui découlent du comportement, si je commence à changer l'ordre dans lequel je fais le réassort de mes supérettes, est-ce que je ne vais pas avoir un impact sur les comportements sociaux et donc changer le jour ou l'heure de visite des clients ? » Je pose la question comme ça.

Derrière cela, il y a la question de l'automatisation du comportement social qui précède l'économie des données. Est-ce que cela précède l'économie des données ? Est-ce que cela précède les réseaux sociaux ? Moi, je pense que probablement. Il faudra en débattre.

De toute façon, probablement là aussi comme dans d'autres sujets où on va faire intervenir la transformation numérique d'usages ou de comportements préexistants, on peut peut-être envisager que c'est une question d'effet de passage à l'échelle. C'est bientôt les JO, donc c'est plus vite, plus haut, plus fort. On

en débattrait également.

Il y a quand même une coïncidence temporelle. Je fais le lien avec l'économie des données sur notre capacité à collecter les données, donc à le faire et par rapport à la création des réseaux sociaux. Cette capacité de collecte des données, alors que typiquement, le premier réseau social peu ou prou, c'est Facebook, c'est un trombinoscope. On aurait très bien pu, depuis très longtemps, le faire apparaître. Est-ce que c'est simplement que lui a eu cette idée à ce moment-là ? On pourra se poser la question.

En attendant, on a vraiment cette coïncidence temporelle où nous avons cette capacité de collecter des données, d'embrancher sur une économie des données et cette première création des réseaux sociaux. Si on se souvient bien, quand cela est apparu, nous étions tous à la fois bourreaux de nous-mêmes et victimes, dans une servitude volontaire, où nous avons tous créé des comptes et ajouté nos collègues, etc. Assez rapidement, on se rend compte que : « Mince, je ne vais plus rien pouvoir ajouter parce que l'ensemble de mes collègues vont tout savoir de ma vie, et ce n'est pas possible. »

Pour autant, cela pousse à une forme d'automatisation de nos comportements. Aujourd'hui, on est vraiment sur cette problématique du groupe Facebook. J'invoque le concept plus que la marque, et des algorithmes de recommandation. Je ne suis pas sociologue, je ne suis pas psychologue, mais un peu de bon sens paysan, disons : le phénomène de récompense, l'effet bulle, ça crée cette forme d'enfermement, et notamment je pense via l'amplification des biais de confirmation et l'amplification de l'effet Dunning-Kruger.

C'est-à-dire que moins j'en sais, plus je pense en savoir, et plus j'en sais, plus je réalise à quel point c'est la misère. Malheureusement, nous sommes des êtres assez faibles par rapport à cela, tous, qui que nous soyons.

Je voudrais revenir — avant de passer vraiment sur comment on essaie de relier cela à l'IA — sur la dualité des comportements sociaux. Tout comme la séparation vie professionnelle et vie personnelle a tendance à s'atténuer de plus en plus, le comportement social dans le travail et le comportement social dans la vie, normalement, pourrait être différent, partiellement ou totalement.

Dans la vie, on va également peut-être faire une différence entre la vie privée et la vie publique. Quand on vient corrélér cela avec, aujourd'hui, notre faiblesse à ne pas dévoiler l'entièreté de nos comportements, de nos habitudes, de nos envies, tout cela commence vraiment à s'entremêler et à se confondre.

Si je reviens sur le sujet de l'IA, je vais rappeler mon fil rouge : c'est une technologie, une industrie et une pratique sociale. J'aime bien la théorie de Kate Crawford qui considère l'IA comme une ingénierie du pouvoir. Je vous invite à lire son bouquin sur la classe de l'IA. C'est une universitaire américaine.

Pourquoi parle-t-on d'ingénierie du pouvoir ? Là aussi, je fais le lien avec l'économie des données et les nouveaux modes de production. J'ai envie de dire que ne serait-ce que parce qu'il y a une logique de marché derrière, et donc une économie sous-jacente, il faut avoir le pouvoir sur ce marché-là.

Avec l'IA, il y a également une amplification des biais mais qui ne font que refléter nos propres

biais. On va dire que l'IA est sexiste, machiste, raciste, mais si on remonte d'un cran et qu'on va dans un moteur de recherche d'images avant l'existence des générateurs d'images ou de textes, on fait une recherche sur un PDG d'entreprise : statistiquement, qu'est-ce qu'il va nous montrer ? Un homme blanc de 50 ans. Cela reflète les propres biais de notre société, de nos cultures et notre rapport social à ces questions.

Si on utilise un outil de traduction automatique, avant même l'arrivée d'outils tels que ChatGPT aujourd'hui, et qu'on lui demande de traduire « nurse » de l'anglais vers le français, il traduisait par « infirmière. » Si on lui demandait de traduire « computer scientist », il traduisait par « informaticien. » Il y avait donc une forme de genrage — c'est un barbarisme, tant pis — dans ces métiers-là. Depuis, il y a eu des interventions pour corriger cela. Mais au départ, ces traductions reflétaient simplement nos biais et nos travers sociétaux. J'ai aussi parlé des biais de confirmation.

Un autre point que j'ai découvert récemment concerne l'indice de pouvoir de Shapley-Shubik. Ce sont des mathématiciens-économistes qui travaillent sur la théorie des jeux. La théorie des jeux peut être appliquée à de nombreux domaines de la vie, notamment au travail.

Très simplement, ce que j'en ai compris, c'est que le pouvoir d'un groupe ou d'une coalition n'est pas simplement proportionnel à sa taille. Dans un groupe ou une coalition, il y aura toujours un individu de poids fort, et son pouvoir s'accroît de façon exponentielle avec le poids de cet individu dans le groupe, jusqu'à approcher la moitié du pouvoir ou voire gagner pratiquement tout le pouvoir.

Si on applique cela au management algorithmique — je refais un peu le lien avec la première question sur les nouveaux modes de production et dans le monde du travail — ou à la surveillance algorithmique — dont j'ai parlé — dans la société, on va vraiment dans le sens de l'ingénierie du pouvoir dont je parlais précédemment.

Relativement aux comportements sociaux, pour conclure sur la question, et par exemple dans le monde du travail en entreprise ou dans les services publics, peu importe, c'est à corrélérer avec l'insertion de l'IA dans l'organisation du travail. La question de l'arbitrage des décisions de l'IA par rapport à une éventuelle décision contradictoire de l'humain se pose, même dans le cas où l'on respecte le principe de l'humain en contrôle, dans le SIA de l'entreprise, les process en place.

On pourrait se retrouver assez vite avec une IA qui deviendrait à la fois juge et partie. Elle serait prescriptive du travail. Elle serait aussi le modèle d'exécution puisqu'une ingénierie plus ou moins forte dans la façon dont le travail est effectué, et in fine, en bout de chaîne, une évaluatrice du travail. J'ai même oublié de dire que potentiellement, c'est elle qui vous a recruté. Je trouve que l'on va vraiment toucher du doigt des fondamentaux des rapports sociaux au travail, notamment la question du respect du contradictoire et de l'égalité des moyens.

Delphine :

Merci. Avant de passer le micro dans la salle pour des questions et interventions, Frédéric, si tu veux prendre la parole ?

Frédéric BOCCARA :

Toute petite remarque. J'aime bien ta conclusion mais il faut dire

que donc, il y a quand même le patron et le capital derrière, et l'IA participe de cette inversion du subjectif et de l'objectif. Elle fait croire que c'est un objet comme l'IA qui domine, alors que derrière, il y a un sens qui a été donné par le capital et le patron. Pas forcément un patron, mais éventuellement un fonds d'investissement.

Delphine :

Sur la valeur travail, comment, comme tu as le micro, comment on peut faire référence à l'introduction qu'a faite Céline tout à l'heure, sur la transformation du rapport au travail et de l'organisation de la société, quelle est la valeur du travail aujourd'hui avec l'IA ?

Frédéric BOCCARA :

Dans valeur, il y a deux mots. Il y a valeur éthique et valeur économique. En réalité, pas seulement avec l'IA, le travail a une valeur démultipliée considérable dont on ne se rend pas compte et qui est masqué par le fait qu'on a l'impression que ce sont ces objets. On masque les travailleurs derrière cela. Je pense que c'est cela qui est fondamental.

Mais derrière le travail, il y a la personne du travailleur. La marchandisation ne concerne pas la personne elle-même mais la réduction de la personne à la force de travail, et c'est cela qu'on marchandise. En cela, Polanyi n'a rien inventé, il a repris Marx.

En réalité, ce qui est revalorisé, c'est la personne derrière qu'on devrait développer derrière la personne du travailleur, et ne pas la réduire à un travailleur, à une marchandise interchangeable. Au contraire, c'est sa spécificité qui devient importante et décisive pour la société, de développer les gens, et donc une rémunération globale avec une sécurité de revenus, que l'on soit au travail, en formation ou à la retraite avec

des activités libres. C'est ça que ça renforce.

Et donc, efficacité démultipliée du travail mais qu'on masque, et qu'on prétend que c'est le capital d'Elon Musk ou d'un patron super éclairé. Besoin d'un revenu sécurisé tout au long de la vie sécurisé : ce n'est pas un salaire, c'est un salaire quand je travaille. C'est autre chose quand je ne travaille pas, c'est une allocation. Et de développer la personne et sa dimension de personne, non pas de chose, derrière le travailleur. Ainsi, que chacun puisse être au travail ou non, qu'il y ait une rotation des rôles pour permettre une expérimentation commune. Voilà ce que cela m'inspire. Est-ce trop général ?

Delphine :

Non. Marius ?

Marius BERTOLUCCI :

Je ne sais pas si je réponds parfaitement à la question, mais tout d'un coup, je vous partage cela. Je suis très heurté par la terminologie de ressources humaines. Je la trouve affreuse. Quand on est passé de Direction du personnel pour ma part à ressources humaines, j'ai arrêté d'écouter.

Ce vocabulaire productiviste relève du productivisme capitaliste. Quand vous prenez le productivisme nazi, les deux reviennent de la même sphère culturelle de la production. Les nazis avaient ce terme de matériaux humains. C'est la réduction de l'homme à un pur moyen.

Si on est un peu kantien sur les bords, comme c'est mon cas, je déteste le mot éthique parce qu'aujourd'hui, il est utilisé à toutes les sauces. L'éthique, c'est l'âge grec, mais les Grecs n'avaient même pas le concept de travail. C'était un autre monde, la visée

de la vie bonne, la juste mesure, c'était autre chose.

Aujourd'hui, le mot est galvaudé parce qu'éthique du surf, chacun a une éthique. Moi, j'aime la morale. C'est non, c'est non. Il y a un impératif catégorique, on n'est pas là pour discuter. Il y a des moments où il faut dire non parce qu'il y a des choses qui sont bien et des choses qui sont mal. Le trop de relativisme culturel, ce n'est pas ma tasse de thé. D'autant plus que l'universel promis par Kant, c'était justement une promesse universelle, une promesse de rencontre vers autre chose.

Je reviens à Kant, je reviens à mon matériau humain et à mes ressources humaines. C'est que l'Homme ne doit jamais être traité seulement comme un moyen mais toujours comme une fin en soi, donc pas comme un pur rouage pour la machine. L'homme a une dignité. Les choses ont un prix et les hommes ont une dignité, nous dit Kant, et entre les deux, il n'y a pas de nuances. En même temps, il n'y a rien du tout.

Quand on parlait de valeur travail, je pensais à la dignité de l'Homme. Je pensais à une étude interne qu'a fait Instagram, dévoilée par Frances Haugen, la lanceuse d'alerte. Instagram fait une étude et voit que 30 % des adolescentes sont blessées psychologiquement et souffrent de l'utilisation de la plateforme. Ce n'est pas pour ça qu'ils ont arrêté, loin de là.

C'est pour cela que quand on parle d'éthique, je ris, puisque tout d'un coup, je pense au service éthique de Meta qui ne sert strictement à rien. Il y avait un podcast Trench Tech, très bon podcast au demeurant. Ils avaient invité une fois Giada Pistilli, éthicienne de Hugging Face. Une autre fois, Hubert Étienne, ancien éthicien de chez Facebook.

Les deux vous disent la chose suivante à peu de chose près. Je vous résume le propos : « On n'est pas là pour dire aux ingénieurs ce qu'ils sont censés faire. » À quoi servez-vous alors ? Vous êtes exactement là pour leur dire ce qu'ils doivent faire, parce que l'éthique, c'est rond, c'est mou, c'est devenu fade.

L'homme n'est pas une ressource. Simplement, je voulais revenir à cela parce qu'aujourd'hui, l'individu, même en dehors du travail, ça a été dit, les frontières deviennent de plus en plus floues et folles également.

On travaille constamment. Nos comportements sont devenus automatisés. Ne travaillons pas, œuvrons. Refusons d'être considérés comme des ressources. Dès que vous rencontrez un Directeur des ressources humaines, rappelez-lui que son titre est ignoble et que s'il continue, il faudra l'arrêter, parce que cela participe d'un rapport à l'autre qui est : « Tu es une ressource. »

Mais c'est ignoble. Comment a-t-on pu accepter ça ? Moi, j'ai 37 ans donc je suis né dans un monde où les ressources humaines étaient déjà là. On est passé de Direction du personnel à ressources humaines. Il fallait dire non. Vous avez fait quoi ? Il fallait arracher les panneaux des ressources humaines. Non, je ne suis pas une ressource. On a encore le temps d'arracher les panneaux.

Bientôt, on parlera de facteurs humains, ce sera encore pire. Je ne vais pas être beaucoup plus long que ça, mais voilà ce que ça m'évoque. Je ne sais pas si j'ai véritablement répondu à ta question.

Delphine :

Si, en partie. Matthieu ?

Matthieu TRUBERT :

C'est bien que nous abordions le sujet de l'éthique. Vincent et Odile — qui interviendront cet après-midi — vont se moquer de moi et dire que je radote, mais j'ai beaucoup de mal avec le mot éthique parce que, chez moi, cela résonne comme la question de morale. Le problème, c'est que c'est à géométrie tellement variable.

À l'été 2020, lors des négociations sur les recommandations concernant l'éthique de l'IA à l'UNESCO, on a pu constater qu'il n'y avait pas seulement deux camps. Qui a des problèmes avec les droits des minorités ? Qui a des problèmes avec le fait qu'il puisse y avoir la moindre ingérence dans l'économie de marché liée au sujet ? L'éthique est tellement variable. Elle fait juste appel à la morale. Ce n'est pas le sujet.

Je pense qu'a fortiori, dans le monde du travail, il vaut mieux parler de déontologie. Si nous parvenions à uniformiser une forme de déontologie parmi chacun des maillons de la chaîne de l'IA, nous pourrions déjà construire quelque chose d'un peu plus structuré et cohérent.

En ce moment, on parle beaucoup d'IA responsable et d'IA de confiance. Mais l'IA responsable de quoi, de qui ? Ce n'est ni une personne morale ni une personne physique. D'ailleurs, pourquoi n'avons-nous pas de voiture complètement autonome aujourd'hui ? Parce que personne n'a envie de prendre la responsabilité d'un accident, même si, ramené au nombre de kilomètres, il y en a moins qu'avec la conduite humaine.

L'IA de confiance, c'est pareil placer sa foi dans un truc. Là, on est presque dans le registre de l'ordinateur qui répond à la question universelle dans le guide

du voyageur galactique. Est-ce que je vais placer ma foi dans un truc dont je sais pertinemment qu'il est capable de mentir sans sourciller, comme les IA génératives, ou bien sur la reconnaissance de formes, quand d'un coup de crayon je peux transformer un chat en crocodile ?

Est-ce que je vais mettre ma foi là-dedans ? Non, je pense qu'il vaut mieux parler d'une forme de fiabilité, et cela aussi, ramené au cadre professionnel dans le monde du travail et mis en parallèle avec la déontologie, nous pourrions alors commencer à structurer des choses cohérentes pour chacun des maillons de la chaîne.

Delphine :

Merci pour ces éclairages. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques, des indignations ?

Une intervenante :

Merci d'abord pour vos interventions très savantes qui m'ont amenée à quelques réflexions très, très naïves.

Différents éléments dans le cours de vos interventions m'amènent à me demander s'il y a un lien entre déclassement et fin de la lutte des classes.

On est à la fin d'une ère industrielle qui n'arrête pas de s'achever, mais de l'ère industrielle au sens historique du terme depuis le XVIII^e siècle. Vous avez parlé à plusieurs reprises de déclassement et je m'interrogeais : est-ce qu'on peut mettre en lien, penser en lien le déclassement, la fin de la lutte des classes dans le contexte de fin de l'ère industrielle d'un

point de vue historique depuis le XVIII^e siècle ?

J'avais également une question, c'est le deuxième point : est-ce qu'il y a des études sociologiques qui envisagent l'IA dans une perspective holistique, c'est-à-dire comme un tout, l'IA comme système mais comme un tout ?

Troisième point, par rapport aux interventions de Marius en particulier sur les actions de casser les écrans, etc. C'est quelque chose à penser aussi d'une manière sérieuse. Je repense aux actions menées par José Bové, les arrachages de plants de maïs qui ont permis l'émergence d'une prise de conscience par rapport aux OGM. Je pensais aussi aux différentes actions de Greenpeace qui ont également permis à la société de progresser dans la prise de conscience des enjeux écologiques. J'ai à peu près tout dit. Merci.

Je vais être concis. Sur la question, Madame, du lien entre le déclassement et la fin de la lutte des classes, il faudrait vraiment réfléchir à cette question-là. Si mes souvenirs sont bons — je parle sous votre contrôle — le sous-prolétariat, souvent, on croit que c'est le sous-travailleur.

Non, c'est l'individu qui n'est pas conscientisé politiquement et qui ne participe pas à la lutte des classes.

En tout cas, comment penser à la lutte des classes ? Comment penser tout court lorsqu'on a été accro à son smartphone, qu'on ne lit pas de livres, etc. et qu'on ne nous pousse pas à être intelligent ?

Les fois où j'ouvre YouTube sans mon compte, tout d'un coup, je

découvre à quoi ça ressemble. C'est une masse de bêtises absolues. Je dis souvent à mes étudiants : « C'est une guerre aujourd'hui pour lutter contre la bêtise qui frappe à votre porte. »

Y a-t-il un déclassement intellectuel ? Participe-t-il à la fin de la lutte des classes ? Je pense qu'il faut vraiment se poser la question. J'essaierai de réfléchir là-dessus et il me semble que oui.

Actuellement, ce que je vois, c'est la noblesse de l'algorithme concentrée à 0,001 % de la population, et des masses avec un petit revenu universel du TikTok pour s'amuser et rien de plus.

Ensuite, sur la question des études sociologiques : vous savez, les sociologues, comme les chercheurs en sciences humaines aujourd'hui, comme beaucoup de chercheurs, ils découpent un cheveu en quatre. La capacité à prendre un peu de recul et à penser, il y en a mais ce sera plutôt dans les ouvrages. J'espère avoir répondu à cette partie de la question.

En tout cas, dans mon ouvrage, j'ai refusé de m'enfermer à regarder la démocratie et le monde du travail. J'ai essayé de prendre l'IA dans son ensemble. Nous pourrions discuter d'une étude à la pause. Il y a d'autres ouvrages intéressants sur ces questions. Il n'y a pas que moi, rassurez-vous.

Concernant la question de casser les écrans, je me pose la question de la violence révolutionnaire. Ce n'est pas nouveau. À quel moment on va être utile ? Après les mots, qu'est-ce qu'on fait ? J'habite à Bouc-Bel-Air, un petit village entre Aix-en-Provence et Marseille. À Bouc-Bel-Air, il y a eu au petit matin — les photos sont magnifiques, je trouve — 200 personnes sont allées casser l'outil de production de Lafarge.

Je dirais plutôt qu'ils sont allés casser l'outil de pollution. Je comprends l'indignation. Quand vous considérez, à juste titre, que ces acteurs détruisent l'environnement avec force et vigueur, que faites-vous ? Vous avez été dans le propos poli, vous avez été dans la discussion, vous êtes allé dans les élections piège à cons. Qu'est-ce que vous faites ?

Soit vous acceptez et vous vous soumettez et vous dites que ce n'est pas grave, soit vous agissez. On peut casser des écrans de manière symbolique pour provoquer un débat et une prise de conscience. Je ne sais pas encore si j'en arriverai là, et j'espère que je n'y arriverai jamais, mais je sais qu'en ce moment, les ouvrages de Kaczynski, ce terroriste des années 1970 qui voulait lutter contre la société industrielle, sont réédités. Il a commencé à envoyer des bombes. Mais tuer un fonctionnaire ne sert à rien, car il sera remplacé par une autre fonction. Ce n'est pas comme ça que ça marche. Et puis, c'est mal de tuer des gens. Je tiens à le rappeler.

En tout cas, casser des écrans avec un discours derrière, comme José Bové, pour créer du débat, me semble que oui... Je terminerai là-dessus. La violence est en face. Quand vous détruisez la capacité des enfants alors que vous savez très bien que cela n'a aucun sens, et vous savez très bien ce que vous faites... Je termine vraiment là-dessus sinon vous m'arrachez le micro.

Le PDG de la start-up EvidenceB, pour la preuve par les faits, c'est d'un cynisme absolu. La start-up qui équipe des élèves de seconde d'une IA pour apprendre le français et les maths, Monsieur Thierry de Vulpillières — s'il m'écoute, bonjour — n'avait pas répondu à mon dernier courriel, bien qu'on

m'ait proposé de venir discuter. Je lui ai dit que c'était hors de question, car il sait très bien ce qu'il fait, lui comme moi. Il n'y a pas à discuter.

Ces gens-là savent très bien ce qu'ils font. Ils sont extrêmement intelligents et ils ont l'oreille du politique ainsi que le portefeuille. Contre eux, je crois qu'il faut de la sainte colère et du symbole.

Matthieu TRUBERT :

La question du déclassement est intéressante. En tout cas, on a des exemples.

Aujourd'hui, c'est quand même travail contre capital. La question du déclassement m'évoque la nouvelle classification de la convention collective de la métallurgie, entrée en vigueur en janvier. On ne va plus s'intéresser à l'individu, à ses qualifications, à ses compétences. On va s'intéresser à l'emploi qu'il occupe à un instant T et classer tout cela selon des critères assez abscons.

Nous sommes passés de plusieurs catégories socioprofessionnelles à une division polarisée en non-cadres et cadres, où les personnes sont définies comme ça. Soit elles sont cadres, soit par non-être, elles sont non-cadres.

Diviser pour régner, au passage, c'est vieux comme le monde mais ça marche toujours. La question est là aussi sur le déclassement.

Le statut de technicien disparaît chez nous.

Employés, agents de maîtrise, ouvriers : tout cela est confondu dans une sorte de soupe primitive où on va mettre tous les gens dans le même sac, et en espérant les opposer entre eux avec le collègue cadre.

Est-ce qu'à un moment, cela va être la fin de la lutte des classes ou une recreation de la lutte des classes ? Je ne sais pas. Je ne peux pas dire à l'heure actuelle, mais cela m'évoque quand même cette petite chose-là.

La question de l'IA universelle, de l'IA générale, là, on n'y est pas. Franchement, on en est très, très loin. Aujourd'hui, il y a à boire et à manger dans l'IA. Sur la partie raisonnement, ChatGPT est con comme un balai. J'utilisais encore hier... Là aussi, je l'utilise à mauvais escient. Je ne l'utilisais pas pour générer du texte mais pour retrouver une information.

Vous lui dites : « Je cherche un tableau, il y a cinq personnes dessus, il y a une table. » Il me sort tout sauf des tableaux où il y a une table et cinq personnes. Encore une fois, il est incapable de raisonner donc il faut l'accepter.

À côté de cela, tu parlais de DeepMind et du Go. Même le meilleur joueur de Go de tous les temps a reconnu qu'il y avait des coups d'une fulgurance absolument étonnante, peut-être par audace ou par « je ne savais pas que c'était impossible, donc je l'ai fait. » On ne saura jamais.

Les actions militantes, c'est un sujet qui fâche dans la boutique parce que si on fait un petit sondage parmi nous et qu'on est honnêtes avec nous-mêmes : qui utilise Facebook ? Qui utilise WhatsApp ? Qui utilise Gmail ? Qui utilise Twitter ? Qui utilise Instagram, TikTok, Snapchat ? On est tous coupables. On est tous les bourreaux de nous-mêmes là-dessus. À un moment, il

faut aussi, peut-être que cela commence par-là : ne plus utiliser des standards de fait qui automatisent les comportements sociaux.

Pour YouTube, je ne suis pas d'accord. Il faut tirer les fleurs du mal, il faut séparer le bon grain de l'ivraie. Il y a des choses valables dessus mais c'est vrai que la sérendipité aidant, quel que soit le réseau social, il arrive par moments qu'on se retrouve à se dire : « Cela fait une heure que je suis en train de m'abîmer le pouce et à regarder du contenu. » À un moment, il faut aussi qu'on se fasse violence.

Frédéric BOCCARA :

En même temps que je vous réponds, je veux d'abord partir de cette idée de ressources humaines. C'est plus dialectique que cela. Ils prennent acte du fait qu'il ne faut pas réduire les gens à une force de travail. Ils prennent acte de cela.

Parce que derrière ressources, il y a un potentiel. Mais ce qu'ils disent, c'est qu'il faut le mobiliser pour le capital. Donc, la lutte de classe, elle est là. Vous refusez de la voir, vous êtes dans le post-post, mais **on est les pieds dans la lutte de classe.**

Il faut la voir. Il faut donc contre-attaquer. Ils veulent mobiliser pour le profit. Oui, il y a des ressources, mais des ressources extraordinaires de créativité pour autre chose.

Là, j'arrive plus sur la lutte des classes. J'aime beaucoup ce que tu as dit sur la métallurgie et la classification. Je ne connaissais pas tout, notamment les classifications actuelles. Les termes ont changé. Par exemple, on dit « opérateur » dans les boîtes, on ne dit plus « ouvrier. » On dit « conducteur de ligne », on ne dit pas « travailleur. » On dit « opérateur » et

« conducteur de ligne. » On ne dit pas « ouvrier. »

Mais c'est à la fois pour nier et c'est pour prendre en compte le fait que l'ouvrier n'est plus qu'un producteur. Une partie de son temps, c'est du temps de transmission, de compréhension. Par exemple, dans les lignes de production à Infineon à Corbeil, c'est une salle blanche qui fait des puces. Cela doit être complètement pur parce que ce sont des rayons qui viennent brûler la matière, donc il ne peut pas y avoir une poussière dedans.

Quand il y a un problème, l'opérateur qui est le producteur — donc, c'est l'ouvrier au sein de la classe ouvrière, c'est le dernier producteur avant la machine — il ne faut surtout pas qu'il intervienne avec ses mains dans le truc. Il faut qu'il comprenne intellectuellement ce qui s'est passé et qu'il pense. C'est une démarche qui n'est pas celle d'un ouvrier, donc il est double. Ils prennent acte de cela.

**Est-ce que cela veut dire que la lutte de classe a disparu ?
Bien sûr que non. La domination du capital est encore plus forte. C'est le capital contre toute la société.**

Ça ne veut pas dire que toute la société est ouvrière, au contraire, mais c'est le capital contre toute la société, contre les potentiels de la société à dépasser ce monde industriel, capitaliste, marchand. L'être humain doit être fin et moyen, un petit peu quand même, mais il s'agit du dépassement de la société marchande.

En réalité, l'ère industrielle et le capitalisme sont très liés. Pourquoi ? Parce que dans l'industrie, ce sont les machines avec leur emplacement de l'être humain qui deviennent décisives. Par des tâtonnements — non pas par quelqu'un de centralisé mais par des tâtonnements de la société — on s'aperçoit que créer des institutions qui vont protéger le fait qu'on va développer les machines. On crée alors la catégorie de capital qui n'est pas la machine et qui dit qu'il faut de l'argent pour la machine. On crée le patron qui est intéressé au développement de la machine. On va péter les structures féodales, etc. pour libérer des salariés et des serfs.

On accompagne tout cela par des institutions. Le capitalisme est le miroir de la société industrielle, c'est l'autre face. Se pose alors la question du dépassement de la société industrielle. C'est pour cela que nous avons beaucoup travaillé — Paul Boccard plus que moi — sur les cycles longs du capitalisme.

Il y avait des cycles de conjoncture tous les dix à douze ans, puis de temps en temps des grandes crises comme celle des années 1930, mais il y en a eu d'autres, quatre ou cinq. Ce sont les cycles Kondratiev pour ceux qui en ont entendu parler.

Aujourd'hui, on a l'impression d'être dans un cycle Kondratiev, donc une crise systémique, sauf qu'il y a une radicalité des transformations de tout ce qui encadre la société comme la technologie, mais aussi toutes les révolutions liées à la démographie, à la vie humaine, etc. qui font que c'est radical et il y a donc une sorte de prolongation indéfinie de cette terrible crise, un travail de la crise. Nous parlions d'une tragédie de fin de crise qui n'en finit pas. Mais effectivement, c'est

cette question du dépassement de la société marchande.

Je vais maintenant aborder des actions très précises. Contre la logique du capital, il faut développer les services publics et développer des avances gratuites pour ces services, c'est-à-dire à 0% au lieu d'une dette qui demande du profit.

Les actions, c'est s'attacher tout nu sur les grilles de la Banque centrale européenne car c'est elle qui est responsable de cette affaire. C'est une institution publique, elle nous appartient.

Il y a une éthique de cette société qui est l'éthique du profit et de l'accumulation et nous voulons lui opposer l'éthique du partage, de l'intercréativité et du temps libéré pour l'homme développé et la femme développée. Ce n'est ni augmenté ni diminué, c'est développé, je pense. Cela demande des institutions et des règles. Cela a une adresse, cette logique. Les banques, les fonds d'investissement et la Banque centrale européenne. Je pense que c'est très important de voir cela.

De même, sur YouTube, il y a une contradiction. Moi, j'ai envie de parler de moi, mais il n'y a pas que Arte. Grâce à YouTube, je peux... C'est YouTube, et les gens qu'on peut connaître, les gens qu'on peut voir et le temps libéré. La zamba argentina qui est une musique extraordinaire que je vous conseille, le choro Brésilien. Moi qui suis guitariste et qui passe des heures à jouer de la guitare, parce que le temps libéré compte aussi, c'est grâce à YouTube. Si j'étais gamin, j'aurais été là-dessus sans cesse et je me serais développé aussi.

L'intercréativité que permettent ces outils est plus compliquée, parce que l'humain pousse. Malgré tout à l'intérieur, il est récupéré et il pousse. Comment prendre

ce potentiel de l'être humain qui cherche l'intercréativité pour aller combattre au lieu de dire « au secours » et fuir la bataille ? Je veux dire qu'on fuit la bataille, vraiment, parce qu'on dit que c'est traditionnel de dire le capital.

Oui, mais comment brancher cette question du capital démultiplié et des banques et de ces institutions sur ces enjeux éthiques ? À mon avis, c'est cela la difficulté que nous avons, parce que chacun le prend par un bout éthique ou par un bout plus traditionnel. Comment les brancher ensemble ? Parce que finalement, nous cherchons la même chose.

Marius BERTOLUCCI :

Juste un mot pour Madame : les ouvrages d'Éric Sadin — bien sûr, les derniers — offrent une vraie réflexion sur la société. À un niveau global, Éric Sadin, cela va de soi, est un auteur incontournable.

Une intervenante :

Bonjour à toutes et à tous. Merci pour ces échanges au début. Je ne souhaite pas être filmée, s'il vous plaît. Merci. C'est ce qu'on appelle le droit à l'image. Je pense que toute évolution de société ne va pas sans évolution de l'être humain.

L'une des premières étapes de l'évolution de l'être humain : excusez-moi pour l'un des interlocuteurs qui est à la tribune, ce n'est pas une critique que je fais, mais j'ai compté le nombre de fois où vous citiez l'homme et j'ai dépassé facilement les 30 fois. Or, dans cette assemblée, il y a plusieurs femmes et à la CGT, il n'y a pas l'homme en premier, c'est l'être humain.

J'estime que, ne serait-ce que sur ce point-là, il faut qu'on commence aussi à réfléchir. Quand on intervient, c'est de parler globalement de l'être humain et non pas de l'homme, parce que ce

sont aussi les anciennes manières de penser. Ce sont des mécanismes ancrés profondément en nous qu'il faut combattre essentiellement.

Sur un autre type de comportement sur lequel il faut continuer à lutter : tout à l'heure, vous avez cité : « Qui n'a pas un compte Facebook ? Qui n'a pas un compte Twitter ? Qui n'est pas sur WhatsApp, etc. ? » Qui, dans cette assemblée, n'a pas déposé son CV sur LinkedIn ? Qui n'a pas permis que l'intelligence artificielle puisse le tracer, tracer ses amis, tracer son action syndicale, faciliter le travail du capitalisme, du patronat, du taulier, de venir nous mettre dans des cases et nous discriminer en tant que syndicalistes ?

Ce n'est pas compliqué, vous allez postuler demain, on va taper votre nom, on sait qui vous êtes. On n'a même pas besoin d'aller chercher une liste noire, de payer un détective comme c'était fait il y a vingt ans ou de fouiller. On tape votre nom sur Internet et on sait que c'est un syndicaliste CGT. Basta, vous ne serez pas recruté.

Peut-être commencer comme ça.

L'intelligence artificielle, est-ce qu'on doit lutter contre ?

Est-ce qu'on doit l'empêcher ? Est-ce qu'on doit aller avec pour qu'elle puisse être utilisée et qu'elle puisse servir l'intérêt de l'être humain ?

L'intérêt de l'être humain est celui du partage, de la convivialité, du partage des richesses, du partage des connaissances et des compétences, de la transmission

des informations et des alertes, notamment des alertes sur les « génocides » qui se produisent aux quatre coins de la planète. On parle de déontologie et d'éthique, mais pourquoi ne pas parler tout simplement de respect ? Le respect entre nous.

Pourquoi utiliser des mots différents pour dire les mêmes choses finalement ? Si nous étions respectueux les uns des autres, il n'y aurait pas autant de tueries aujourd'hui, pas autant d'esclavagisme. Dans certaines régions du monde, l'esclavagisme est en train de s'instituer. C'est une institution finalement.

Cela n'a jamais vraiment disparu. Oui, on célèbre tous les ans la fin de l'esclavage, mais finalement, il existe toujours sous différentes formes. À un moment donné, il faudrait peut-être qu'on utilise ces outils et ces technologies à bon escient.

Comme vous l'avez dit, camarade, tout le monde a au minimum un smartphone. À mon avis, personne n'a un téléphone juste avec un clavier, sans aucun accès à Internet. Cela n'existe plus. Si quelqu'un sort un téléphone ancienne génération, je pense sincèrement qu'il va être la risée de beaucoup de monde.

Comment comprendre qu'un enfant de 3 ans, dans une poussette, reçoive un téléphone de ses parents pour qu'ils soient tranquilles ? Il peut être sur Twitter, TikTok, n'importe où, et il fout juste la paix aux parents parce qu'ils ont envie de discuter avec la personne d'à côté, etc.

Combien de médecins ont alerté sur le danger des écrans ? Les PMI n'arrêtent pas d'alerter. Dans les écoles, les alertes sont constantes. Aujourd'hui, les plus grands big boss du capitalisme qui mettent en place toute cette technologie informatique ne mettent jamais

leurs enfants devant un écran.

Est-ce que vous allez dans les bibliothèques municipales ? Aujourd'hui, elles sont vides. Je me souviens de mon temps, je suis née en 1968 : les dimanches, les mercredis, les samedis après-midi, nous les passions à la bibliothèque à feuilleter des encyclopédies.

C'était très bien parce que cela a développé notre esprit, notre libre arbitre et notre capacité à critiquer et à raisonner. Nous avons eu la chance d'avoir des enseignants, des professeurs qui nous ont poussés à cela. Aujourd'hui, est-ce que les enseignants et les professeurs ont le temps de faire réfléchir leurs élèves ? Même pas.

Parce que finalement, qu'est-ce qu'on fait ? L'école est devenue une garderie. Cela n'est pas normal. Je pense que c'est aussi par-là qu'on peut commencer pour faire évoluer les choses auprès de nos enfants, des enfants de nos amis, des enfants qu'on peut avoir dans des centres de loisirs.

Nous sommes tous citoyens, nous vivons tous dans une ville. Donc forcément, nous pouvons sur la base du volontariat être dans des associations municipales, participer à des activités pour mobiliser notre temps libre. Ainsi, ces enfants qui feront le monde de demain pourront devenir des personnes en capacité de réfléchir, de savoir dire non et d'avoir le courage de dire non.

Au jour d'aujourd'hui, combien de personnes n'ont pas déposé leur CV sur LinkedIn ? Sincèrement, je m'interdis de laisser mes photos, de laisser mes noms, etc. sur Internet. C'est très dur. Le droit à l'oubli n'existe pas sur Internet.

À un moment donné, avez-vous tenté de faire valoir votre droit à ce que des publications qui vous heurtent puissent être supprimées par Facebook, par Twitter et

compagnie ? C'est une usine à gaz.

Qu'est-ce qu'on vous répond ? On vous dit : « Non, c'est conforme à la charte de parution. » C'est une usine à gaz aussi pour faire supprimer vos données lorsqu'elles ont été déposées.

À un moment donné, on ne peut pas forcément s'opposer à l'avancée dans laquelle nous sommes qui utilise l'intelligence artificielle, mais nous pouvons peut-être intervenir pour faire en sorte que celle-ci ne devienne pas une arme contre nous-mêmes, contre l'être humain et contre la société de demain.

Delphine :

Merci. Voulez-vous réagir ou passer à une autre question dans la salle ?

Marius BERTOLUCCI :

Je vous répondrai d'une phrase. Merci, Madame, de m'avoir écouté avec une telle acuité.

Quand j'utilise le terme « homme », enfant des Lumières que je suis et lecteur des Lumières que je suis, bien sûr, je parle de l'Homme avec un H majuscule car je refuse de rééduquer ma langue pour coller à l'air du temps, ce qui nous obligerait d'ailleurs à chaque fois à dire les informaticiennes, les informaticiennes. En plus, vous voyez, je parle vite, je mâche mes mots.

J'ai un ami qui parle en écriture inclusive. À la fin des phrases, il fait je ne sais pas quoi, etc.

Ce n'est pas ma tasse de thé. Je suis Cabrélien au sens de Cabrel : pour chaque fille, une colline de fleurs, bien sûr.

Mais peut-être que c'est déjà trop désuet et que cela renvoie à un rapport entre l'homme et la femme qui n'est plus de ce monde. Peu m'importe, je suis un homme des Lumières, je suis

un vieux romantique et je crois à la différence entre les hommes et les femmes pour la rencontre. Cela nous amènerait peut-être autre part.

Delphine :

Matthieu, tu voulais réagir ?

Matthieu TRUBERT :

Oui, vite fait. Effectivement, il faudrait dire « être humain. »

Après, j'avoue que c'est par paresse parce qu'en français, ce sont deux mots alors que dans la plupart des autres langues, c'est un seul. J'ai fait du latin aussi, un peu de grec, donc l'homme, pour moi, ça a une évocation plus que... Mais oui, dans l'absolu, effectivement, il faudrait penser à l'être humain.

Il y a beaucoup de points qui m'évoquent — j'ai oublié d'en parler — le sujet des communs numériques. Effectivement, c'est un sujet qu'il faudrait réussir à creuser, à sortir de la dérive mercantile et de cette logique de marché pour non pas aller à l'encontre de la technologie, mais aller avec si elle vient servir la question du bien commun.

Après, sur l'usage des écrans, je suis un affreux jojo, j'ai quand même un bon contre-exemple avec mon gamin. L'exception ne fait pas la règle, évidemment. Je pense que ce qui est important, c'est de voir que ce n'est pas tout ou rien. On n'est pas dans une logique booléenne. Il y a tout un entre-deux entre le trop et le pas du tout, entre le mauvais contenu et le bon contenu. Cela suppose aussi une forme de vulgarisation de la pédagogie autour du contrôle parental et de la sélection des contenus. Mais globalement, je pense qu'il ne faut pas non plus confondre le contenu et le contenant.

Je m'offre un point Godwin : si on a pour seule lecture Mein Kampf et les écrits de cet acabit-là, quel esprit critique va-t-on développer ? Je pense que là, c'est pareil. Tout est dans la sélection du contenu, la diversité du contenu et le recul qu'on peut porter par rapport à ça, et en général dans la dimension sociale de la discussion par rapport à ce contenu-là. Ce n'est pas la faute du contenant si le contenu est mal choisi ou pas adapté.

Marius BERTOLUCCI :

Je pense que nous devons être plus concis dans les questions et les réponses vu le calendrier.

Delphine :

Oui. Je ne sais pas s'il y a d'autres questions dans la salle. En live, nous avons également des questions. Veuillez être concis dans vos interventions et vos réponses.

Un intervenant :

Je vais faire court. En écoutant, je feuillette la brochure qu'on nous a donnée. Avec un certain étonnement et une grande satisfaction, je vois qu'on réhabilite le célèbre Fragment sur les machines de Karl Marx. Par rapport à l'intervenant du milieu notamment, vous voyez très bien ce que je veux dire.

Finalement, il pourrait y avoir une très forte réduction du temps de travail. Cela pourrait être une bonne nouvelle à condition que l'on organise la société autrement. Je veux dire que ce Fragment sur les machines ne fait pas l'unanimité chez tous les marxistes. Certains disent : « Ce Fragment sur les machines n'a pas été repris dans Le Capital, donc est-ce que Marx ne serait pas revenu sur cette analyse, etc. ? » Je pense que c'est un fragment qu'il faut remettre totalement à jour, éventuellement en l'actualisant un peu.

Excusez-moi, je n'ai pas noté les noms, ne le prenez pas mal, mais l'intervenant du milieu, avez-vous écrit un bouquin qu'on puisse consulter ? J'ai trouvé votre intervention spécialement stimulante. Je voudrais la prolonger par les livres que vous avez sans doute écrits. Ce n'est pas bien de ma part, je n'ai pas retenu les noms.

Si on travaille de moins en moins, ça pourrait être une bonne nouvelle. Il faudrait qu'on change un peu le système politique. Je me dis que dans diverses associations, un bon chômeur notamment, il n'y aura pas de réduction du chômage sans réduction du temps de travail pour créer des emplois. C'est une évidence lourde, mais c'est tellement évident qu'on l'entend rarement clamer y compris dans les syndicats. Les 32 heures, évidemment, on en parle de temps en temps à la CGT.

Je me dis aussi à un moment : le mouvement pour le revenu de base. Pensez-vous qu'une forte réduction du travail associée à un revenu de base, ça pourrait être une solution ou ça pourrait tracer un chemin vers un changement de société qui apparaît comme étant de plus en plus nécessaire ? C'est ma question pour la fin. Merci.

Delphine :

On va prendre plusieurs questions avant de répondre. Monsieur ?

Un intervenant :

Il faut faire court, mais en même temps, le problème, c'est qu'on prend la parole seulement maintenant. J'ai plein de questions depuis le début. Je suis désolé pour les prénoms, je ne les ai pas. Mes questions vont surtout être pour l'intervenant du milieu.

Delphine :

Marius.

Un intervenant :

Pour Marius. La première chose, je voulais revenir un peu sur l'histoire de la dinde où vous disiez qu'il ne faut pas trop regarder en arrière. J'ai envie de dire que si, parce que la dinde se rappelle quand même que le Noël de l'année dernière, sa pote est partie.

Du coup, on a forcément envie de regarder un peu derrière parce que je veux voir ce qui s'est passé avec l'arrivée de la robotique chez Peugeot, chez Renault, chez Citroën. Aujourd'hui, il faut qu'on s'inspire de ce qui s'est passé parce que c'est ce qui va nous arriver en fois 10 avec l'intelligence artificielle. Pour moi, il faut quand même regarder un peu en arrière et se nourrir du passé.

Deuxième chose : vous avez parlé des réseaux sociaux qui abrutissent les jeunes et des écrans qu'il faudrait casser. Pour moi, c'est aussi une guerre d'État. Quand on regarde par exemple TikTok, la version TikTok chinoise propose des vidéos pour apprendre les tables de multiplication, pour apprendre l'anglais.

Et puis, nous, nous avons une vidéo de Macron, une vidéo de Bardella, une vidéo rigolote, une vidéo avec un chat. Si vous avez le malheur de dire que vous êtes un homme, pardon Mesdames, vous avez droit à un cul en bikini qui danse. Ensuite, de retour une vidéo de Bardella parce qu'ils sont vachement présents là-dessus, ces gens-là. Je pense donc qu'il y a aussi une guerre des États avec les algorithmes.

Troisième chose, là où je n'étais pas du tout d'accord avec vous, c'est sur l'écoute des téléphones. En 2023, l'entreprise Cox Media Group — une multinationale dans la publicité — a réalisé un article sur son site. Grosso modo, le titre était : « Oui, oui, on vous

écoute. » Ils expliquent dans leurs conditions d'utilisation générale que finalement, c'est légal parce que c'est écrit dedans donc il n'y a pas de souci. C'est quand même l'un des plus gros partenaires de Google, de Microsoft et d'Amazon.

404 Media a fait un article là-dessus. L'article sur le site de Cox Media Group disparaît deux jours après. Une autre société a fait la même chose deux ou trois mois plus tard. Là encore, on supprime l'article. Quand c'est un, on peut se dire que c'était peut-être une boulette. Quand c'est deux, ça commence à devenir un peu gros.

On commence à voir que l'écoute devient possible avec l'intelligence artificielle parce que l'intelligence artificielle va récupérer des mots-clés. Quand on va avoir une conversation ensemble sur le kayak, par exemple, parce que c'est pas mal et c'est génial, on va recevoir une publicité pour acheter un kayak le lendemain. Voilà mes interventions.

Delphine :

Y a-t-il d'autres questions ?

Un intervenant :

J'en ai une. Déjà, une petite remarque. On a parlé d'Atos tout à l'heure, des supercalculateurs. Atos, ce n'est pas que ça. Un supercalculateur ne fonctionne pas s'il n'y a pas des services derrière. Les supercalculateurs, ce sont environ 2 000 personnes chez nous. Il y en a 95 000 à côté qui travaillent pour ça. C'est une remarque, mais je suis d'accord, c'est bien d'en avoir en France.

J'ai une question sur le travail généré par l'IA. C'est l'uniformité du travail qui va

être effectuée. À un moment donné, si les salariés utilisent l'IA pour travailler, quelle va être la différence entre les salariés et les entreprises pour apporter de la valeur comme tu disais tout à l'heure ?

Je suis très attaché à la compétence et à l'acquisition des compétences au cours de la vie. C'est la différence entre l'Homme et la machine. C'est un questionnement. Où allons-nous par rapport à ça ? Merci.

Un intervenant :

Je voulais juste intervenir sur le principe du syndicalisme pur. Nous avons beaucoup de techniciens et de dangers qui sont recensés et nommés. Mais comment aborde-t-on ce sujet dans le syndicat, dans l'institution syndicale et surtout dans l'entreprise ?

Nous l'avons dans la personnalité, donc YouTube, nos réseaux sociaux, etc. sur l'être humain, pour ne pas dire l'Homme. Mais quelle est la conséquence pour le salarié ? C'est ce qui nous intéresse à la CGT. Sommes-nous armés contre les conséquences que nous avons énumérées ? Quelle base pouvons-nous donner à nos élus et mandatés ? C'est ce qui est intéressant pour nous.

Un intervenant :

Cela me permet de rebondir là-dessus parce que je voudrais juste témoigner. Je n'ai pas de question particulière. J'étais secrétaire général d'un syndicat. Maintenant, je suis le trésorier. C'est un petit syndicat mais il est quand même là.

Il y a des idées qui ont émergé au niveau des camarades de la CE parce qu'on a un périmètre très large et très éparpillé géographiquement. La difficulté, c'est de toucher les gens, les agents puisque nous sommes dans le public.

L'idée de la camarade serait de faire des visionnages par WhatsApp, par exemple, au lieu de se déplacer dans les établissements. Quand on se déplace dans les établissements, forcément, on ne voit pas tout le monde. Le fait d'utiliser les écrans permettrait de toucher plus de monde.

Déjà, je ne suis pas sûr que cela pourrait atteindre tout le monde. En plus, je préfère ne toucher qu'une personne sur cent, mais en me déplaçant, de la voir et d'échanger avec la personne physiquement même si cette personne n'adhère pas au syndicat — je m'en fous — ou ne participe pas à la mobilisation prochaine.

Mais au moins, il y aura ce contact physique. Je pense que c'est cela qui compte là-dedans. C'est la disparition du contact physique. J'ai remarqué que les personnes, quelles qu'elles soient — camarades ou autres — qui ne veulent pas se déplacer, mettent en avant la facilité de l'écran qui permettrait un « dialogue » sans se déplacer.

Autre chose, il y a pas mal de gens qui disent : « Dans le métro, on voit des gens rivés sur leur smartphone. » Dans le métro, certains sont sur leur smartphone mais il y en a beaucoup d'autres qui ont le nez dans leur bouquin. Il y en a très peu dans les journaux mais beaucoup dans les bouquins. Moi, je ne vois pas de différence.

Je disais à l'une de ces personnes : « J'aime bien voir les visages dans le métro. » Elle m'a répondu que les gens sont sur leur smartphone. Ce n'est pas grave. Moi, je vois

le visage des gens et même si ce visage est « fermé », rivé sur le smartphone ou un bouquin, c'est un visage physique. Je le vois et je peux le toucher. Je ne le touche pas, bien sûr, parce que je ne connais pas la personne, quoique des fois, j'en serai capable. Mais en tout cas, ça me plaît.

Ce qu'on a aussi, c'est que dans le métro, on a parfois des bousculades, on est un peu serrés et tout. Cela me plaît bien parce que finalement, ça peut engager des conversations et je ne me gêne pas pour ça. C'est d'ailleurs parfois agréable. On ne peut pas dire que ce soit désirable, c'est faux, sauf si effectivement on est agressé.

Il m'est venu une réflexion qui est peut-être un peu poussée, voire exagérée, mais quand vous parlez d'IA, évidemment, ça travaille dans l'intellect et dans le subconscient. Et puis finalement, je me dis : « Le métro et tous les transports, même s'ils sont bruyants, même s'ils ont des odeurs, ils sont là. Est-ce que l'IA, un jour, pourrait permettre aux gens de se téléporter ? »

À ce moment-là, il n'y aurait plus de transports, ce serait terrible. Il n'y aurait plus les mauvaises odeurs, ce serait terrible. Il n'y aurait plus de bousculades, ce serait horrible. Après, je me dis que l'on peut pousser plus loin en se disant : pareil pour la propreté. J'habite dans une ville où il y a des endroits qui sont sales. Finalement, ça ne me dérange pas du tout. Je préfère qu'il y ait des tas de saletés par terre, j'aime la saleté parce que la saleté est produite par les hommes et les femmes.

Delphine :

On va peut-être passer aux réponses ?

Un intervenant :

Non. Si vous voulez, vous pouvez réagir, mais je n'appelle pas

forcément une réaction. Je ne pense pas avoir été trop long. D'ailleurs, je continue. Non, je vais terminer bien que j'aie un autre point. Mais ce n'est pas grave, je ne le dirai pas.

C'est vrai que la saleté est produite par les hommes et les femmes. Est-ce qu'on peut imaginer une société... Il y a un film que j'ai vu réalisé par un Irlandais, mais je ne me rappelle plus le nom de ce film. C'est une ville immaculée. Je ne me rappelle plus du nom, mais en tout cas, moi, je n'en veux pas. L'IA serait capable de produire ça. Non ? Oui, je veux une réponse.

Delphine :

On pourra poursuivre les conversations à la pause-déjeuner aussi.

Céline VICAINÉ :

C'est ce que j'allais dire. Vu que l'heure tourne et que nous avons des personnes salariées avec des horaires à respecter pour assurer la restauration, nous avons deux questions de plus et pas plus.

Armando :

Juste pour partager l'expérience au niveau de mon entreprise, c'est vraiment très rapide. Je m'appelle Armando. Je travaille pour Connecta. On s'est fait connaître il y a peu de temps. C'est un call center. On parlait de ça.

Il y a peu de temps parce qu'ils ont laissé une employée morte où ils ont mis deux heures et quelque avant d'intervenir. J'ai eu l'occasion de discuter avec mes collègues de la CGT en Espagne. Ça s'est passé en Espagne. C'était simplement pour placer le cadre de l'entreprise et l'idée qu'elle se fait de la productivité de ses employés.

Pour être dans le sujet, hier soir, en préparant ce colloque, mon entreprise a posté sur LinkedIn un partage avec Google Cloud. Je

vous lis très brièvement. Ce sont juste deux phrases.

« Cet accord permettra d'utiliser les fonctionnalités afin d'identifier les causes et les racines et améliorer les taux de conversation pour mieux aider nos collaborateurs. » Il y a un postulat de départ assez fallacieux. Je continue : « Pour améliorer les compétences de nos collaborateurs grâce à l'analyse en temps réel de la voix et du texte. »

Je lis ça et j'entends juste deux choses. Mes collègues de la qualité, ça va être une catastrophe pour eux. Mes collègues qui prennent des appels, ils ne vont plus avoir quelqu'un — un humain — qui va pouvoir écouter les contradictions des process et autres processus dans nos outils de production et des repères de qualité, etc. mais un robot qui va — comme vous l'avez précisé auparavant — dicter la règle en la matière.

Cela va de facto détruire le rapport humain au sein de l'entreprise, en tout cas à long terme. Ce n'est pas en France. Là, c'est en Espagne. 45 millions d'euros ont été investis. Je tiens à continuer sur ce trait du capitalisme et de l'entreprise. Nous sommes en période d'élections européennes. Qui investit et souhaite investir massivement dans l'IA ? La droite et l'extrême-droite.

Pour finir, un petit rappel : l'intelligence artificielle a été utilisée par l'extrême droite dès le départ car ils ont été les premiers à investir pleinement l'Internet par la guerre des bots, des attaques sur des personnes, des partis, etc.

Peut-être que j'ai une question assez naïve pour clore la discussion.

Est-ce que nous,
au niveau de votre
connaissance et

de vos réflexions
générales, on peut
avoir des axes de
réflexion ou des
outils pour pouvoir
lutter contre ce
tsunami idéologique
et politique du
capitalisme via l'IA ?

Parce qu'elle pourrait être utilisée à bon escient, notamment dans la médecine, c'est très concret, mais il faut voir qu'en règle générale, ce n'est pas le chemin que cela prend pour les entreprises.

Matthieu TRUBERT :

Sur ce dernier point, écoutez l'épisode Internet favorise la droite de « Le code a changé » sur France Inter. L'exemple que tu cites en call center, on est là sur une caricature que l'on retrouve dans énormément d'autres boîtes : le solutionnisme, la pensée magique, on ne sait pas pourquoi ni comment et on n'a pas creusé la question, mais cela va être beaucoup mieux et beaucoup plus vite.

Je rejoins la question sur l'uniformisation du travail que j'avais évoquée. Je n'ai probablement pas été assez clair sur comment les outils d'IA font ingérence ou s'insèrent dans l'organisation du travail.

L'IA, c'est juste de l'automatisation et c'est juste une nouvelle technologie, pas une technologie nouvelle qui est introduite dans l'entreprise. Pour le privé, 2312-18, info-consult, expertise. Il faut revenir systématiquement aux fondamentaux. Il faut oublier comment cela marche, etc. De toute façon, dans l'entreprise, personne ne sait comment cela fonctionne parce que la plupart du temps, on est sur du solutionnisme.

Revenons donc à nos fondamentaux. Quel impact cela a sur l'organisation du travail ? Quel impact cela a sur les facteurs de RPS, etc. ? On revient en terrain connu. C'est avec cela qu'on peut armer les élus et les mandatés. On travaille sur du contenu spécifique pour faire de « l'acculturation » sur ce qu'est l'IA et ce que ce n'est pas, mais pour le reste, on peut revenir sur nos fondamentaux.

Le contact physique, oui, forcément. Si je pouvais me téléporter... L'IA ne permettra jamais cela. Ne mélangeons pas les réseaux de neurones et la création de matière ou le déplacement de matière. Mais si je pouvais me téléporter, j'en serais ravi.

Maintenant, il faut que chacun dans sa structure syndicale — qui est la personne la plus à même de connaître sa population de travailleurs — s'adapte aux us et coutumes de sa population et fasse comme il le préfère, s'il le peut. Après, qui peut le plus, peut le moins, ceinture et bretelles. Si on arrive à toucher des gens que via ces moyens-là, ne nous en privons pas. Ce n'est pas exclusif, en tout cas pas mutuellement exclusif.

Très rapidement, je finis sur la question des écoutes. C'est intéressant parce que techniquement, on peut le faire. Ce n'est pas la question de savoir si on le fait. Je suis d'accord avec toi, il n'y en a pas besoin. Ce qui est intéressant quand même, c'est que le sujet de l'écoute précède l'IT. La Stasi écoutait tout le monde sans informatique. Le réseau ECHELON, on est il y a plus de vingt ans, ça existait et on écoutait tout.

Aujourd'hui, là encore et je l'évoquais précédemment : il y a la question du passage à l'échelle. Oui, je peux donc collecter l'entièreté des communications de la Terre, les stocker, les transcrire, les analyser. Maintenant, je n'en

ai pas besoin parce qu'avec très peu de métadonnées et très peu de données que les gens donnent eux-mêmes gracieusement, j'ai les informations qui vont bien.

Il y avait un excellent documentaire sur l'utilisation des métadonnées et comment on arrive finalement à tout connaître des gens. Si des entreprises veulent écouter les gens, elles peuvent le faire. En général, c'est plutôt de la barbouzerie. D'un point de vue commercial, cela nécessite d'énormes moyens et cela coûte bonbon. Il n'y en a pas besoin mais c'est possible.

Marius BERTOLUCCI :

Je répondrai en une phrase sur chaque point. Pour essayer de coller à l'actualité, j'ai tenté d'écrire des tribunes dans la presse. Sinon, mon ouvrage s'appelle L'homme diminué par l'IA.

Concernant la dinde, je suis d'accord avec vous. J'adore le passé, ce n'est pas ça, mais j'essaie de mettre cet argument en avant parce que trop souvent, les gens se satisfont du fait que dans le passé, cela ne s'est pas trop mal passé et donc cela ne se passera pas mal. C'est pour cela que j'aime bien revenir à cet argument. Mais bien sûr, il y a des choses à apprendre sur les luttes passées, absolument.

Sur la question de la guerre d'État, il y avait un colonel de l'armée rouge — l'armée chinoise — et quand on lui disait exactement ce que vous évoquez : « Pourquoi l'algorithme est-il différent en Chine avec des vidéos sur l'État, la science, les arts, alors que chez nous, il n'y a que des bêtises ? » Il répond : « Nous protégeons l'avenir de la nation. » Ce sont des génies. Ils détruisent les capacités cognitives de nos jeunes, donc de nos nations, tout en captant les données pour modifier les élections. Ce sont des purs génies.

Sur la question des écoutes, je suis preneur de vos références. On en reparle au déjeuner si vous le souhaitez. Sur l'action de guerre d'État, il y a le dernier ouvrage de Asma Mhalla sur la question de l'IA mais sous l'angle des relations géopolitiques.

Sur la question de l'uniformisation de la créativité, la presse a beaucoup parlé en septembre de l'étude du Boston Consulting Group qui a été faite avec Harvard, RMIT, et Wharton, donc un gros truc. La presse a retenu une chose de cette étude-là : « ChatGPT augmente la productivité des consultants de 40 % . »

Quand vous lisez l'étude en entier — elle est très sympa à lire d'ailleurs, je vous la conseille — il est dit : « Attention, ça augmente la créativité individuelle mais il y a une perte de créativité au niveau collectif. » Pourquoi ? Parce que ChatGPT, à la fin, il vous sort toujours la même chose.

Ce n'est pas une bonne idée pour les entreprises parce que si tout le monde utilise ChatGPT, cela ne coûte pas cher. Au final, tout le monde propose la même chose donc c'est un peu bête.

Après, attention sur l'IA. Mon propos n'est pas de scruter les points d'incapacité de l'IA aujourd'hui parce que dans six mois, dans un an, le problème ne se posera plus. Osons penser à cinq-dix ans. Vraiment. Quand on voit l'évolution, elle est complètement dingue.

Je rebondis sur les questions de Monsieur tout à l'heure. Les personnes parleront avec une machine mais elles ne s'en rendront pas compte. Avec des voix extrêmement humaines aujourd'hui, vous parlez à une machine et vous ne vous en rendez plus compte. C'est tout à fait terrible.

Les conséquences sur le syndicalisme : je suis très ouvert à la discussion, mais je ne prétendrai pas... Ce n'est pas une fausse modestie, je n'en ai pas beaucoup d'ailleurs. Je suis tellement incapable de vous dire ce qu'il faut faire. En revanche, je serai ravi de pouvoir échanger avec vous, vous partager ce que je peux voir, ce que je peux lire et si je peux vous aider, je suis disponible. C'est pour cela que je suis venu.

Sur la question du corps et de la saleté, je renverrai l'ouvrage d'Éric Sadin quand il parle de la vie spectrale. Désormais, on veut nier le corps dans ses limites, dans ses impossibilités, dans sa faiblesse. Il faut dépasser l'Homme avec ce mouvement du transhumanisme, etc.

Faire valoir le corps avec ce qu'il a de beau et ce qu'il a aussi de ses odeurs. On pourrait avoir un rapport assez particulier aux odeurs dans le métro. Le Provençal que je suis, dès qu'il prend le métro, n'est pas ravi et l'été encore moins. Mais c'est vrai que la rencontre des corps est de plus en plus difficile.

Je terminerai simplement avec ça : la question de la rencontre et de la discussion dans la rue. Je comprends que les femmes soient tellement embêtées dans la rue que, même si vous allez discuter avec une dame avec élégance — on peut espérer, en tout cas — puisse vivre ça comme une agression. Je parlais de cela avec une amie, une jolie jeune femme. Elle me disait : « Marius, tu ne te rends pas compte de ce que c'est qu'être une femme. » C'est vrai.

On ne se rend pas souvent compte en tant qu'homme, qu'être une jolie jeune femme à Paris, entre les gens qui viennent vous parler, les gens qui viennent vous toucher

dans le métro, etc. cela peut être extrêmement difficile.

Elle me répond directement : « Pour les rencontres, il y a les applications. » La rue, qui est le seul espace de rencontre entre les différentes classes sociales... D'ailleurs, quand on voit Paris, il y a des rues pour différentes classes et pas d'autres. C'est moins présent dans d'autres endroits. Mais en gros, ces applications et ce monde-là viennent automatiser nos relations.

Je terminerai simplement avec cela. J'avais vu une étude qui montrait que les couples qui se sont rencontrés par application sont moins heureux que les couples qui se sont rencontrés naturellement. Pour le coup, Un samedi soir sur la terre de Cabrel, 1 et Tinder, 0. Je vous remercie.

Applaudissements

Frédéric BOCCARA :

Quelques mots. D'abord, on a parlé tout à l'heure commun, mais on n'a pas parlé du service public ni du développement de la culture. Je pense qu'il y a un vrai enjeu. Cela va au-delà de l'intervention syndicale dans l'entreprise, mais cela en fait partie. C'est la question du service public et du développement commun. Il faut le lier ces questions. C'est un enjeu ouvert mais il ne faut pas se replier sur le service public, sachant que l'idéologie dominante pousse la plupart des intellectuels à se détourner de ce sujet.

Or, il y a une éthique portée par les marchés financiers et une éthique portée par les services publics.

D'ailleurs, on ne parle pas normalement d'un découpage en tâches, mais d'une mission. Bien sûr, ils veulent introduire le découpage en tâches, etc. Ils n'arrêtent pas.

Deuxièmement, Marx, sa plus belle citation est celle sur le royaume de la liberté et de la nécessité. Elle est encore plus forte que celle-là. Elle se trouve en plein dans Le Capital, dans le livre 3. Elle dit : « Ce n'est pas seulement libérer le travail, parce que le travail, quelque part, fera toujours partie du royaume de la nécessité. Bien sûr, il faut travailler l'humain et la nature dans des conditions dignes », dit Marx, mais ce sera toujours travailler par nécessité pour vivre, pas forcément pour l'argent, mais même pour les produits eux-mêmes.

Ce qu'il faut développer énormément, c'est le royaume de la liberté au-delà, et donc le temps de travail. Moi, je dis tout au long de la vie, parce que ce n'est pas seulement les 32 heures. C'est bien autre chose que 32 heures. Cela va tout déstabiliser. Je pense qu'il faut qu'on réfléchisse un peu plus.

C'est du temps libéré tout au long de la vie de non-travail. Par exemple, on pourrait avoir trois ans de formation au milieu de sa vie professionnelle, comme un élément de transition. Pas six mois, une semaine ou un jour, mais trois ans au milieu pour se reconverter ou approfondir.

Et puis, il y a la retraite aussi qu'on veut développer et qu'ils ont au contraire attaquée. Cela va contre les enjeux d'aujourd'hui. J'aime bien la façon dont tu as tapé sur

le Premier ministre, Gabriel Attal. C'est bien, il faut les ramener au fait qu'ils font le contraire.

Troisièmement, il y a un enjeu sur la répétitivité et l'uniformité du travail. C'est la bataille syndicale permanente parce que, dans cette révolution informationnelle, il y a deux aspects. D'une part, l'utiliser pour poursuivre et approfondir le capitalisme, marchander les corps, etc. La bataille syndicale traditionnelle doit donc élargir son champ tout en conservant les enjeux syndicaux habituels.

Mais d'autre part, les dispositifs artificiels démultiplient l'efficacité du travail humain. C'est vrai aussi. Cela libère donc du temps pour le travail et l'emploi, et ça va encore plus loin en prenant la productivité globale. Il ne s'agit pas seulement de la productivité individuelle, mais de l'efficacité globale.

Les robots ne sont pas de l'information, ce sont des machines. Pourtant, on raisonne toujours : « Il faut gagner de la productivité apparente du travail, de valeur ajoutée par tête, de profit par tête, de bagnoles par tête. » C'est toujours cette logique qui domine, alors qu'aujourd'hui, c'est l'efficacité globale qui compte.

Delphine :

Il va vraiment falloir qu'on stoppe.

Frédéric BOCCARA :

J'ai bien vu. Il y a vraiment une question d'activité syndicale à aborder. Je vous laisse développer ce point plus tard. Un dernier point : il y a quand même un élément d'apprentissage. Nous allons apprendre à maîtriser ces nouvelles technologies. Il y a un aspect culturel et éducatif à cela.

Téléphoner à quelqu'un n'est pas la même chose que le voir en personne. Savoir quand téléphoner et quand se voir est important. Faire des réunions Zoom avec

des camarades ou des amis pour travailler sur un projet fonctionne très bien, mais pour d'autres choses, cela ne marche pas.

Il faut apprendre à maîtriser ces outils sans que des institutions nous poussent vers une déshumanisation complète. La culture et d'autres institutions, d'autres pouvoirs, sont décisives aujourd'hui.

Applaudissements

Delphine :

Merci à vous trois. Merci au public pour les questions. On reprend cet après-midi à 14 heures pour parler des implications économiques et sociales de l'innovation. Bon appétit.

LA SEANCE EST SUSPENDUE

Table ronde 2 : Les implications économiques et sociales de l'innovation

_____ **Odile CHAGNY**

Économiste à l'Institut de Recherches Economiques et Sociales (IRES)

_____ **Vincent MANDINAUD**

Sociologue, chargé de mission et chef de projet pour l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ANACT)

_____ **Salim MOUNIR ALAOUI**

Docteur en Intelligence Artificielle et membre de la CGT Orange



De l'innovation à la production, l'IA, une condition générale de production ?

Salim MOUNIR ALAQUI :

Bonjour à toutes et à tous. Je vais commencer par un événement qui s'est produit en 2013 au Bangladesh. Il y a une usine, le Rana Plaza, qui s'était écroulée et qui avait fait plus de 1 100 morts. Je ne sais pas si les gens s'en rappellent mais c'était une multinationale de textiles qui sous-traitait là-bas.

Depuis cet événement, cela a ému beaucoup de personnes et une loi a été mise en place en 2017, appelée le devoir de vigilance. C'est une loi qui oblige les multinationales à non seulement faire attention à la sécurité, à l'environnement, etc. dans leur propre entreprise, mais aussi chez leurs prestataires et même à l'international.

Pourquoi cette introduction ? C'est justement parce que cette loi de devoir de vigilance impose 3 choses : la partie environnementale, la partie santé et sécurité au travail et une partie droits humains.

Aujourd'hui, au niveau environnemental, il faut savoir que les data centers — Orange mais chez aussi beaucoup de personnes — que nous utilisons, notamment pour l'intelligence artificielle générative, qui

permettent de stocker toutes les données pour cette intelligence consomment autant que la Hollande. On ne peut donc pas dire qu'au niveau environnemental, ce soit une bonne chose.

Les entreprises pouvaient à l'époque se réfugier dans des pays où les lois sont plus permissives. Aujourd'hui, avec cette loi sur le devoir de vigilance, on peut ici en France poursuivre une multinationale qui irait faire un data center non respectueux de l'environnement à l'autre bout de la planète.

La deuxième chose, ce sont les droits humains. Concernant les droits humains, il y a l'intelligence artificielle en tant que telle. Mais cette intelligence artificielle, vous l'avez vu un peu ce matin : pour pouvoir être efficace et pour pouvoir fonctionner, elle nécessite une étape d'apprentissage.

Pour caricaturer, par exemple, il faut qu'elle sache faire la différence entre une banane et une pomme. On lui donne 1 000 images de bananes, 1 000 images de pommes et on lui dit : « Ça, ce sont des bananes et ça, ce sont des pommes. »

Une fois qu'elle a fait cet

apprentissage, on lui fait passer un test. Pour l'aider à passer ce test, il y a ce qu'on appelle les travailleurs du clic. Les travailleurs du clic, ce sont des millions de personnes — surtout chez Amazon et chez ces gros groupes à travers la planète — qui pour cette production d'IA travaillent sur les images et corrigent l'intelligence artificielle à chaque fois qu'elle fait une erreur.

C'est donc du travail sans aucune régulation sur le temps, sur les droits humains, sur les salaires, etc. Ces travailleurs du clic, aujourd'hui, une multinationale française qui les utilise pour l'IA, pour faire de l'IA générative et pour faire de l'IA qui apprend : on peut aujourd'hui — en tant qu'organisation syndicale ou association — poursuivre en justice l'entreprise qui ne respecte pas, par rapport aux devoirs de vigilance, cette partie des droits humains.

Au niveau de la production, il y a plusieurs aspects. J'essaie vraiment d'orienter toute la prise de parole par rapport à ce que nous, syndicats, pouvons faire. Je prends un exemple au niveau de la Poste d'Évreux : ils se sont mis en grève parce qu'ils avaient installé une IA qui faisait les plannings, les vacances, etc. Les postiers se sont mis en grève parce qu'ils se sont rendu compte qu'elle n'avait absolument rien d'humain, ce qui n'est pas son but non plus.

Il faut savoir que l'IA, c'est comme un enfant : elle fait ce

qu'on lui dit de faire. La Poste, quand elle a mis en place cette IA, c'était pour optimiser, c'était pour des gains d'argent. Ce n'était sûrement pas pour améliorer les conditions des travailleurs.

Je dis cela parce que j'aime l'IA. C'est mon domaine. Le problème n'est pas l'IA mais l'humain derrière et ce qu'il en fait. Si l'objectif est d'optimiser les coûts sans aucun regard aux droits humains et aux conditions des travailleurs, bien évidemment, l'IA fera ce qu'on lui dit de faire.

Tout cela, ce sont des exemples pour vous montrer que dans la production, l'IA va être de plus en plus présente. À mon avis, le combat ne devrait pas être contre l'IA mais contre les personnes qui programment cette IA et pour quels objectifs ils le font.

En tant qu'organisation syndicale, on peut résister, mais attaquer, c'est souvent la meilleure des défenses, et faire des propositions au niveau humain, etc. pour que l'objectif unique de cette IA, qu'elle soit dans la ressource management, dans un processus d'organisation, etc. ce soit aussi de prendre en compte les droits que nous défendons ici à la CGT, les droits des travailleurs et les droits humains. Merci, c'est bon pour moi.

Applaudissements

Delphine :

Merci Salim. Vincent, est-ce que l'intelligence artificielle est une condition générale de production ?

Vincent MANDINAUD :

Bonjour. Merci pour cette question facile. Je pourrais répondre à plusieurs points mais je ne sais pas si je vais vraiment répondre. Il me semble que derrière cette question, cela interroge la technologie et la place de la technologie et de l'IA en particulier.

J'ai envie de porter l'idée que la technologie ou l'IA serait comme une sorte de seconde nature. On dit qu'il y a la nature, mais là, cela serait une seconde nature. C'est-à-dire qu'on est tellement embarqués déjà dans une technosphère qui est là et avec laquelle on travaille, on vit.

On a tous des smartphones. Il y a déjà des IA partout dans notre poche. Cela fait des années, on ne s'en rend pas compte. On baigne dans un système technique ou sociotechnique qui façonne nos perceptions et nos représentations. Du coup, cela devient une sorte de mode de vie avant d'être peut-être un mode de production. Après, je n'en sais rien.

Ce qui me semble important de signaler, c'est que ces technologies sont très politiques en ce sens où elles reconfigurent, elles façonnent des lieux de pouvoir, des relations sociales, des possibilités de rentrer en relation, elles façonnent nos sensibilités et elles distribuent les informations.

Cela a été dit pas mal ce matin. Ce qui me semble important de signaler, c'est de dire qu'on baigne déjà un peu là-dedans et que ce n'est pas vraiment un truc tout à fait nouveau.

Ce qui est important peut-être aussi de signaler, c'est que c'est souvent présenté comme des innovations parfaitement disruptives qui nous feraient basculer, changer de monde, etc. En même temps, elles mobilisent des façons de faire que l'on connaît déjà. Cela reproduit des schémas d'un autre temps.

Tu viens de le signaler, c'est-à-dire que derrière la machine dite autonome, il y a pas mal de travail invisible, de travail du clic, de microtravailleurs à l'autre bout du monde. Du coup, ça transforme le travail, ça déplace le travail, ça invisibilise le travail et ça renvoie à des formes disons assez connues de délocalisation du travail, de dumping social et j'en passe et des meilleures.

Voilà une manière d'introduire aussi l'idée qu'on n'est pas forcément dans un nouveau temps, mais peut-être dans le prolongement d'un temps que l'on connaît déjà sous d'autres formes qui elles-mêmes peuvent être un peu renouvelées.

À partir de là se pose la question de l'autonomie. On nous dit que les machines sont autonomes. Pour les rendre autonomes, il y a tout un travail humain invisibilisé. Elles ne sont pas vraiment autonomes. Elles sont pour partie autonomes ou semi-autonomes. Peut-être faut-il interroger déjà l'autonomie des machines et interroger les discours sur l'autonomie, et regarder derrière ce discours la réalité du travail masqué.

Et puis, se pose aussi la question de l'autonomie des travailleurs, qu'ils soient des concepteurs ou qu'ils soient des utilisateurs. De ce point de vue, c'est pareil. C'est-à-dire que

les concepteurs ou les utilisateurs sont pris dans des dynamiques qui, de toute façon, les dépassent et avec lesquelles ils sont amenés à composer.

Certains peuvent essayer d'utiliser telle nouvelle application ou tel nouvel engin. C'est une façon pour eux au fond de s'approprier ces outils, donc de gagner en autonomie, de ne pas les subir mais de les utiliser. En même temps, on se demande jusqu'à quel point, en essayant de les domestiquer de la sorte, ce ne sont pas eux-mêmes qui sont domestiqués par cette nouvelle façon de faire.

Je donne un exemple concret. Tout le monde connaît ChatGPT. Avant, on disait toujours que ce qui est dur avec le numérique, ce sont les interfaces. C'est difficile d'utiliser le numérique parce que les interfaces sont trop chiantes, il faut avoir Bac + 14 pour arriver à fonctionner.

Là, c'est tout le contraire. L'interface est tellement simple que personne ne peut y résister. C'est quasi irrésistible. On a donc une pratique commerciale d'une entreprise très agressive avec une proposition technique hyper simple. Personne ne peut presque y résister.

Ce faisant, dans les entreprises, les gens utilisent ces technologies d'IA génératives sans que cela soit nécessairement commandé par la Direction. Ce sont plutôt les individus qui l'utilisent de manière plus ou moins autonome, en se disant : « Je vais gagner un peu de temps. Pendant que j'aurai fait mon taf, je pourrai faire autre chose. » Il me semble qu'il y a quand même un peu de cela, cette espèce de bain culturel ou sociotechnique qu'il faut mettre en évidence.

Là-dessus, il me semble important de signaler cela du côté des chefs d'entreprise. Est-ce que les chefs d'entreprise sont autonomes

par rapport à leur prise de décision d'introduire ou non une technologie de la sorte dans leur organisation ?

Je ne suis pas certain que tout le monde comprenne bien ce qu'il y a derrière et comment cela fonctionne. J'ai l'impression que c'est un peu la redite de quand sont arrivés les smartphones il y a quelques années : on fait comme le voisin parce qu'on a l'impression que si on ne le fait pas, on va décrocher, être ringard et rater le train. On ne sait pas vraiment pourquoi, mais on y va quand même. Il y a une dynamique culturelle qui dépasse le choix individuel, raisonné et rationnel. Cela me semble important de le signaler.

Après, sur les questions d'innovation et de production, il me semble qu'il y a aussi un point clé. C'est la question de l'expertise. Nous n'avons pas beaucoup de recul sur ces histoires-là. Mais il y a quand même quelques études qui sont sorties et qui montrent des trucs intéressants, dont des études américaines du MIT ou autres. Que ce soit appliqué sur des call centers ou sur des cabinets de conseil, ces études montrent que l'usage de ces outils d'IA, en l'occurrence génératives, booste les capacités des nouveaux entrants et de ceux qui n'ont pas beaucoup d'expérience. En revanche, pour ceux qui ont l'expérience du métier et une expertise professionnelle, cela ne booste pas vraiment leur productivité et leur performance.

Cela pose donc des questions. Certains disent que cela permet une égalité dans le travail. D'un autre côté, celui qui a construit son expérience parce qu'il a bossé pendant vingt ans pour constituer son expertise se trouve challengé par un nouvel entrant qui n'a pas besoin de prendre tout ce temps pour construire son expertise,

car il va pouvoir s'appuyer sur ce dispositif en appuyant sur des boutons.

Cela pose donc la question de l'individualisation du travail, de la compétition dans les équipes et de la cohérence ou de la cohésion des collectifs de travail, de la reconnaissance aussi du travail parce qu'au fond, qu'est-ce qu'on reconnaît ? Est-ce qu'on reconnaît le travail ? Est-ce qu'on reconnaît l'effort dans le travail ?

Est-ce qu'on reconnaît simplement la capacité à couper des planches de bois de plus en plus vite, au motif qu'on a un dispositif qui permet de les couper de plus en plus vite ? Il me semble que c'est un point important.

Ce matin, cela a un peu discuté d'éthique. Je pense que c'est aussi le moment de dire un mot là-dessus. On parle beaucoup d'IA responsable, d'IA éthique ou de machine éthique ou tout ce qu'on veut.

Mon analyse, c'est qu'il n'y a pas d'éthique universelle, et que si les producteurs et les concepteurs de machines peuvent avoir une éthique professionnelle au sens où ils se disent : « C'est de ma responsabilité de mettre à disposition des produits sûrs », cela ne fait pas le tout de l'affaire. Il ne peut pas y avoir d'IA responsable sans organisation responsable ou sans organisation éthique.

Le numérique se déploie donc dans des organisations sur la base d'une organisation. La question éthique doit être ramenée à des questions de base qu'évoquait Matthieu ce matin, des questions fondamentales. Il n'y a pas besoin d'être expert en numérique, il y a besoin d'être expert en travail et de se dire : « C'est quoi, les réalités du travail ? C'est quoi, les réalités de l'organisation ? »

À ce moment-là, si une organisation

n'est pas éthique parce que sans numérique, elle fait déjà des choses discutables, on peut ramener une IA éthique, cela ne va pas changer grand-chose. Je pense donc qu'il faut se défaire de cette emprise cognitive et un peu marketée autour du numérique, de sa toute-puissance et de cette détermination technologique pour revenir à des trucs basiques mais qui sont assez opératoires.

Delphine :

Merci, Vincent. Odile Chagny, même question ?

Odile CHAGNY :

Oui, avec d'autres mots. Dans la question, il y a l'angle.

Ce que je propose de discuter, c'est la façon dont on nous impose un discours sur les impacts de l'intelligence artificielle. Ce discours relève d'une forme de technosolutionnisme, comme on l'a dit, mais qui repose principalement sur le mirage de l'intelligence artificielle.

Quand on se pose sur l'impact de l'intelligence artificielle sur le travail dans les organisations, sur les impacts en termes de productivité, d'efficacité, de gains, etc. la première chose à souligner — et cela me paraît réellement important — c'est d'avoir en tête qu'à l'heure actuelle, nous sommes dans un environnement où nous baignons dans un discours dominé par ceux qui souhaitent que ces

solutions-là se déploient dans les entreprises et les administrations.

Ce discours est promu par les cabinets de conseil, les sociétés d'études, et tous les grands cabinets de conseil, y compris ceux parfois mobilisés dans le cadre des études d'impact sur le Data Act et tous les règlements européens. Nous baignons dans un discours qui nous ramène à un discours antérieur qu'on avait entendu : « Les gains de productivité, on va les voir petit à petit parce que ça va se diffuser, etc. »

Or, il y a un décalage très fort entre les effets théoriques annoncés et qui sont chiffrés et proposés dans les études d'impact et dans de très nombreuses études qui sont proposées par les cabinets d'études, et la réalité de ce que l'on peut mesurer. Cela nous amène à un point que vous avez évoqué tous les deux : la confrontation au réel dans le déploiement de ces systèmes.

J'aimerais rappeler que nous disposons aujourd'hui heureusement de contre-études que l'on peut mobiliser pour montrer à quel point les impacts sont incertains. En effet, nous n'avons pas d'un côté les études de McKinsey ou Deloitte qui nous disent : « On a des gains de productivité de l'ordre de 5 % à 7 %. »

Nous avons aussi des études extrêmement intéressantes et tout à fait récentes, que ce soit de l'OCDE ou du FMI, de grandes méta-études qui montrent qu'en gros, la seule chose que l'on sait dire, c'est que c'est très incertain.

Très incertain, ça veut dire que les gains de productivité que l'on peut en attendre dans l'éventail des chiffres qui sont donnés par ces méta-études, ça va de 0 % à 7 %. Autant dire que l'on n'en sait strictement rien.

L'autre point, c'est qu'effectivement, dans le discours sur l'impact, sur l'innovation et la production, il y a l'idée d'adoption, de généralisation, d'acculturation de l'ensemble des chefs d'entreprise et de l'ensemble des usagers de ces technologies-là.

Or, de fait, ce qu'on voit aussi, c'est le décalage entre d'un côté ce qui est prôné par ceux qui ont un intérêt très clairement identifié à promouvoir le déploiement de ces solutions, et le degré de déploiement dans les entreprises.

On a des exemples de plus en plus nombreux qui montrent que ce n'est pas à la vitesse attendue. Et puis aussi, que les bénéfices attendus ne sont pas du tout ceux attendus.

Je pense pour le coup à une étude d'un cabinet de conseil, McKinsey, qui est assez récente, qui montre qu'on est à peu près à 10 % seulement des gains attendus par rapport à ceux qui étaient escomptés.

Ce décalage renvoie pour moi à la dimension fondamentale d'incertitude. C'est aussi parce que les impacts de l'IA sont incertains. Effectivement, on n'est pas en mesure de prédéterminer ou d'avoir un calcul — comme on dit en économie — ex-ante du retour sur investissement que l'on peut avoir sur ces technologies et ce n'est pas pour rien.

Cela m'amène à un deuxième point. C'est qu'au-delà de cet effet d'incertitude, du décalage entre les promesses et la réalité, **il y a aussi la réalité des modalités d'introduction de ces systèmes. Ce que l'on constate quand on regarde ce qui se passe, c'est que l'IA est souvent un prétexte à des réductions de coûts, à**

des stratégies de rationalisation et d'externalisation comme tu le mentionnais tout de suite, Salim.

Cela fausse donc la perception que l'on peut avoir de l'implantation de l'IA car l'introduction de l'IA ne vise pas, disons de façon vertueuse, à en tirer tous les bénéfices, être un outil d'aide à la décision ou de montée en compétences — comme le rappelait Vincent — de ceux qui ont moins d'expertise qui pourraient, grâce à l'IA générative, se voir en quelque sorte « augmentés » quand l'IA est introduite. Cependant, ce que l'on constate actuellement, c'est que l'IA est souvent introduite comme un moyen de réaliser des économies et des réductions de coûts.

On n'a qu'à rappeler aussi ce qu'il se passe dans la fonction publique, où aucun projet d'IA ne peut être déployé et éligible aux fonds de financement de la transformation publique sans qu'il ne soit adossé et accompagné de réduction d'effectifs.

D'un côté, on annonce que l'IA va améliorer le service public et l'expérience des usagers et des agents, mais de l'autre côté, il n'y a pas de financement possible sans réduction d'effectifs.

Le troisième point sur lequel je veux insister — et que Vincent a mentionné — c'est celui de la délégation de pouvoir. D'un côté, il y a un décalage entre les promesses et la réalité. De l'autre, on a une forme de prétexte de l'IA alors que d'autres impératifs de rentabilité et capitalistes sont à l'œuvre.

On observe aussi une forme de délégation aux sachants. Ce que l'on constate aussi, c'est qu'y compris du côté des chefs d'entreprise, ceux-là mêmes qui sont en capacité de décider des

orientations stratégiques et de l'introduction de ces systèmes-là, il y a une méconnaissance de ce qui se noue et de ce qui se joue quand ils vont introduire ces systèmes-là.

On peut clairement parler de délégation aux sachants. On se retrouve parfois dans des situations où il y a à la fois une délégation de maîtres d'œuvre et de maîtrise d'ouvrages. Cela signifie que, même en tant qu'organisation ou entreprise qui va intégrer le système d'intelligence artificielle, vous êtes en situation de dépendance avant même que le système ne soit introduit.

Ensuite, il y a ce qui se passe dans l'entreprise, dans les métiers. C'était le point de Vincent. Aujourd'hui, on le sait, et heureusement qu'on est en capacité petit à petit de faire remonter ces éléments-là : il n'y a pas de déploiement de système d'intelligence artificielle réussi si on ne prend pas en compte les enjeux de l'organisation et des métiers. C'est un point qui a été souligné ce matin, particulièrement par Matthieu. C'est un point que vous avez rappelé à l'instant.

On se rend compte — ce qui paraît assez évident — que dès lors qu'une décision est prise, on associe les métiers voire que l'on rentre dans une logique d'expérimentation, de retour, de test pour voir si effectivement cette solution est adaptée aux métiers : oui, les promesses sont là ou ne sont pas là, alors ce sont des conditions favorables à un déploiement réussi. Ça passe par l'implication des représentants du personnel et par le dialogue social.

Nous avons — et nous pouvons les mobiliser — des études maintenant qui remontent. Je pense notamment à une étude d'un institut canadien qui s'appelle l'OBVIA qui a mené une enquête auprès de déploiements de projets dans l'administration publique.

Cette étude conclut clairement que dès lors que les projets ont été accompagnés de discussions, de dialogues avec les représentants du personnel et les agents concernés, les conditions de déploiement et donc de gains de productivité et d'efficacité qu'on pouvait escompter sont présentes.

Delphine :

Merci. Sur le développement de l'IA dans les différents domaines, j'ai une question pour Salim. Est-ce que, sur le plan industriel, on peut dire que l'IA va pouvoir davantage se développer ? Sur le secteur industriel que tu connais un peu plus ?

Salim MOUNIR ALAOU :

Sur le plan industriel, l'IA se développe et continuera à se développer, il n'y a pas le choix. C'est qu'on soit d'accord ou non.

Mon point était surtout de s'assurer que l'orientation qu'elle prendra inclut des facteurs humains.

En France, nous sommes d'ailleurs en retard par rapport aux grands acteurs aux États-Unis et en Chine. En Chine, la reconnaissance faciale est déjà utilisée comme dans Minority Report : ils entrent dans un magasin, ils connaissent le client et ils lui montrent des publicités qui lui vont. Cela arrivera aussi en France et continuera à se développer.

À mon avis, réagir de manière défensive ne nous apportera pas grand-chose et risquerait de nous retarder encore plus. Il faut plutôt travailler sur l'orientation de cette IA et inclure les valeurs françaises et celles de la CGT dans la programmation et l'apprentissage de ces algorithmes.

La fuite en avant de l'IA : des comportements façonnés à la régulation

Delphine :

Merci. Cela nous emmène à notre deuxième question sur la fuite en avant de l'intelligence artificielle, les comportements façonnés à la régulation et la question de comment l'intelligence artificielle influence les pratiques sociales depuis la captation des données jusqu'à la rentabilité attendue du système. Vincent ?

Vincent MANDINAUD :

Je prends. Avant de répondre, je rebondis sur les questions de productivité. Dans les études qui nous sont proposées, c'est quand même la productivité individuelle qui est mesurée. C'est-à-dire que l'on va voir si l'on répond dans un call center plus rapidement, avec moins d'erreurs, avec plus de satisfaction du client. Pareil pour le consultant.

Or, on peut imaginer que la productivité ou que la performance d'une organisation se regarde aussi à l'échelle collective. C'est donc important de se le dire au regard du point que j'évoquais tout à l'heure en disant que peut-être cela allait générer des tensions dans les collectifs de travail.

Si cela augmente la productivité des uns, que cela ne fait rien à la productivité des autres et que cela met en concurrence les uns et les autres, ce n'est pas sûr qu'au final la productivité ou les performances collectives soient tout à fait gagnantes.

Après, tu as dit un point qui je pense est tout à fait important.

Ce que je trouve fou, c'est qu'on se repose des questions dont on connaît déjà la réponse et on se redit des choses qui sont déjà réglées depuis longtemps.

Cela fait presque quarante ans ou cinquante ans que la sociologie des sciences et des techniques a expliqué, en long, en large et en travers, en France et à l'étranger, que ce n'est pas la qualité intrinsèque des technologies qui fait leur performance. **Ce qui fait la performance, c'est l'adoption par le milieu.**

De ce point de vue, il faut prendre soin des milieux et notamment des milieux de travail. C'est donc un atout, une force, une opportunité pour les représentants du personnel et les syndicats, qui connaissent les rouages, les fonctionnements et les dysfonctionnements des organisations.

Sur la fuite en avant, c'est assez poussé. Ce matin, cela a été je crois bien formulé. Derrière les technologies, ce sont beaucoup d'investissements financiers. Il y a donc une attente de retour sur investissement.

Derrière, cela vient organiser et façonner des styles managériaux, ce qui pousse en ce sens et en même temps se heurte à des réalités. C'est-à-dire que même s'ils poussent en ce sens, ils voient que cela ne marche pas forcément. Les managers eux-mêmes sont parfois dans des situations compliquées de

tension et de dissonance cognitive. Je pense que c'est important de le signaler.

Delphine :

Comment les IRP — les représentants du personnel — peuvent-ils justement prendre part au débat dans le dialogue social ?

Salim MOUNIR ALAOUI :

Il y a le dialogue social. Il y a aussi le dialogue professionnel au sens du dialogue dans les équipes et dans la relation qu'ils entretiennent avec le management. Votre question est technodéterministe. C'est-à-dire qu'elle fait comme si les IA allaient façonner les comportements.

On peut aussi renverser : **on peut se demander comment nos comportements, nos activités et nos relations sont en mesure de façonner ces systèmes, de les réorienter et c'est ta proposition, de les recalibrer, de les mettre à notre main.**

De ce point de vue, il me semble qu'il faut refaçonné des capacités de compréhension. Nous sommes face à des systèmes qui apparaissent très complexes et très techniques. Nous nous sentons parfois démunis donc il faut aussi se mettre à l'aise avec cela, y compris en se disant : « Je ne suis pas expert en IA, je ne suis pas expert en technique, mais je

suis par contre expert en travail et je peux donc dire des choses intéressantes. » Il faut se mettre à l'aise, il faut retrouver des capacités d'action.

Sur la question de l'IA et plus globalement du numérique, nous avons en gros 6 préconisations. Le management ne se limite pas au suivi et au contrôle de l'activité des individus. Nous plaillons pour un management du travail, c'est-à-dire un soutien managérial à l'activité de travail.

Nous pensons également que les projets, tels qu'ils sont organisés aujourd'hui, sont mal conçus et qu'il faut revisiter le management de projets.

Les 6 propositions ou recommandations que nous formulons sont les suivantes. Il faut pouvoir interroger ces projets. Il y a peut-être 6 dimensions à interroger avant de lancer un projet ou lorsque le projet arrive.

La première question à se poser est : pour qui est-il utile et en quoi est-il utile ? On sait que si les projets ou les technologies sont uniquement orientés vers la productivité sur le papier, à la fin, ils n'atteignent pas leurs promesses parce que les problèmes reviennent par la fenêtre.

Pourquoi ? Parce que dans une organisation, il n'y a pas une seule rationalité, il y en a plusieurs. Il y a des conflits de rationalité.

Plutôt que de faire semblant qu'ils n'existent pas, il vaut mieux les prendre en considération, essayer de considérer qu'il y a de multiples utilisés et donc essayer de voir comment on peut les prendre en considération. Il y a donc une première question à se poser qui est celle de l'utilité, des utilités.

La deuxième, c'est celle de l'accessibilité. À qui ces machines seront-elles accessibles ? Seront-elles accessibles à tout le monde ? Oui ? Non ? Si oui ou non, pourquoi ? Aujourd'hui, même sans parler d'IA, il existe de nombreuses plateformes collaboratives dans les entreprises. Vous voyez bien que tout le monde n'a pas accès au même niveau. Les droits sont différenciés. Il y a une hiérarchie. Il faut donc pouvoir interroger cette hiérarchie qui est l'ingénierie du pouvoir disséminée à travers ces outils.

Mais au-delà de l'accessibilité des outils, il y a aussi l'accessibilité des informations sur ces projets. On nous demande parfois de prendre position sur des projets alors que nous n'avons pas beaucoup d'informations à leur sujet. Comment récupère-t-on, comment accède-t-on à l'information sur ces projets ?

Il y a donc la question de l'accès aux outils, l'accès à l'information, mais aussi l'accès aux données. On sait que ces outils numériques vont générer des données, mais ce sont aussi vos données puisque c'est vous qui les avez fabriquées en cliquant.

Comment les travailleurs, les équipes, les représentants du personnel peuvent-ils donc disposer de ces données pour peut-être objectiver et contredire, ou en tout cas avoir une lecture alternative sur la réalité de l'activité ou des promesses qui sont attachées à ces outils, et ainsi pouvoir objectiver les choses ?

La troisième, c'est celle de l'utilisabilité. Je l'ai dit tout à l'heure. L'interface de ChatGPT est tellement simple que personne ne peut y résister. Le problème ergonomique qui est posé, c'est qu'avant, on disait qu'il fallait améliorer les interfaces parce qu'elles étaient trop pénibles, donc personne ne les utilisait. Maintenant, c'est qu'elle est trop simple, trop bien conçue. Comment résister à quelque chose d'aussi succulent pour reprendre la formule de ce matin, ou appétissant ?

C'est une question. Comment apprenons-nous à résister à la tentation, d'une certaine façon ?

Enfin, les 3 autres questions sont : comment discute-t-on de ces projets ? Avec qui discute-t-on ? Où discute-t-on ? Il n'y a pas de raison que ces projets ne soient pas discutables, que ces technologies ne soient pas discutables.

Il faut donc évidemment réintroduire la mise en dialogue, à la fois dans les instances, mais parfois c'est bloqué dans les instances. Il faut aussi compter sur le droit d'expression des salariés et sur des dialogues qui se passent hors instance.

La question est : jusqu'où va-t-on dans les discussions ? Est-ce qu'on discute simplement de la trace laissée par le bulldozer ? Est-ce qu'on la change sous une forme ou sous une autre ? Ou bien, on discute un peu du fond et on se dit aussi que la discussion doit pouvoir porter sur le fait d'abandonner un projet, de le réorienter ou de le concevoir un peu différemment ?

Ensuite, le sens de ces projets : est-ce que ces projets sont compris ? Ont-ils du sens par rapport au métier ? Tu disais que ça marche si ça colle avec le métier. Comment ces projets sont-ils rendus sensés ?

Le sens ne vient pas de la pluie,

il ne tombe pas du ciel, il ne vient pas du mode d'emploi. Il vient précisément parce que les différents interlocuteurs de l'organisation peuvent s'exprimer, peuvent dire : « Moi, je pense ça. Toi, tu penses ça. Toi, tu penses encore autre chose et toi encore autre chose. »

Ce n'est pas grave s'il n'y a pas de consensus. L'important, c'est qu'on puisse se situer dans une espèce de cartographie qui puisse nous aider à nous situer et à produire du sens, y compris du sens qui est discutable.

Il ne s'agit pas d'être monolithique, il ne s'agit pas d'être idéologique, il s'agit de composer avec la variété et la diversité des représentations.

Enfin, il y a un point qui me paraît complètement décisif. C'est que ça ne sert à rien de réunir les gens pour les faire discuter, y compris pour produire du sens, si on n'est pas capable derrière de transformer les choses. Et donc, d'adapter les projets, d'adapter les outils à la réalité des besoins métiers, à la réalité des contextes d'usage. Si on n'est pas capable d'adapter ces engins à la réalité du travail, on court au-devant de franches déceptions.

Delphine :

Merci, Vincent. Odile, tu veux réagir ?

Odile CHAGNY :

Il y a, dans la logique de ce que présente Vincent, dans ce qu'ils appellent à l'Anact les 6 points de la boîte noire de l'algorithme.

Il y a une logique de boîte à outils pour voir comment on peut agir.

Je veux donc apporter des compléments sur ce qui est à disposition, ce qui peut être à disposition en mentionnant notamment des travaux que nous menons ensemble avec l'Anact

et des organisations syndicales, en particulier la CGT, pour voir comment on peut activer ces leviers.

L'idée est vraiment de se dire qu'il faut être en capacité d'interroger l'opportunité et l'utilité de créer une forme de dialogue qui soit en quelque sorte un peu permanente. Cette logique est vraiment importante puisqu'il y a l'idée de dire qu'il y a des points de vigilance au moment où on l'introduit, la déploie, et au moment où on va l'adapter.

Cela nous permettra de reprendre en quelque sorte le pouvoir — puisqu'il s'agit de ça aussi — c'est de comprendre à un moment donné ce qui se passe quand un système d'intelligence artificielle est introduit. Où est-ce que je peux mettre du dialogue ? Où est-ce que je peux agir ? Où est-ce que je peux, moi, en tant que représentante du personnel, être présente pour questionner la Direction au moment opportun ?

Être en capacité de dire : « Stop »

Peut-être il faut qu'on arrête, qu'on pense notre déploiement autrement, mais même en amont, ne serait-ce que de se demander quels sont les systèmes d'intelligence artificielle qui existent dans mon entreprise. Cela ne passe pas par un questionnement simple. Il faut être en capacité de faire une forme de registre de ces systèmes d'intelligence artificielle, par exemple.

Ce sont clairement des outils et des leviers qui peuvent être activés. Il y a besoin de leviers opérationnels et très concrets pour être en capacité d'appréhender l'ensemble des questionnements que pose Vincent.

Un point que je voulais amener en amont, qui était pour moi dans ma compréhension de cette question : des comportements façonnés à la régulation, pour moi, **cela renvoie aussi à une réflexion sur le type de contrôle lié et associé à ces systèmes d'intelligence artificielle.**

On parle beaucoup du management algorithmique comme étant une forme de comportement humain — au sens générique du terme, que ce soit homme ou femme — nous, travailleurs, façonnés, dirigés et assujettis à la machine.

Il est vrai qu'il y a effectivement une réflexion extrêmement structurante et importante à avoir pour comprendre si, oui ou non, l'intelligence artificielle amène à des modalités de contrôle qui sont nouvelles.

Nous avons commencé à travailler collectivement sur ce sujet par une réflexion sur le management algorithmique. Le management algorithmique a notamment fait l'objet d'un article dans la directive des plateformes numériques, car c'est par ces plateformes numériques que nous l'avons vraiment visualisé de manière concrète dans la vie de tous les jours.

Cela renvoie principalement à la relation du travailleur par rapport à la machine, à l'algorithme, à la plateforme. Mes actions sont dictées et je suis surveillée par la machine. Cette notion de surveillance et d'assujettissement de mes actions et de mes décisions à la machine est essentielle.

Ce qui me paraît important, c'est de se dire qu'il ne s'agit pas seulement d'une relation entre moi, individu travailleur, dans

les actions ou décisions que je vais prendre. Fondamentalement, l'intelligence artificielle va m'aider à prendre une décision, à faire quelque chose. Il y a une dimension d'interaction qui est fondamentale.

Le contrôle et la notion de contrôle qu'on peut lier aux systèmes d'intelligence artificielle vont beaucoup plus loin. Cela impacte toute la dimension organisationnelle. C'est-à-dire que cela permet des formes de contrôle managérial, y compris de contrôle des métiers de l'entreprise qui échappent à toutes les parties prenantes et à tous les acteurs dans l'organisation.

Il ne s'agit pas — et je pense que c'est ce point sur lequel je voulais insister — de se dire que c'est moi, en tant que travailleur, qui suis contrôlé. C'est le cas. En effet, lorsque je fais mes plannings à La Poste, je n'ai plus le choix, car cela m'est imposé par l'intelligence artificielle. Si je veux y déroger, je dois passer par mon N + 2 qui lui-même ne peut pas déroger à la machine.

C'est toute l'organisation des plannings qui est modifiée. Ça veut dire que c'est tout le métier associé aux plannings qui est impacté. Cela renvoie réellement aux 3 cas d'usage que mentionnait Matthieu ce matin.

C'est-à-dire que d'un côté, il y a le gadget. À l'autre bout du spectre, il y a le remplacement de mon travail. Mais il y a tout cet interfaçage organisationnel dont parlait Matthieu qui est essentiel.

Il faut que nous dépassions ce raisonnement dans lequel nous nous enfermons souvent. Dans les études d'impact, nous avons très souvent une approche par tâches : cela va augmenter certaines tâches, en supprimer d'autres. Non, c'est une appréhension beaucoup plus globale du travail

qui est concernée, et le contrôle est organisationnel.

Cela signifie aussi potentiellement que ce contrôle échappe à l'entreprise. C'est pourquoi une forme de réappropriation collective ne peut passer que par une approche collective des impacts que cela a.

Salim MOUNIR ALAOUI :

On a beaucoup parlé de la fuite en avant au niveau social, au niveau management, au niveau entreprise. C'est effectivement quelque chose où l'on doit faire attention. D'ailleurs, je suis preneur des 6 points, ça m'intéresse beaucoup.

Après, on n'a pas du tout abordé la fuite en avant de l'intelligence artificielle elle-même, parce que ça existe. Aujourd'hui, ChatGPT, que tout le monde connaît, donc je préfère parler de ça même si c'est un des outils d'intelligence artificielle les plus basiques. Sa force réside surtout dans les données qu'il utilise. Il a suivi un apprentissage sur des données choisies, etc. Il y a d'autres entreprises qui veulent faire à peu près la même chose.

Si on suppose qu'on prend un type de ChatGPT, qu'on le lance sur le web et qu'on lui dit : « Vas-y, apprends par toi-même à travers ce qu'il y a sur le web », si on fait ça, l'intelligence artificielle qui revient est raciste, homophobe, antisémite, etc. parce que c'est ce qu'il y a sur le web. Si on lui donne des données avec tous ces biais, l'intelligence artificielle va fuir en avant et va apprendre sur ces données, et elle risque à terme de commettre des actes illégaux.

Pour une entreprise, c'est important parce que si l'intelligence artificielle fait quelque chose d'illégal, c'est la responsabilité de l'entreprise. Cela peut les pousser à être critiques, non pas parce qu'ils sont sympas et veulent le bien-être de leurs

salariés, mais parce qu'ils peuvent être poursuivis en justice si une intelligence artificielle, un call center, ou un robot automatique répond de façon raciste à un client. C'est l'entreprise qui est responsable et non l'intelligence artificielle. C'est une fuite en avant possible et c'est quelque chose sur lequel on peut sensibiliser les entreprises, car cela les embête. Ça les touche au portefeuille.

Une deuxième fuite en avant — et c'est déjà arrivé — concerne les outils RH qui permettent de recruter et de sélectionner des CV, de les proposer à l'employeur en utilisant de l'intelligence artificielle.

Là aussi, une fuite en avant est évidente. On peut se retrouver à faire de la discrimination homme/femme parce que l'intelligence artificielle — selon les données qu'on lui apprend et qu'elle optimise — peut faire preuve de misogynie basique. C'est aussi une fuite en avant potentielle.

Il y a aussi le process mining. Ce sont les transformations d'entreprises, l'optimisation des ressources et des méthodes de travail. En Chine, ce process mining commence à devenir très à la mode. Par exemple, il a été proposé que les salariés aillent aux toilettes avec leur portable pour gagner du temps. L'intelligence artificielle n'a rien d'humain, donc elle peut effectivement proposer que, lorsque vous allez aux toilettes, vous preniez votre portable pour continuer à travailler parce que vous êtes assis confortablement.

Tout cela représente des fuites en avant auxquelles les entreprises sont sensibles. Cela touche aux travailleurs, bien sûr, mais aussi à leur productivité et à leur image si elles se retrouvent à faire ce genre de choses.

Je prends l'exemple de notre entreprise, Orange. Nous avons fait ressortir tous ces biais et

tout ce qu'un service client ou les poursuites judiciaires pourraient engendrer si notre intelligence artificielle faisait n'importe quoi. Nous avons donc mis en place une charte.

Le problème, c'est que c'est la Direction qui l'a mise en place. Je me suis battu pour que les organisations syndicales soient impliquées dans l'élaboration de cette charte. Nous avons obtenu gain de cause.

Une charte, ce n'est pas contraignant, c'est juste pour dire : « Nous sommes beaux, nous sommes gentils, nous faisons une charte. » On essaie de définir des règles réelles et que cette charte soit appliquée et contraignante, et non pas juste des recommandations.

Nous avons demandé qu'il y ait dans le document universel — le DUERP, pour ceux qui connaissent un peu le niveau syndical — les risques de l'intelligence artificielle, qu'ils y soient mentionnés et que chaque année, on fasse un retour sur les potentiels risques de cette intelligence artificielle. Cela a été accepté.

En troisième point, j'avais demandé que tous les projets en interne qui travaillent sur l'intelligence artificielle aient une vision organisation syndicale, donc une vision des salariés, sur ce qui sera fait et si c'est bien dans les normes morales d'Orange. On se targue d'avoir des normes morales mais encore faut-il que ce soit vérifié et suivi.

Ce sont donc des petites victoires. La question n'était pas ce qu'on peut faire au niveau des entreprises. Nous avons eu des petites victoires, mais ce n'est vraiment que le début. Il y a encore énormément à faire.

Si nous, organisations syndicales, ne nous impliquons pas, nous

aurons une fuite en avant totalement incontrôlée et ce sera la justice qui s'en occupera par rapport aux entreprises. Mais il vaut mieux ne pas en arriver là, il vaut mieux que nos organisations syndicales fassent leur travail de contrepouvoir et de contrepoids aux décisions de l'entreprise, surtout en matière d'intelligence artificielle. Merci.

Delphine :

Une question me vient. Est-ce qu'on peut avoir recours à une expertise projet quand un nouvel outil d'intelligence artificielle est présenté, par exemple, à des élus en CSE ?

Vincent MANDINAUD :

C'est une bonne question. Il y a une jurisprudence de 2022 du tribunal de Pontoise qui met en évidence, parce que les textes ont été changés avec les ordonnances. Avant, il fallait démontrer a priori les incidences conséquentes de l'introduction d'une nouvelle technologie sur l'organisation et les conditions de travail pour justifier une expertise.

Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

Il suffit de démontrer l'existence d'une nouvelle technologie. Une nouvelle technologie, c'est quoi ? Soit c'est une technologie qui n'existait pas, jamais, nulle part dans le monde, soit une technologie qui existait dans le monde mais qui est introduite dans l'organisation, soit même une technologie qui existait dans l'organisation mais qui est réarticulée avec un autre process organisationnel.

En droit, c'est possible, mais il y a le droit tel qu'il est écrit par le règlement, par la loi, par la jurisprudence, et puis il y a le droit tel qu'il est pratiqué. Je trouvais assez juste ta remarque sur : « Sinon c'est la justice qui va s'en occuper. » Mais la justice, il faut pouvoir y rester. Ça prend du temps, ce sont des coûts, ce sont

des moyens. Il y a donc le droit tel qu'il est pratiqué, et parfois il est pratiqué parce qu'il n'est pas appliqué. Oui, c'est possible. Il faut réclamer. Après, la question du recours et de la contradiction, je ne vais pas vous l'apprendre, c'est du rapport de force.



L'IA peut-elle nous contrôler ?

Dépolitiser le pouvoir, artificialiser le pouvoir

Tout à fait. Cela nous emmène à notre dernière question sur le pouvoir. L'IA peut-elle nous contrôler ? Vaste question entre dépolitisation du pouvoir et artificialisation du pouvoir. Pour commencer, Vincent, tu as le micro.

Delphine :

introduisait une donnée, on créait un programme, on faisait tourner une machine pour calculer et cela produisait une sortie. Ce sont les anciennes IA.

Les nouvelles IA, comme la machine learning et le deep learning, ce n'est pas ça. Elles fonctionnent différemment. On introduit une donnée d'entrée, par exemple des informations provenant du web, et on spécifie la donnée de sortie souhaitée comme des images de chats. La machine va alors articuler la donnée d'entrée et la donnée de sortie. Mais toi, tu n'as pas la main dont elle fait le job.

On délègue à la machine la capacité à produire cette articulation et à établir la règle. C'est bluffant parce que la machine fait des articulations que nous ne sommes pas capables de faire en raison du volume énorme de données, qui n'est pas traitable humainement.

Du coup, ce qui est important là-dessus, c'est que tu délègues à la machine le fait de produire la règle, et tu es incapable de suivre comment elle construit cette règle parce qu'il y a trop de volumes. Cela devient donc une sorte de boîte noire, un truc obscur.

Cela soulève donc des questions de confiance envers les résultats produits par la machine, mais aussi des questions sur les règles de métier. Avant, c'était le programmeur qui fabriquait la règle du programme. Maintenant, c'est la machine qui fabrique sa propre

règle. Cela pose donc également des questions de pouvoir, de comment on délègue le pouvoir et notamment sur qui a le pouvoir de définir la règle et quelle est la place des professionnels dans cette production.

Les professionnels des règles de métier étaient déjà concurrencés par d'autres règles : des règles de gestion, des règles de fonctionnement, des règles de droit, tout ce que vous voulez. Mais là, il y a aussi une capacité technologique à produire de la règle.

Pour répondre à la question sur le pouvoir, il faut commencer par dire que c'est plein de fantasmes. Le premier, c'est que cela serait une source de progrès, par essence, parce qu'au fond, le progrès humain, le progrès économique et le progrès social suivraient le progrès technique, ils découleraient du progrès technique. Il y a donc un fantasme qui est véhiculé autour de la promotion des IA dans cette veine-là.

Il y a un fantasme inverse qui est le fantasme de la désolation. Cela serait une source de désolation. En gros, cela serait une déshumanisation, une rupture des liens sociaux, une dégradation environnementale, une colonisation de l'espace vécu, tout ce que vous voulez.

Et puis, il y a un troisième fantasme qui est le fantasme de la neutralité. Les machines seraient neutres et

Vincent MANDINAUD :

Pour introduire la réponse à cette question, il faut repartir un peu de la question précédente et de la fuite en avant technologique. On parle d'IA, mais cela ne veut pas dire grand-chose. Cela peut renvoyer soit à une discipline scientifique à la croisée de multiples domaines, soit ça peut renvoyer à un monde industriel, technico-économique.

Et puis, surtout, il y a une histoire de l'IA. En termes de science, l'IA a 70 ans. C'est donc vieux mais c'est présenté comme quelque chose de tout neuf. Il y a déjà eu plusieurs étés et hivers de l'IA, ça s'est cassé la gueule, ça monte, ça vient, ça dépend.

Par contre, ce qu'il s'est passé là, c'est que par le passé nous avions des IA symboliques où, en gros, on

au fond, seuls les usages seraient déterminants. Je pense que tous ces fantasmes-là recouvrent une certaine part de réalité, de vérité, mais une part seulement parce qu'ils masquent aussi un certain nombre de choses.

Parmi les autres fantasmes véhiculés, il y a celui de l'objectivité via la machine. En gros, parce qu'on pourrait tracer vos comportements, on saurait mieux que vous finalement quelle est la norme sociale en vigueur. Et donc, derrière le numérique, derrière la trace et derrière l'IA, c'est la fin de la théorie. Il n'y a plus besoin de théorie parce qu'il suffirait de suivre et de tracer les comportements pour accéder à un réel qui serait plus vrai que ces réels énoncés en mode théorique.

Il me semble donc que c'est un point important parce que cela vient discuter de la capacité intellectuelle à se projeter, y compris sur des trucs qui ne sont pas forcément vrais mais qui sont des orientations, des dynamiques, des vecteurs d'action.

Là, il y a quelque chose, à mon avis, d'un peu compliqué du point de vue du pouvoir si on perd la capacité à se projeter, y compris sur des théories qui ne sont pas le réel et qui sont décalées par rapport au réel, mais qui précisément nous font bouger.

Après, il me semble que sur cette question de pouvoir, évidemment, il y a la place des partenaires sociaux là-dedans. Il y a aussi un truc compliqué à gérer. C'est que — y compris quand on regarde l'accord-cadre européen — le dialogue social, classiquement, ce sont les directions et en face les représentants du personnel. C'est le schéma classique. Les deux se disputent le pouvoir sur l'organisation, bien qu'il y ait des asymétries.

Mais là, ce qui est manifeste, c'est que le pouvoir sur l'organisation, le pouvoir de transformation de l'organisation, échappe aux deux parties. Il échappe aux dirigeants et aux représentants du personnel parce qu'il est logé chez les fournisseurs de technologies qui, eux, ne sont pas dans le cadre du dialogue social.

Cela remet donc ici en question le fonctionnement même du dialogue social ainsi que les compétences dont il faudrait pouvoir disposer pour reprendre un tant soit peu la main sur cette puissance de transformation qui échappe.

Il me semble qu'à ce jour, l'enjeu pour le dialogue social, pour la démocratie sociale, c'est — d'une certaine façon — de se doubler d'une forme de démocratie technique. Cela demande donc aussi de développer des compétences. Je sais que les organisations syndicales, les élus et même les chefs d'entreprise ont bien d'autres choses à faire. Je suis désolé de rajouter une couche, mais il me semble que si on ne le fait pas, on risque de tourner un peu en rond et de passer à côté des enjeux.

Pour revenir sur un aspect plus pratique, les IA génératives rentrent et les gens les utilisent sans le dire. Ils ont l'impression de gagner du temps, donc ils se

disent : « Moi, je fais en trois jours ce que je pouvais faire en cinq, et du coup, je ne le dis pas trop. Comme ça, pendant les deux jours qui restent, je fais un peu ce que j'ai envie. »

Les entreprises finissent par s'en rendre compte, bien sûr, et elles vont donc reprendre la main. Ce qui était vécu comme un gain de productivité personnel, permettant de générer des marges de manœuvre, va bientôt se retourner contre soi.

Quand les entreprises comprendront que je peux accomplir en trois jours ce que tu dis pouvoir faire en 5, elles te diront : « Maintenant, tu vas le faire en trois jours, et donc nous allons augmenter ta charge de travail. » Derrière cela, il y a une intensification du travail qui se profile. On croit donc être bien malin, mais il se pourrait qu'on soit légèrement rattrapé par le caractère corporate de l'appropriation par les boîtes.

Le dernier point, concernant les questions de pouvoir, il me semble que nous ayons à faire à un double renversement. L'IA Act est conçu pour réglementer le marché européen des IA. Il vise à protéger les entrepreneurs de l'IA, à éviter les contentieux, à favoriser le business et la croissance, etc. Évidemment, il respecte un certain nombre de droits fondamentaux européens mais il n'est pas du tout destiné à protéger les travailleurs.

Ce qui est important, c'est que dans l'espace médiatique, on oppose généralement les tenants de l'innovation et les tenants de la régulation. Mais ici, ce qui est intéressant, c'est que ceux qui ont rédigé le règlement étaient les innovateurs et le règlement sert les innovateurs.

Ainsi, les innovateurs prennent le contrôle de l'espace de régulation, dépossédant d'une certaine

façon les acteurs classiques de leur capacité à réguler. C'est un premier renversement qui me paraît important.

Face à cela, on peut aussi se demander : comment les acteurs classiques de la régulation peuvent eux-mêmes innover dans leur façon de travailler et de défendre leurs intérêts ? Pour le moment, il y a une sorte de vide qu'il s'agirait de combler.

Delphine :

Odile ?

Odile CHAGNY :

Je vais tout de suite partir du règlement sur l'intelligence artificielle parce que c'est un terrain d'enjeu de pouvoir et de contestation. Ce terrain a été effectivement à l'avantage des producteurs et des éditeurs, mais aussi dans un contexte très particulier où le fondement juridique du règlement, c'est le marché unique, c'est l'article 104 du Traité de fonctionnement de l'Union Européenne.

D'une certaine manière, on peut dire que c'était un peu fichu d'entrée, puisque vous avez, je pense, dans les considérants, à peu près 60 fois mentionné les droits fondamentaux. Mais l'enjeu du règlement sur l'IA, comme vient de le rappeler Vincent, c'est d'abord un enjeu sur des produits et des services qui seront mis sur le marché, sur la sécurité et la protection de ces éditeurs-là, et d'obliger tous ceux qui l'utiliseront à respecter un certain nombre d'obligations une fois que c'est déployé dans le monde du travail.

Je pense malgré tout qu'il faut avoir conscience que ça a été un terrain de pouvoir et de lobbying qui a débouché aussi sur des arbitrages en faveur de l'innovation, à un moment donné où l'on avait à un certain moment de la discussion sur le règlement quelque chose

qui s'était rééquilibré.

Nous sommes à quelques jours des élections européennes. Il faut aussi se rappeler qu'à un moment donné, dans la discussion sur le règlement, la dimension du travail était montée avec l'idée de dire qu'il fallait beaucoup plus associer les représentants du personnel, et mettre en place des études d'impact notamment sur les droits fondamentaux.

Cette étape importante de mai 2023 du Parlement européen a fait long feu, et en particulier du fait de l'exercice d'un certain nombre d'acteurs, en particulier français. La présidence française a joué un rôle important dans ce contexte, notamment Mistral, qui a créé un certain nombre d'exceptions et d'obligations sur certains systèmes à haut risque.

Le résultat dont il faut vraiment que nous ayons conscience, c'est que de ce terrain de contestation qu'a été la régulation, la propre production de la régulation de l'échelon européen, découle un règlement qui effectivement est déséquilibré. Il aurait pu l'être moins ; À un moment donné, il l'a été moins. Mais il est déséquilibré de plusieurs points de vue.

Je vais insister sur trois points qui sont des manquements, qui amènent à des questionnements sur la façon dont ils peuvent y répondre. On parle énormément de contrôle humain, l'humain au contrôle. Il faut que nous soyons clairs et cela renvoie tout à fait à ce que disait Salim : on ne sait pas ce que cela veut dire, l'humain au contrôle.

On veut garantir le principe que l'humain reste au contrôle, mais de facto, avec certaines évolutions récentes des systèmes d'intelligence artificielle, on ne sait pas si l'on peut garder le contrôle. De fait, les textes européens ne définissent pas ce que l'on

entend par le contrôle humain. Dès lors que l'on ne le définit pas, finalement, on ne peut pas le qualifier ni instaurer des règles permettant de le respecter.

Le second point qui est essentiel, c'est la dimension des droits fondamentaux. Les droits fondamentaux sont cités dans tous les considérants. On fait référence à la Charte Européenne des Droits de l'Homme, on fait référence dans tous les considérants aux droits fondamentaux.

Vous lisez beaucoup de textes — et je suis moi-même étonnée de voir cela parce qu'à chaque fois, je dois me replonger dans le règlement pour m'assurer que j'ai bien lu le règlement — qui vous disent : « Pas de souci, les droits fondamentaux sont garantis par le règlement. » Discrimination, etc. tous les droits qui sont quand même essentiels dans le monde du travail. De fait, ce n'est pas le cas.

C'est-à-dire que vous avez des études d'impact qui vont incomber à certains producteurs de systèmes d'intelligence artificielle, mais qui sont — comme on le rappelait aussi ce matin dans la discussion — des obligations limitées, contingentes et un certain nombre de systèmes d'intelligence artificielle.

Cela veut dire qu'en l'état, si on se pose ne serait-ce que sur ces deux dimensions, cela signifie quoi, garder le contrôle humain ? Alors qu'il y a dans tous les textes européens, toutes les chartes, tous les textes produits sur l'intelligence artificielle depuis 2019 à la nouvelle commission, Human has control, c'est partout. Nous ne savons pas ce que nous entendons par contrôle humain. Par ailleurs, nous n'avons pas de garantie des droits fondamentaux.

En l'état, il faut effectivement se dire : finalement, nous avons des obligations qui imposent des obligations à des producteurs, de

l'auto-évaluation. Qu'est-ce qui reste comme contrôle ? Le contrôle de premier niveau, en quelque sorte, c'est le représentant du personnel dans l'entreprise quand ce système va rentrer.

C'est là où, fondamentalement, on est en capacité par rapport à ce flou et à ces manquements d'obligations de prise en compte des impacts sur le travail, de réfléchir et d'envisager des formes de contrôle que l'on peut organiser au niveau de l'entreprise une fois que le système est rentré.

Un dernier point, je terminerai là-dessus. Au-delà des questionnements qu'on peut avoir sur le dialogue social, il y a des réflexions qui sont menées aussi sur quelle approche on a de l'objet technique, de l'algorithme : l'objet existe-t-il ou préexiste-t-il ? Ne peut-on pas, tout simplement, le façonner ? Parce que reprendre le contrôle, c'est ça.

Il y a des développements très intéressants et féconds — me semble-t-il — qui ont été menés par des chercheurs plutôt en sciences de gestion, qui se sont posés sur des algorithmes très contraints par la loi, et en particulier les algorithmes du trading à haute fréquence en Allemagne.

On se rend compte que, du moment que vous imposez à l'algorithme en quelque sorte un comportement, donc l'algorithme est d'emblée contrôlé — c'est-à-dire qu'il doit respecter un certain nombre de règles, toutes les règles prudentielles des systèmes bancaires et, notamment sur le trading à haute fréquence — alors, l'algorithme fait ce que l'on lui dit de faire.

De l'autre côté, on a une approche qu'on pourrait qualifier de comportementaliste de l'algorithme. Reprendre le

pouvoir signifie que l'algorithme fait ce pour quoi il est destiné, et non pas ce que je dois faire pour m'adapter à ce qu'il va me dire, en tenant compte de tous les éléments de contrôle associés.

Une autre approche dont il faut vraiment avoir conscience, c'est celle du RGPD. C'est une forme d'approche un peu « essentialiste. C'est-à-dire que l'algorithme existe. Mes données personnelles sont désincarnées même si elles sont très liées à ma personne. Je régule cette approche-là qui pose l'objet technique, l'algorithme, comme préexistant à ma propre volonté de le façonner.

Cette approche-là, entre ce qu'on appelle une approche comportementaliste — behavioriste en anglais — et essentialiste est aussi un moyen de reprendre le pouvoir. Les déclinaisons incluent tout ce que l'on entend par « by design », « ethics by design », « social by design. »

Cette façon de
penser en amont la
capacité d'imposer à
l'algorithme de faire
ce qu'il doit faire et
pas autre chose est —
me semble-t-il — la
piste la plus complexe
à mettre en place,
mais certainement
la plus efficace pour
reprendre le contrôle.

Delphine :

Merci, Odile. Salim, pour terminer, sur cette question du pouvoir ?

Salim MOUNIR ALAOUI :

J'ai une mauvaise nouvelle. L'intelligence artificielle a déjà le

pouvoir depuis un bon moment. Je vais vous le démontrer assez rapidement et simplement.

Si je vous parle de Parscale Brad, personne ne le connaît. Pourtant, il a pris le pouvoir grâce à l'intelligence artificielle. C'était le Directeur de la campagne digitale de Donald Trump en 2016 et il a fait élire Donald Trump grâce à l'intelligence artificielle. Ce n'est pas uniquement cela, mais cela a énormément joué.

Voici quelques exemples très simples. Aux États-Unis, ils ont le droit de faire du profiling, c'est-à-dire des statistiques sur les races, la sexualité, etc. ce que nous n'avons heureusement pas encore le droit de faire en France.

Parscale Brad a donc pris des données de partout et a fait des campagnes de publicité ciblées avec des e-mails et des tracts, ville par ville, besoin par besoin. Si une petite ville du Tennessee avait pour priorité la culture des topinambours, elle recevait un tract indiquant que Donald Trump faisait de cette culture une priorité. Il a vraiment ciblé les gens en fonction de ce qu'ils voulaient dans chaque ville.

Il y a eu des deepfakes créés de Donald Trump avec des communautés blacks autour de lui, qui n'étaient même pas des vraies personnes, qui étaient générées par l'intelligence artificielle. Il a joué sur tous les tableaux de la digitalisation et de l'intelligence artificielle pour créer une campagne totalement digitale, ce qui a conduit à la surprise de l'élection de Donald Trump en 2016.

C'était la première fois que l'intelligence artificielle était utilisée dans un domaine politique. Basés sur ça, on peut donc dire que oui, l'homme le plus puissant du monde, sur le papier, a été élu grâce à l'intelligence artificielle.

Est-ce que l'intelligence artificielle a le pouvoir ? Dans ce cas de figure, oui.

Si on ramène en France, cela viendra. Aux prochaines élections, je suis sûr qu'un jour ou l'autre, en France aussi, nous aurons de l'IA qui vous poussera à voter ce qu'il est correct de voter.

Aujourd'hui, en France, je travaille chez Orange, je sais que nous le faisons énormément mais plus dans un but commercial. Si nous voyons que vous vous intéressez aux chats, vous aurez des pubs à la télé et sur les réseaux sociaux pour la nourriture pour chats, etc. Cela, à la limite, chacun sa vision, mais pour moi, c'est beaucoup moins intrusif et ce n'est pas vraiment un pouvoir.

Par contre, cette capacité de l'intelligence artificielle à savoir qui vous êtes et à vous influencer sur certains choix, même dans vos e-mails, les courriers indésirables, c'est une intelligence artificielle qui choisit ce qui est indésirable ou pas.

Si un jour, quelqu'un décide de programmer l'intelligence artificielle pour filtrer tous les e-mails de la CGT et les classer comme indésirables, ils resteront dans les indésirables et vous ne serez jamais au courant.

Cet outil peut donc être très dangereux. A-t-il déjà le pouvoir ? Oui, les personnes au pouvoir l'utilisent. Il a déjà le pouvoir. Est-ce que cela va leur échapper ? Peut-être, cela peut arriver.

Que peut-on faire pour se prémunir contre cela ? Il ne faut surtout pas se couper de l'intelligence artificielle.

Par exemple, aujourd'hui, certaines personnes sont contre les réseaux sociaux mais il existe des groupes sur les réseaux sociaux pour se battre contre les réseaux sociaux. Cela paraît paradoxal, mais c'est le

meilleur outil. De même, on peut utiliser l'intelligence artificielle pour avoir une intelligence artificielle plus respectueuse et plus conforme à nos valeurs.

Est-ce qu'elle a déjà le pouvoir ? Oui. Les personnes au pouvoir ont été mises au pouvoir et travaillent dessus. Les entreprises, cela va leur échapper. Le capitalisme a échappé à tout le monde. Aujourd'hui, nous aussi, à la CGT, nous utilisons le capitalisme pour nous battre contre le capitalisme mais il n'y a plus personne qui le contrôle. Il est autonome, il fait sa vie et, qu'on le veuille ou non, c'est le système dans lequel nous vivons. Il a donc le pouvoir.

L'intelligence artificielle, c'est pareil. Un jour, elle vivra sa vie et elle sera là. Nous utiliserons l'intelligence artificielle pour combattre ses dérives mais elle sera là, et qu'on le veuille ou non, ce sera pareil pour les réseaux sociaux comme pour toute nouvelle technologie, bien que le capitalisme ne soit pas une technologie.

Pour finir, je veux quand même dissiper un mythe concernant le pouvoir de type Matrix où l'intelligence artificielle prendrait le pouvoir comme dans les films. Cela n'arrivera pas parce que la décision reste toujours humaine, surtout dans le département militaire.

Il y a vingt ans, j'ai fait mon doctorat aux États-Unis et j'ai travaillé pour le département de la défense américain. J'en suis désolé mais c'était une autre époque et c'était l'endroit où je travaillais.

Nous travaillions sur le traitement d'images satellites pour observer les mouvements de troupes en Corée du Nord, par exemple si des tanks se déplaçaient, etc. Nous développons des outils pour la prise de décision, mais l'outil ne prenait jamais la décision par lui-même.

Dans le domaine militaire, cela reste toujours le cas. Aujourd'hui, les drones sont toujours contrôlés par une personne. Il y a de nombreux outils d'intelligence artificielle pour indiquer ce qu'il y a à droite, à gauche, mais l'intelligence artificielle ne prend jamais de décision militaire. Le pouvoir de type science-fiction n'arrivera pas.

Par contre, le pouvoir dans la vie de tous les jours, le pouvoir de vous influencer dans vos choix et décisions est déjà utilisé par beaucoup d'entreprises.

Aujourd'hui, vous pouvez être convaincu que telle ou telle marque de yaourt est la meilleure parce que derrière, il y a de l'IA qui sait ce que vous aimez, qui vous étudie et vous propose ce qui se vendrait le mieux pour vous.

Cela existe déjà aujourd'hui et ce sera de plus en plus fréquent dans le futur. L'intelligence artificielle a déjà un certain pouvoir. Le tout est de savoir qu'il existe ce pouvoir et d'être soi-même résilient. Il y a tout un travail éducatif à faire pour que les gens soient conscients de ce contrôle derrière ce que l'on voit, de ce que l'on nous demande d'acheter, de ce que l'on nous pousse à voter, etc.

À partir du moment où l'on en est conscient, on est beaucoup moins influencé et l'IA a beaucoup moins de pouvoir. Cela dépend réellement de nous — et pas du niveau technologique — de ce que l'on pourrait faire.

Delphine :

Merci à vous trois. Nous allons passer aux questions dans la salle. Peut-être que cela reviendra dans les questions, mais comment pensons-nous l'action syndicale, une fois que tout cela est dit ? Comment envisageons-nous l'action syndicale pour infléchir les grandes orientations de l'IA ou en

tout cas, pour nous y adapter ?

Nous allons distribuer le micro dans la salle. Si possible, posez des questions courtes et en lien avec les sujets de l'après-midi. Ainsi, les invités pourront également donner des réponses courtes afin que tout le monde puisse s'exprimer. Ce matin, nous avons été un peu pris par le temps. Qui souhaite poser la première question ? N'hésitez pas à vous présenter rapidement.

Une intervenante :

J'appartiens à des syndicats et des associations, notamment à Changer de cap. Vous savez sans doute qu'il y a eu un gros scandale concernant l'utilisation des algorithmes par la CAF, à la demande de Macron il y a six ans. Ces algorithmes permettaient de cibler les personnes fragiles ou pauvres et de leur couper tout : RSA, allocations familiales et allocations pour handicapés. Ce scandale a éclaté, mais il se poursuit avec France Travail. C'est ce que je voulais dire. Les syndicats et les associations s'en saisissent de plus en plus.

Delphine :

Merci. Est-ce qu'il y a une autre question à laquelle nos invités peuvent répondre ?

Kévin :

Oui, Kévin de la CGT des Apave. Je voulais juste revenir sur ce que vous aviez dit à la fin. Désolé pour le prénom, je ne l'ai pas, le premier intervenant sur la gauche ?

Delphine :

Salim.

Kévin :

Salim. Concernant le fait que l'intelligence artificielle ne choisit pas, on se rend compte quand même qu'il y a une petite nuance à apporter. Aujourd'hui, nous sommes confrontés aux voitures autonomes qui ne sont pas encore

sur le marché. Cependant, il y a cette question de savoir si la voiture finira par faire un choix soit de shooter la personne âgée qui se trouve en face, soit de foncer dans une voiture avec une famille et deux enfants de 2 et 3 ans, par exemple. Finalement, nous arrivons à un moment fatidique où l'intelligence artificielle va commencer à faire des choix, et cela devient un peu dangereux. Je voulais juste rebondir sur ça.

Delphine :

Qui veut répondre par rapport à ça ? Salim ?

Salim MOUNIR ALAOUI :

Oui, c'est déjà arrivé. Google travaille sur une voiture et elle a déjà eu un accident. Cela a d'ailleurs repoussé de dix ans la sortie de ce type de voiture parce qu'on a vu qu'il y avait des risques.

Tu l'as bien dit toi-même : elle fait des choix. Ce sont des choix par rapport à différentes solutions qui s'offrent à elle au niveau de la conduite, par exemple. L'intelligence artificielle va faire les choix, comme la plupart des gens, mais elle va faire de meilleurs choix au niveau de la conduite qu'un être humain de base.

Ce dont je parlais, c'est de décision. Elle ne va pas décider d'écraser une vieille dame. Elle va faire le choix de tourner à gauche parce que c'est plus rapide pour elle et comme un être humain, elle va faire un accident.

Mais le pouvoir décisionnaire, surtout au niveau de l'armée, est différent. J'ai vu beaucoup de sujets sur lesquels on a travaillé. Il n'y a jamais de décision de machine parce qu'au niveau de la responsabilité, c'est très grave, et parce que l'être humain reste aujourd'hui la personne la plus à même de prendre une décision de vie ou de mort. Je ne suis même pas sûr que l'être humain soit

capable de le faire. D'ailleurs, il prouve qu'il n'est pas capable de le faire. Cela reste aujourd'hui la personne décisionnaire humaine.

Effectivement, l'intelligence artificielle fera des choix et prendra des décisions de circulation, etc. On peut donc arriver à des biais dont tu as parlé. Moi, je parlais vraiment du domaine militaire.

Delphine :

Une autre question dans la salle ?

Frédéric BOCCARA :

Je voudrais partir de deux cas d'usage. Un cas d'usage que nous avons à l'Insee. Nous sommes en train de traduire toutes nos procédures d'un langage informatique SAS vers un langage informatique R.

Les informaticiens de l'Insee utilisent ChatGPT et disent : « J'ai ça en entrée, j'ai ça en sortie. Voici mon programme en SAS, traduis-le-moi. » Comme une machine parle un langage conçu pour une autre machine, elle le fait très bien. L'informaticien gagne énormément de temps, il relit le résultat, etc.

L'enjeu n'est pas de dire : « Au secours, l'intelligence artificielle ! ». Il y a un enjeu de maîtrise et de ne pas s'aligner sur cette productivité pour donner à tout le monde une nouvelle norme encore plus écrasante ou surchargée de travail, mais cela permet d'éviter une tâche répétitive et abrutissante.

Deuxième exemple d'usage : une infirmière de Cherbourg, une camarade, explique à quel point — et j'ai eu une collègue hier qui m'a encore parlé de ça — un scanner réalisé par un radiologue... Le radiologue fait un compte rendu en mentionnant un certain nombre de choses, mais il y a un millier d'images derrière. L'intelligence artificielle lui propose à elle — parce qu'elle s'est inscrite

et a accepté — un ensemble de choses, dont une prédiction d'un truc qu'elle a eu six mois après, ce qui enrichit le diagnostic.

La question qui est posée, c'est : quand on reçoit cela et qu'on est soignant, quel dialogue avoir avec la personne en face ? Qu'est-ce qu'on lui dit ? Comment on lui dit ? Comment interpréter la relation patient-soignant ? Comment expliquer la règle, car il y a une opacité de la règle ?

Je crois qu'il y a un gros enjeu. Ce n'est pas seulement concilier — car il y a beaucoup de conciliation — accompagner, avoir conscience. Non, c'est un peu plus complexe. Cela dépend des moments, des moments où certains sont plus radicaux. Ce n'est pas forcément Vincent, ce ne sont pas forcément Salim ou Odile. Mais il y a vraiment une logique pour gagner sur le coût du travail ou pour permettre une émancipation humaine. Je pense que c'est majeur et cela peut se traduire très concrètement. Est-ce qu'on baisse le coût du travail ou est-ce qu'on baisse le coût du capital ? C'est ça qui est très important.

Delphine :

Quelqu'un veut répondre à Frédéric ?

Un intervenant :

Sur la chasse aux tâches répétitives, c'est un argument qui est souvent mobilisé pour dire le bien-fondé et dire l'intérêt, comme si tout le monde au fond était d'accord pour éliminer les tâches répétitives.

J'ai un exemple dans une PME de Vaulx-en-Velin, en région lyonnaise, d'une industrie qui fait des vannes pour la pétrochimie ou pour d'autres choses. Quand ils ont introduit leur système, il y a eu une discussion avec les équipes et le chef d'atelier.

Il se trouve qu'ils n'ont pas

déployé le système de manière uniforme parce qu'il y avait des gens qui voulaient continuer à produire à l'ancienne. Quand ils avaient produit à l'ancienne, ensuite, ils prenaient la pièce usinée, ils prenaient chariot et ils l'emmenaient à l'autre bout de l'atelier. Cela lui permettait de prendre un petit moment de respiration et, au passage, de dire un mot aux collègues.

Frédéric BOCCARA :

Ce sont les critères de gestion de productivité du travail.

Un intervenant :

Exactement, donc il n'y a pas une nécessité à chasser la répétition. Il y a une nécessité à voir comment cela prend corps dans un système de travail et dans les collectifs de travail, et comment cela prend sens.

Si on chasse tous les temps morts, on court à l'intensification du travail. On n'est jamais tout le temps à 200 %. On a besoin de temps forts et on a besoin de temps faibles. On a besoin de temps faibles pour pouvoir gérer les temps forts. Le chef d'atelier faisait preuve d'une finesse managériale que je n'ai pas retrouvée très souvent, mais cela montre que c'était possible.

En ce qui concerne les radiologues, il y a eu des travaux assez intéressants. Je n'ai plus le nom des chercheurs. Je pense à Mathieu et à Alexandre dont le nom m'échappe. Ce qu'ils montrent, c'est que même s'il n'y a pas substitution immédiate parce qu'il y a quand même une expertise, les étudiants anticipent et ne vont plus dans cette filière. Ils se disent qu'à terme, il va y avoir un déclassement et une dévalorisation du métier.

Et donc, même si aujourd'hui, les radiologues arrivent à combiner, et en effet comme vous dites peut-être se mettre le truc dans

la poche pour valoriser d'autres compétences relationnelles et être dans une coopération avec la machine, la vague est plutôt : « Je ne vais plus trop par-là parce que je vais dans le monde médical perdre à choisir cette spécialité. »

Delphine :

Odile, tu voulais aussi répondre rapidement ?

Odile CHAGNY :

Oui. Je pense que c'est plus en lien avec ce que disait Salim, en réponse à **la question sur la décision. Je ne suis pas si optimiste que cela. Il faut vraiment que nous soyons très vigilants sur ce que cela signifiera pour l'homme au contrôle.**

Certes, il y a le fait de dire que c'est finalement moi qui prends la décision, mais parfois, je n'ai pas le droit ou je n'ai plus la capacité de prendre une autre décision que celle qui m'a été proposée par l'outil. Et puis, il y a aussi le fait qu'avec certaines architectures neuronales, on perd la traçabilité de la compréhension même du modèle en soi.

Poser cela à deux niveaux, c'est-à-dire qu'il y a le modèle, OK, c'est une chose. La décision, finalement, elle est en aval. Mais en amont, ces questionnements-là se posent. Je suis un parfait perroquet de ce que me disent ceux avec lesquels je discute sur le sujet car je les vois aussi s'interroger là-dessus.

Cela me rassure beaucoup que tu me dises que dans l'aérospatiale et la défense, c'est l'humain qui gardera la décision. J'en suis rassurée, mais je ne suis pas sûre que ce soit représentatif de tout ce qui se passe dans tous les secteurs d'activité. Après, pour ce que tu mentionnais sur les tâches simples

et répétitives, toute la question est de savoir ce que l'on entend par des tâches simples.

J'ai en tête un autre exemple, celui du projet « Gérer mes biens immobiliers à la DGFIP », qui a été d'emblée un projet numérique. On a décidé d'introduire un chatbot pour répondre aux questions simples, mais il n'existe pas de questions simples en droit fiscal. Cela n'existe pas. Les réponses produites par l'intelligence artificielle introduisaient des biais à la réponse parce qu'elles hallucinaient.

Ce que je veux amener ici, c'est que ce n'est pas toujours le travailleur qui décide des tâches simples qui vont être soulagées par l'intelligence artificielle. Parfois, c'est la Direction ou l'administration qui va décider de ce que l'on entend par une simplification des tâches simples, qui peuvent parfois être très complexes, avant même de se poser la question de la répartition des gains de valeur que l'on peut dégager.

Delphine :

Merci. Est-ce qu'il y a d'autres questions dans la salle ?

Philippe :

Oui. J'aimerais connaître votre sentiment par rapport aux chartes qui sont en train de s'écrire un peu partout où l'on utilise maintenant la technologie de l'intelligence artificielle. Je pense qu'il s'agit surtout d'ethics washing. C'est la première question.

Ensuite, le contrôle que l'on peut avoir du développement de l'intelligence artificielle est compliqué car on s'est rendu compte — je crois que c'est l'administration fiscale — que pour mettre en place une IA, ils ont utilisé des travailleurs du clic à Madagascar. C'était scandaleux, cela a été découvert et je crois

qu'ils ont fait machine arrière. En attendant, ils utilisaient un service public avec des travailleurs payés une pichenette.

Ensuite, il y a une intelligence artificielle qui s'appelle Albert qui va être développée dans les services administratifs. On commence à en parler. Comment ont-ils décidé de tester ce truc-là ? Ils passent actuellement par France Services, les anciennes maisons de services au public. Il n'y a pas de syndicat dans ces trucs-là. Ce sont des personnes détachées pour répondre au nom et pour le compte de plusieurs interlocuteurs : CAF, CPAM, Caisse de retraite, France Travail, etc.

J'ai oublié de me présenter, je suis Philippe, retraité de Pôle Emploi. Je n'ai pas connu France Travail et je suis adhérent d'un syndicat affilié à la FSU. Ceci parce que j'ai vu ce matin dans le compte rendu du premier colloque qu'il était marqué « retraité de la CGT ». Je vais me faire virer de mon syndicat.

Ils passent donc par France Services. Personne ne va contrôler le retour de la chose, mais un jour ou l'autre, cela arrivera face à des représentants du personnel d'autres services publics, d'autres administrations, et on leur dira : « On a testé dans ce réseau-là. Ça marche très bien, fermez-la, on va mettre en place. »

L'autre chose aussi, c'est le gain de productivité à France Travail. Dès 2025, ils vont devoir — c'est la nouvelle organisation, c'est la décision de Monsieur Macron — recevoir plus de 2 millions d'allocataires du RSA. Ce n'est pas rien.

Pour pouvoir recevoir ces 2 millions de personnes en plus — pas tout à fait parce qu'il y en avait environ 40 %

qui étaient déjà reçus — ils vont avoir un effectif supplémentaire : 300 ETP. Il y a un peu plus de 900 sites. Cela fait 0,38 ETP par site.

Cela signifie que cet établissement — France Travail — mise tout sur l'intelligence artificielle pour pouvoir gérer cet afflux de nouveaux usagers qu'il va falloir accompagner. Le dernier machin — c'est plus récent — dont j'ai eu connaissance : c'est un dispositif qui s'appelle l'ARU, ce qui est assez ironique. On met les conseillères et les conseillers de France Travail à la rue. L'ARU signifie : « Accueil Renseignement Usagers. »

En gros, ils veulent apprendre aux personnes qui font l'accueil depuis très longtemps dans les agences de France Travail à mieux accueillir. C'est une réponse à un événement majeur de 2021 où quand même une conseillère s'est faite flinguer dans une agence.

De là à dire que c'était la faute des agents qui ne reçoivent pas bien, on n'en est pas loin. Mais en tout cas, il y a maintenant une formation en ligne liée à l'ARU, une formation à l'accueil. L'agente ou l'agent est tout seul devant son poste. Une situation est déclenchée par la machine. L'agent va faire une réponse et il y a de l'intelligence artificielle derrière qui va réagir en fonction de la réponse du conseiller ou de la conseillère pour pouvoir faire évoluer la formation en question.

C'est complètement géré par l'intelligence artificielle mais la personne est toute seule face à cela. Il n'y a pas de débriefing avec un responsable de l'agence ou quoi que ce soit. L'agent est seul face à l'intelligence artificielle qui lui dit : « Tu n'as pas bien répondu, il fallait répondre de telle manière, etc. »

Bien entendu, étant donné que ça va être alimenté et au fur et à mesure que cet outil va

fonctionner, il va s'enrichir des fonctionnements précédents, on va arriver aux mêmes réponses pour tout le monde. Or, s'il y a bien un domaine où on ne peut pas avoir la même réponse pour tout le monde, c'est le domaine social, de la perte d'emploi, de la perte de revenus, etc.

Delphine :

Merci, Philippe. Odile ?

Odile CHAGNY :

Je vais démarrer les réponses. Vous avez commencé à parler des chartes, mais quand on a compris que c'était celle de Pôle Emploi, effectivement... C'est quand même le cas d'usage de la charte unilatérale qui a complètement ignoré l'ensemble des partenaires sociaux. C'est donc vraiment emblématique du contre-exemple d'une démarche ne serait-ce que négociée sur un instrument non contraignant.

Par ailleurs, un point à souligner, c'est aussi Pôle Emploi qui est souvent cité comme cas d'usage vertueux. Je tiens à le souligner parce que j'ai été assez choquée de ça en lisant le rapport de la Commission de l'IA générative pour l'étude sur les gains de productivité attendus. La seule étude française qui a été signée, c'est une étude de Pôle Emploi. J'avoue avoir été assez frappée que ce soit cet exemple-là qui soit mobilisé.

Sur les chartes, on a vraiment une visibilité sur l'absence complète de contenu engageant des chartes. Il y a environ 350 chartes qui existent et dans le contexte français, on a effectivement des processus unilatéraux extrêmement divers. Je crois que vous avez une charte à Orange qui est effectivement très différente de celle que l'on peut trouver ailleurs.

Il y a un document qui a été produit par le Conseil d'État qui est assez intéressant, dont on pourrait

s'emparer. C'était en été 2022, si on reste vraiment sur l'idée que les chartes peuvent être un intermédiaire de régulation mou qui donne des principes à appliquer lors du déploiement d'une charte. Ces principes sont très intéressants et peuvent être mobilisés.

Sur le cas de ce que je comprends dans l'intégration de prestataires localisés à Madagascar comme travailleurs du clic sur l'intelligence artificielle dans les process de veille média, le point qui me paraît vraiment important à souligner dans le cas présent, c'est que ce qui est en train de se passer, c'est qu'on passe une étape supplémentaire à celle du clic.

C'est-à-dire que le travail du clic, c'est : « J'ai un travail de labellisation. » En gros, j'ai encore les travailleurs plutôt qualifiés qui vont avoir une forme de contrôle, en France par exemple, dans le cas présent. Et puis, on va traiter chez les prestataires à Madagascar les tâches vraiment moins qualifiées, notamment de labellisation et de premiers travaux sur les résumés. En l'occurrence, il s'agit de résumés et de traductions.

Ce qui est en train de se passer, et cela a été souligné dans un webinaire organisé par le BIT — on le constate dans le cas de cette entreprise — c'est que ce sont des process de production qui sont intégrés. Vous avez des travailleurs très qualifiés à Madagascar qui sont intégrés dans des chaînes de production avec des travailleurs très qualifiés en Europe. Ce n'est pas uniquement du travail au clic. C'est du travail très qualifié qui est justement intégré.

Cela renvoie à la discussion sur l'intensification du travail : cela laisse souvent la responsabilité aux travailleurs situés par exemple en France, qui se voient non seulement obligés de gérer la qualité du travail effectué dans la

chaîne de production à laquelle ils sont associés, avec des prestataires situés dans des pays low cost, mais en plus de cela, ils sont les seuls à assumer la responsabilité finale du produit fini.

Pour moi, c'est vraiment quelque chose qu'il faut intégrer. La période du clic, c'est fini. Nous sommes dans une nouvelle étape, celle de l'intégration dans des chaînes de production de services, avec des travailleurs aussi qualifiés que nous tous réunis ici, mais qui coûtent environ 20 fois moins. Ils sont en plus francophones et travaillent sur les mêmes créneaux horaires, à 1 ou 2 heures près, que les pays d'Europe du Nord.

Un intervenant :

Un petit point sur Albert. Je ne sais pas si vous le savez, donc je le partage. Si vous le savez déjà, je vais faire vite. Il y a un deuxième accord-cadre européen, signé en 2022, qui porte sur les administrations fédérales ou centrales. Cet accord est plus étoffé que celui de 2020.

Il y a plusieurs chapitres dont un chapitre entier sur l'IA. Il y a 12 articles. Je vous lis l'article 2 : « Lors de l'introduction ou du renforcement de systèmes utilisant l'IA, les représentants des travailleurs sont étroitement impliqués dans ce processus à un stade précoce, pour veiller à ce que les systèmes soient faciles à utiliser et compatibles avec le respect des droits des travailleurs et de bonnes conditions de travail, en tenant compte des incidences potentielles sur l'autonomie des travailleurs, leurs compétences et la satisfaction au travail. »

Un des signataires de cet accord est le ministre en charge de la Fonction publique. Il serait intéressant de voir comment, par exemple, l'UFSE s'empare de ce type de document et vient appuyer les unités en local

pour mobiliser ce genre de points d'appui.

Sur Internet, vous pouvez chercher : « Accord-cadre européen 2022, administration et numérique. » C'est sur le portail de la fonction publique, je ne l'ai pas inventé, c'est disponible.

Michel :

Michel de Grenoble. Je coanime un groupe de projets sur l'intelligence artificielle et je travaille avec plusieurs organisations syndicales, l'IES et des chercheurs. Il y aurait mille choses à dire, c'est un peu frustrant, mais je voulais réagir à deux choses.

Premièrement, à Gaza, il y a eu un article sur Mediapart indiquant que l'armée israélienne a utilisé l'IA pour cibler la Bande de Gaza. C'est juste une information au passage.

Sinon, je voulais réagir à la toute dernière remarque. Cela fait peut-être le lien avec le débat de ce matin, c'est-à-dire que dans toutes ces réflexions, dans quel contexte nous nous trouvons. Ce que je constate, c'est que nous ne sommes plus dans le capitalisme des années 1970, basé sur un modèle de Fordisme assez classique. Nous ne sommes plus non plus dans celui des années 1980-1990 avec le début de la révolution informatique.

Après la crise de 2008, et on le voit aujourd'hui, **nous sommes dans une nouvelle phase que je constate. C'est-à-dire un néolibéralisme autoritaire qui est assumé par les gouvernements et les grandes multinationales, où en gros, il faut rétablir des marges de manière**

radicale et tous les moyens sont bons.

Je constate que l'arrivée de ces nouvelles technologies se déploie dans ce contexte où les organisations syndicales et les représentants des salariés sont laminés aujourd'hui.

On l'a vu avec la loi travail. Le syndicalisme en France a été dézingué. Ils ont perdu les deux tiers de leur temps de représentation dans les entreprises.

On l'a vu avec la réforme des retraites où un pays entier est contre cette réforme, où toutes les organisations syndicales sont opposées, mais les gouvernements — avec l'Union Européenne — imposent les réformes.

La liste pourrait être extrêmement longue. Ce que je constate, c'est que toutes ces nouvelles technologies qui arrivent... Il y a eu plein de témoignages, notamment en novembre à Amazon, à Orange Bank, etc. Les directions, en lien — vous l'avez très bien décrit à plusieurs moments — avec les cabinets qui sont là pour augmenter la performance et le chiffre d'affaires n'en ont strictement rien à cirer des salariés.

Le social washing, je suis assez d'accord avec cela. Les espaces de discussion, on ne les voit pas. Aujourd'hui, on est plutôt à réprimer les syndicalistes dès qu'ils commencent un peu à critiquer.

Je pense à Marius ce matin qui était assez remonté pour dire qu'il faut se révolter, qu'il faut s'insurger contre des choses qu'on nous impose. Par exemple, dans l'éducation nationale, est-ce qu'on

a envie d'une école où il n'y a plus de profs, où on les met devant des écrans, où il y a une IA qui va être formidable avec des super outils pour apprendre l'anglais, peut-être la philo, et tout ça ?

Ma conclusion aujourd'hui, à titre personnel, et il faudra dans le champ syndical qu'on y réfléchisse peut-être, c'est qu'il y a des choses qui sont politiquement et philosophiquement indéfendables.

Est-ce qu'il faut dire qu'on n'a plus le choix que de les accepter ? C'est comme le réchauffement climatique. On est un peu dans cette période où il faut qu'on accepte. Je me dis qu'il y a peut-être des axes de réflexion, que ce soit dans les entreprises ou dans la société, de la désobéissance civile, des choses sur lesquelles on dit : « Non, on ne veut pas de ce modèle de société. »

Je finis juste sur cet exemple : dans les préfectures, avant, on allait chercher notre carte grise et on avait des êtres humains. On a perdu. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, dans les services publics, à la CAF de Grenoble, il y avait avant la file en bas de l'immeuble. Maintenant, il n'y a plus d'accès au public. Vous vous rendez compte ? Il faut prendre rendez-vous quand on peut avoir un rendez-vous.

Là, c'est la bataille — on l'a dit tout à l'heure — de rapports humains. Il faut que l'humain revienne. Comment ? Je ne sais pas, mais je crois que l'IA est un outil supplémentaire qui est franchement au service d'une espèce de déshumanisation. À mon avis, le centre de gravité de notre réflexion doit être là-dessus. Je vais m'arrêter là.

Delphine :

On va peut-être prendre la

dernière question et demander à nos invités de répondre à ces deux interventions, parce qu'après, il va falloir passer aux conclusions. Il y avait une autre question, je crois ?

Mickaël LEROUX :

Je vais essayer d'aller vite. Mickaël Leroux de l'Apave, donc un bureau de contrôle. Je me rends compte de la situation. Nous travaillons avec des outils informatiques qui sont développés par des services informatiques qui nous sont propres.

On voit qu'il y a une volonté d'intégrer l'IA. Notre Direction nous dit qu'ils ne l'ont pas encore intégrée dedans. Nous avons déjà été consultés sur les nouvelles versions d'outils informatiques, et je les sens bien venir intégrer directement des petits modules d'IA dans les nouveaux outils, sans même trop nous consulter. Comment fait-on pour tâter ce terrain-là ?

Aujourd'hui, l'IA n'est pas encore dans le DUERP, c'est vrai. Cela n'existe pas encore donc ce sera un travail à faire. Nous n'avons pas non plus de charte d'utilisation de l'IA. J'ai obtenu quelques réponses aujourd'hui, je tiens à le souligner, mais nous avons une Direction qui ne joue pas le jeu et c'est quand même assez difficilement palpable.

Aujourd'hui, nous subissons plutôt une surintensité de la charge de travail, une surintensité du travail avec un rythme qui s'accélère toujours plus. Ce n'est pas seulement lié à l'IA, mais c'est lié globalement

au fait que c'est la machine qui impulse le rythme de travail. Je ne pense pas que cela soit uniquement lié à l'IA.

C'est là ma difficulté de comprendre — et c'est peut-être le sens de ma question — à partir de quand on considère que c'est l'IA qui prend la main. Je ne sais pas si c'est clair, ce que je pose.

Delphine :

Si, je crois.

Céline VICAINÉ :

Est-ce que je peux me permettre une dernière petite intervention ? Ce n'est pas une question donc vous n'aurez pas besoin de répondre après. J'ai perçu des positionnements un peu différents. Globalement, moi aussi, je raconte ma vie.

Dans la vraie vie, j'étais experte CSE avant d'intégrer la fédé. J'entends bien la question du travail, des mandats, etc. Cependant, comment ça se passe dans une grosse boîte ?

Je pense que chez Orange et dans n'importe quelle autre grosse boîte, notamment les GAFAM, c'est le cas. On met des milliards d'euros sur la table. On s'en fout de savoir ce que l'organisation syndicale en France en pense.

La construction avec l'Europe se fait quand même avec des États et des multinationales, et c'est plutôt un très petit nombre car ce sont des investissements énormes. Ces entités s'affranchissent de beaucoup de choses.

Donc effectivement, quand on parle du respect des données, tout le monde se met sur le sujet et il y a effectivement une question de droit qui peut être posée. Ce qu'on

a juste réussi à faire respecter, c'est que ce soit illégal, mais en attendant, on continue à se faire dépouiller de nos données.

Pourquoi je dis ça ? Parce qu'il y a une question sur le pouvoir où vous n'êtes pas tous d'accord. D'ailleurs, j'entends : « Attention, ce sont les donneurs d'ordre qui finalement ont le pouvoir et imposent le développement d'un certain nombre de choses, alors même qu'on dit à côté qu'il faut aller chercher au niveau local comment on peut agir. »

Il y a là une contradiction, et je ne vous demande pas de répondre parce que, de toute façon, je pense qu'on a à peu près 3 points de vue différents, minimum, entre la scène et moi. C'est vraiment pour alerter sur le fait de surinvestir certains dispositifs tant qu'on n'aura pas acquis de nouveaux droits.

De toute façon, entre le moment où j'ai commencé ce travail et aujourd'hui, après les réformes Rebsamen, El Khomri, la loi travail, etc. plus les ordonnances Macron, les prérogatives ont fondu. On a donc remis en place la question de l'environnement, mais en gros, comment ça se passe dans la vraie vie quand on a ces sujets-là ? On nous demande notre avis, on dit qu'on n'est pas d'accord mais tout le monde s'en fout.

On va avoir des trucs parfois du genre : « Ils disent un truc pas trop con parce que ça va nous coûter de l'argent de planter notre déploiement. » Je ne dis pas ça pour qu'on ne le fasse pas. Après, on est à la CGT quand même, donc on est dans les mandats, etc.

Je dis juste qu'à un moment donné, je pense que certains combats ne seront pas menés dans l'entreprise tant qu'on n'aura pas réussi à imposer des droits à un autre niveau et surtout à créer le rapport de force.

Pourquoi est-ce que sur l'environnement, ça a fonctionné ? C'est qu'à un moment donné, la société a commencé à dire : « Il y a un problème et de toute façon, on a un problème sur... » Comment on a dit ? Pas la finitude des ressources. Finitude, c'est moche comme mot, mais vous voyez ce que je veux dire. À un moment donné, il n'y aura pas des ressources ad vitam aeternam. Je vous laisse la parole.

Salim MOUNIR ALAOUI :

Juste un point rapide. Apparemment, j'ai été le plus positif sur l'IA, mais c'est mon domaine de recherche donc j'essaie d'être positif. Ce que je dis, c'est qu'on peut dire la même chose du nucléaire. Le problème, ce n'est pas le nucléaire. C'est magnifique, le nucléaire. Le problème, c'est d'en avoir fait des bombes et que ce n'est pas bon pour l'environnement, etc. Mais le nucléaire en tant que tel, en tant qu'évolution technologique, c'est une bonne chose.

On peut prendre une casserole. Avec une casserole, on peut faire de la cuisine ou frapper quelqu'un sur la tête. Ça peut être une bonne chose pour faire de la cuisine, mais ça peut être une arme aussi par destination.

Pour l'IA, c'est exactement pareil. C'est une nouvelle technologie. Ce que je dis, c'est que tous les combats se valent.

La désobéissance, c'est très bien. On peut le faire de plusieurs façons, mais mon combat aujourd'hui au sein de la CGT, c'est d'essayer de modifier la trajectoire de l'IA parce qu'elle est déjà beaucoup avancée, elle est déjà là et qu'on le veuille ou non, elle continuera à évoluer.

À partir de ce constat, si on est d'accord sur ça, on voit bien que

ça ne sert à rien de résister. Par contre, ce qu'on peut faire, et ce que moi, en tout cas, je fais chez Orange mais aussi d'un point de vue un peu plus international, c'est d'impulser des orientations qui seront plus en accord avec mes valeurs.

Mais je suis d'accord : les entreprises, c'est le dernier de leurs soucis. J'essaie donc de trouver des angles d'attaque qui soient juridiques, moraux et qui soient aussi de l'image. Les grandes entreprises sont très intéressées par leur image.

Si on dénonce certaines pratiques... Ce n'est pas parce qu'elles ne sont pas d'accord avec ces pratiques, mais parce que cela va détériorer leur image donc elles ne vont pas le faire. Il y a plusieurs domaines sur lesquels on peut agir de façon à réorienter l'IA vers ce qu'on aimerait qu'elle soit en réalité. Merci.

Delphine :

Vincent, tu veux dire le mot de la fin si Odile a fait le tour ?

Vincent MANDINAUD :

Je suis le représentant de l'Anact ici donc je m'occupe de conciliation et je donne aussi dans les espaces de discussion. Après, je peux parfaitement comprendre que de votre position, ces dynamiques-là ne soient pas satisfaisantes pour de nombreuses raisons valables.

Après, je pense qu'il est important de faire flèche de tout bois. J'entends bien qu'il faille possiblement taper à un autre niveau pour que ce soit plus simple au niveau local, mais je me dis qu'en attendant de taper à ce niveau, il faut aussi faire ce que l'on peut là où on est. Je sais bien que ce n'est pas satisfaisant mais je me dis que c'est quand même une manière de faire.

Après, sur la question du droit des données, par exemple, nous avons parlé tout à l'heure du contrôle humain, etc. Sur le contrôle humain, d'abord, on ne sait pas bien ce que cela signifie et cela ne précise pas de quel humain il s'agit.

Par exemple, sur le RGPD, toutes les boîtes sont censées avoir un délégué à la protection des données. D'abord, elles ne l'ont pas toutes et quand elles en ont, parfois, c'est un membre de la Direction. Pourtant, c'est un conflit d'intérêts et c'est interdit par le RGPD.

Mais personne ne contrôle cela, il n'y a pas d'amende. La politique de la CNIL est de taper sur les portefeuilles des grosses structures parce que cela a un effet de communication puissant. En revanche, la réalité pratique pour les PME, il n'y a pas d'action, pas de contravention, pas d'amende, pas de surveillance. Acquérir des nouveaux droits, sans doute, mais appliquer le droit existant, c'est déjà pas mal.

Odile CHAGNY :

Pour ajouter deux points : il est vrai que ça vaut ce que ça vaut et ça n'est que ce que ça n'est. J'ai en tête, par exemple, un outil qui est le registre des SIA parce que nous avons évoqué plusieurs leviers. C'est comme un registre qui pourrait également être un outil de militantisme sur le plan syndical.

Même si la Direction ou l'administration ne le remplit pas, cela manifeste le fait qu'elle ne le remplit pas. C'est quasiment un début de réflexion sur ce qu'il y a dans l'administration ou pas, quelles sont les caractéristiques, et cela peut aider à commencer à réfléchir. C'est un outil que nous avons produit dans le cadre du projet cofinancé par l'Anact, sur justement la manière dont nous

pourrions réfléchir à des outils.

Pour aller dans le sens de ce que vient de dire Vincent et le point évoqué par Céline, j'aurais une réaction un peu différente de celle de Vincent : si nous voulons prendre la mesure de la raison pour laquelle il faut agir à un autre niveau, et c'est probablement nécessaire, cela passe forcément par une phase — je parle d'acculturation, ce n'est peut-être pas le bon terme — de compréhension de ce qui se passe.

Parce que pour pouvoir comprendre que les moyens à notre disposition ne sont pas suffisants, il me semble qu'effectivement, la prise de conscience de l'importance des enjeux qui sont associés et des impacts que cela peut avoir, et donc de la nécessité d'agir à tous les niveaux et y compris à un niveau plus élevé, passe aussi par cette phase-là.

Delphine :

Merci à tous les trois. Je pense que c'est bon. On peut les remercier pour leur visite et leur participation.

Applaudissements



Conclusion

Céline VICAINE :

J'espère que je ne vous ai pas fait fuir parce que je n'étais pas d'accord. Pendant que vous êtes tous là, je vais en profiter pour dire que ce colloque a été un peu difficile à organiser, étant donné que nous sommes le 6 juin et que tout le monde essaie d'organiser ses événements avant les Jeux Olympiques.

Je tenais vraiment à remercier tous ceux qui nous ont aidés pour s'assurer que cet événement puisse avoir lieu avant cette période. Je vous remercie donc tous d'être venus et ceux qui sont en ligne d'avoir contribué à la réussite de cet événement. Je remercie aussi particulièrement Info'Com, Value et l'équipe de Jules à la technique, c'est-à-dire tous ceux qui nous ont accompagnés toute la journée et sans qui nous n'aurions pas pu tenir les choses aussi bien.

Applaudissements

Maintenant, je me lance dans l'exercice difficile de la conclusion. Comme j'ai laissé dériver, je vais pouvoir faire plus court, ce qui m'arrange. Je ne reprendrai pas l'objet du débat dans cette conclusion mais vous l'aurez compris, c'est de toute façon un sujet que l'on doit construire.

Cette journée a été très riche et on ne peut pas tout balayer, donc je vais aborder quelques sujets. De toute façon, nous allons continuer à travailler. Nous allons faire des actes de ce colloque comme nous l'avions fait précédemment pour pouvoir vous donner un compte rendu, comme celui que vous aviez dans vos sacs. Cela prend toujours un certain temps mais

n'hésitez pas, ce sera mis en ligne sur le site fédéral. N'hésitez pas à nous solliciter, mais pour vous donner un ordre d'idée, il faut quand même trois ou quatre mois pour que cela sorte. Nous serons tous rentrés de vacances à ce moment-là et cela fera de la lecture.

Pour conclure sur ces sujets, ce sont des sujets très riches et assez denses qui balaient des sujets assez larges, depuis ce matin jusqu'à cet après-midi. On voit bien qu'on peut les appréhender selon différents angles.

En plus, vous avez pu voir que nous ne sommes pas tous d'accord — c'est normal, vous non plus de toute façon — sur un certain nombre de nos analyses. Ce que cela montre, c'est que nous avons encore besoin d'enrichir le travail et de travailler collectivement sur ce sujet.

Nous avons déjà pu observer des évolutions d'ampleur avec des changements importants de l'intelligence artificielle, qui cristallisent bien des investissements et interfèrent dans notre rapport au monde.

D'ailleurs, je ferai bien une petite parenthèse sur les interventions de ce matin. J'ai pensé à Bourdieu et à la reproduction des élites. Je me suis dit que si tout le monde s'abêtit, comment mesure-t-on cette évolution ? C'était une petite parenthèse.

Derrière les transformations du système avec cette technologie, la question de la valeur travail et de comment on l'appréhende est plus que d'actualité. Je le reconnais, c'est une question qui nous préoccupe beaucoup parce que nous avons vraiment des secteurs où nous sommes déjà

sur des modèles économiques un peu particuliers.

Aujourd'hui, on voit bien ce qui fait valeur. On a vu le débat tout à l'heure entre Frédéric et Marius, et c'était un vrai sujet. Qu'est-ce que la valeur ? Quelle est la valeur du travail ? Nous ne sommes pas tous d'accord.

Bien évidemment, c'est très fortement lié à la manière dont on appréhende le monde. Vous ne serez pas surpris d'apprendre qu'à la Fédération des Sociétés d'études, c'est évidemment beaucoup à travers le travail qu'on regarde la valeur jusqu'à présent.

Cependant, il faut se rendre à l'évidence sur une chose : c'est que le développement des réseaux sociaux et des plateformes a créé un trouble important sur ces sujets. En effet, nous passons aujourd'hui par une forme de gratuité qui passe par la pub et nous transférons à l'utilisateur une partie de la production.

Cela trouble les cartes, et nous voyons bien que nous avons un vrai travail à mener pour déterminer où se trouvent vraiment les formes d'exploitation. Là, nous pourrions œuvrer pour déverrouiller un certain nombre de mécanismes.

Derrière ces sujets, nous avons quand même — et nous l'avons abordé tout au long de ce colloque — la question des conditions de travail, la question du temps de travail, la question du floutage — je ne sais pas comment le dire autrement — des limites entre le travail, les temps personnels, etc.

On l'a vu aussi : les questionnements posés ont beaucoup parlé la lutte des classes, notamment dans la matinée. Ce que nous avons observé, c'est que globalement, on parle de

déclassement. Est-ce la fin de la lutte des classes ? Je pense surtout que nous sommes en plein dedans et que nous n'avons jamais cessé de l'être, et que c'est juste une forme différente. En réalité, les rapports de force nous sont bien plus défavorables qu'ils ne l'ont été pendant des années.

La financiarisation de l'économie au début des années 1980 a déverrouillé pas mal de mécanismes. Quand je disais tout à l'heure que même l'Union Européenne tend à favoriser les grands investissements patronaux, c'est bien de cela qu'il s'agit. Ils ne sont plus les régulateurs que nous avons pu décrire auparavant, même si bien évidemment, nous voyons bien qu'il y a des travaux. Cet après-midi, tous les intervenants ont montré qu'il y avait un travail de fond et de réflexion. Cependant, il est compliqué de construire une solution collective.

J'insiste beaucoup là-dessus, peut-être parce que c'est le secteur auquel je suis confrontée. Nous avons quelques grosses boîtes — moins d'une dizaine — qui décident pour tous les autres sur ces sujets. C'est ce qui se passe.

Je pense que tout le monde ne sera pas exactement d'accord avec moi, mais dans nos discussions, on voit bien que le sujet est de savoir qui impose les orientations et comment nous essayons de reprendre un peu la main.

Comme annoncé ce matin, nous avons 2 autres colloques en ligne de mire dans six à huit mois chacun. Le prochain portera sur l'environnement car nous nous y étions engagés et de nombreux travaux devraient sortir au deuxième semestre. Cela nous permettra d'alimenter le travail de réflexion.

Nous aurons quand même tout le travail sur ce qu'on va appeler en gros la lutte des classes, mais c'est comment on intervient, comment on peut essayer de construire des alternatives, et puis surtout comment on peut essayer d'agir pour orienter l'intelligence artificielle vers d'autres objectifs que la maximisation du profit, et d'essayer de ralentir la baisse tendancielle du taux de profit.

Nous avons aussi bien vu que tout le monde n'a pas le même modèle, mais il est clair que la question du profit est actuellement centrale. Certes, cela génère des emplois, mais cela pose un certain nombre de difficultés sur les conditions salariales elles-mêmes.

Il fut un temps où la CGT était très opposée au salariat et puis finalement, aujourd'hui, par rapport à ce que l'on peut voir à côté, on se rend bien compte que le salariat pose une forme de sécurité, au même titre qu'à une époque où on l'a critiqué parce qu'il enchaînait.

Ce sont de très vieux débats, mais cela reste une vraie question de posée. Aujourd'hui, on parle d'ubérisation, on parle des ouvriers du clic. Les ouvriers du clic sont rarement en France, ils sont toujours dans des pays à bas coût. À l'autre bout du spectre, on a une population qui vit très bien de ses rentes, pour être un tout petit peu caricaturale, mais je ne pense pas tant que ça.

Je ne vais pas pouvoir aborder tous les sujets que l'on a traités, et je ne voudrais pas vous retenir plus que nécessaire. Je vais un peu raccourcir à ce moment. Les défis face à nous sont quand même assez gigantesques. Nous avons une intelligence artificielle qui intervient. Pour certains, c'est une autre révolution industrielle, pour d'autres, ce sont des évolutions et des successions — comme le

disait Matthieu — d'évolutions technologiques.

Cela change tout de même notre rapport au travail et cela interroge la place de l'Homme dans le processus de production. On voit bien que nous sommes dans une époque où le modèle social subit de très nombreuses attaques. On parle souvent de nos conquêtes sociales, mais c'est l'ensemble du modèle qui est mis en cause.

Lorsque nous avons parlé de la classification de la métallurgie, c'est un phénomène qui est à l'œuvre dans de très nombreuses branches actuellement : les attaques systématiques du modèle social pour réduire au maximum les droits collectifs, permettre une individualisation et, en règle générale, plutôt niveler par le bas.

Face à tous ces éléments, nous allons parfois avoir des questions qui vont concerner tantôt les conditions de travail, tantôt des conditions très macroéconomiques sur lesquelles il nous faut pouvoir intervenir.

Tout à l'heure, j'ai titillé parce que sur les questions du CSE, souvent, on a l'impression qu'au CSE, on peut discuter, mais on ne peut pas infléchir. Je pense à Salim, qui est un spécialiste de l'intelligence artificielle, contrairement à moi. Mais je me souviens d'une période où Orange payait 3 milliards d'euros sur les fréquences. Vous vous doutez bien que derrière, ils mettent en place l'ensemble des offres pour répondre. Ils vont peut-être ajuster à la marge, mais on parle de 3 milliards d'euros sur trois ans.

De toute façon, l'avis de l'organisation syndicale sera pris en compte dans le déploiement, mais en aucun cas dans le choix et dans l'orientation. Aujourd'hui, il s'agit bien de savoir comment

nous allons pouvoir collectivement et syndicalement travailler sur ces sujets.

C'est ce à quoi visait cette première journée. C'était de comprendre comment les mécanismes qui étaient à l'œuvre pouvaient intervenir, nous cadrer, et comment nous — par rapport à cela — pouvions définir des objectifs, des revendications, identifier des leviers et voir comment nous pouvons agir.

Le constat que nous avons fait, c'est que cela change beaucoup de choses et qu'il y a une problématique d'individualisation. Je suis d'accord avec Vincent qui a dit précédemment que l'idée, c'est de se poser, d'analyser, de comprendre pour pouvoir commencer à construire collectivement notre capacité à intervenir, à agir et à peser.

Je ne vous retiendrai pas plus longtemps. Merci à tous d'être venus et d'avoir participé à ce moment. À très bientôt.

Applaudissements

LA SEANCE EST LEVEE

